Module 5 Community ICT Centres for the Social and Economic Empowerment of Women

Table of Contents

Introduction 4
1 Introduction aux concepts et au contexte 5
1.1 Qu'est-ce qu'un centre communautaire TIC? 5
1.1.1 L'objectif sous-jacent d'un centre communautaire TIC 5
1.1.2 Que suggère le nom? 6
1.2 Concepts et définitions liés à la sexospécificité 8
1.3 Pourquoi est-il important d'atteindre les femmes et les jeunes filles? 10
1.4 Note sur l'autonomisation des femmes 12
1.5 Note sur les changements technologiques 13
Chapitre 2: Comment les centres communautaires TIC peuvent-ils atteindre les femmes? 17
2.1 Environnement politique global 17
2.2 Principes directeurs pour une conception tenant compte des deux sexes 21
2.3 Eléments de conception, propres aux femmes, d'un centre communautaire 23
2.3.1 Données et archives à ventiler selon le sexe 23
2.3.2 La "réponse communautaire" du centre doit considérer et desservir les activités, les intérêts et les besoins d'information des jeunes filles et des femmes 25
2.3.3 Mise au point des contenus et des supports de formation avec et pour les femmes 27
2.3.4 Rendre le centre communautaire physiquement accessible aux femmes et aux jeunes filles 31
2.3.5 Problèmes de protection de la vie privée et de sécurité 32
2.4 Questions d'administration et de viabilité financière 34
2.4.1 Structures d'administration tenant compte de la problématique hommes femmes 34
2.4.2 Financement du centre communautaire TIC: capital et frais de démarrage 35
2.4.3 Modèles de financement et de recettes permettant d'assurer une tarification abordable et accessible 36
2.4.4 Note concernant les redevances utilisateur différenciées selon les sexes 40
2.5 Liens avec les documents de référence 41
3 Répondre aux besoins éducatifs des femmes: emploi des TIC pour l'alphabétisation et l'apprentissage tout au long de la vie 42
3.1 Connaissances de base des TIC pour les femmes: apprentissage par la pratique 43

3.2 Liens entre les connaissances numériques et l'autonomisation socio-économique des femmes 45
3.3 Emploi des TIC pour promouvoir l'alphabétisation parmi les femmes 48
3.4 Liens entre l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes 58
3.5 Capacité de calculer et connaissances financières 62
4 Au-delà de l'alphabétisation: l'appui des applications TIC aux activités entrepreneuriales et professionnelles des femmes 64
4.1 Accès à l'information et à la formation: du niveau rural au niveau national 68
4.2 TIC et financement électronique: nouvelles possibilités et dimensions 73
4.3 Commerce électronique, marchés et développement des petites entreprises 75
4.4 Autonomisation grâce à la mise en réseau 78
4.5 Liens avec les documents de référence 79
5 Lignes directrices à l'intention des ministères, des autorités chargées de la réglementation et du secteur privé 81
5.1 Analyse et évaluation de la problématique hommes-femmes dans la mise en place d'un centre 81
5.2 Lignes directrices à l'intention des autorités chargées de la réglementation 84
5.3 Liste de vérification à l'intention des fournisseurs de contenus et des formateurs 86
5.4 Liens avec les documents de référence, les outils en ligne et les guides 90
6 Cadres politiques sexospécifiques internationaux et régionaux 92
6.1 Cadres politiques internationaux 92
6.2 Cadres politiques régionaux 95
7 Observations finales 97
Credits 99
References 100
Annex I: Données chiffrées concernant l'usage de la technologie 108
Annex II: Case Studies: Community ICT centers and ICT applications that cater to women's needs 115

Introduction

Les deux premiers chapitres du pr?sent module d?crivent le contexte et soulignent la n?cessit? de disposer de centres communautaires TIC mieux adapt?s aux femmes. Ils plaident en faveur de politiques dynamiques et indiquent ?tape par ?tape comment il faut proc?der pour mettre sur pied des centres communautaires TIC qui soient cibl?s sur les femmes. Les Chapitres 3 et 4 contiennent des notes th?matiques et donnent des exemples des besoins des femmes en mati?re d'apprentissage et d'information, qui vont de l'alphab?tisation ? des formations plus sophistiqu?es. Ils montrent aussi comment ces utilisatrices s'approprient les outils TIC. Dans les deux derniers chapitres sont donn?es quelques lignes directrices qui s'adressent aux d?cideurs et aux responsables charg?s de la r?glementation, tant au niveau local que dans les sph?res politiques internationales.

Parall?lement, plusieurs sections des Chapitres 2, 4 et 5 renvoient ? d'autres r?f?rences et ressources documentaires, qui peuvent ?tre t?l?charg?es ? partir du pr?sent module pour de plus amples informations.

Les annexes sont scind?es en deux parties, la premi?re d?crivant en grandes lignes des donn?es sexosp?cifiques sur l'emploi des TIC et la seconde comportant un choix de neuf exemples d'emplois de logiciel et de centres communautaires TIC ? travers le monde.

?

1 Introduction aux concepts et au contexte

Le Chapitre 1, par lequel d?bute le pr?sent module, d?finit le centre communautaire TIC, introduit les concepts de sexosp?cificit? et d'autonomisation des femmes et donne des informations sur l'acc?s mondial aux TIC et sur la fracture num?rique entre les sexes.

1.1 Qu'est-ce qu'un centre communautaire TIC?

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) consistent en une large gamme de technologies employ?es pour la communication et le traitement des informations. Les centres communautaires TIC d'aujourd'hui disposent de locaux o? est assur? un acc?s public collectif aux TIC, essentiellement au moyen d'ordinateurs, de la radiodiffusion par satellite, de t?l?phones (fixes et mobiles) et de t?l?copieurs.

Au cours des deux derni?res d?cennies, ces centres sont devenus importants en permettant d'amener concr?tement les bienfaits des TIC jusqu'aux communaut?s dont l'infrastructure technologique est inappropri?e et o? le co?t de l'acc?s individuel aux technologies est relativement ?lev?. Ils permettent d'acc?der aux informations en surmontant les obstacles de la distance et du lieu. Ces centres peuvent, en facilitant cet acc?s, renforcer la coh?sion sociale et les contacts sociaux.

On peut, d?s le d?part, concevoir ces centres pour fournir des services num?riques et hertziens, ou, alternativement, int?grer la num?risation et la connectivit? dans un centre d'information ou d'apprentissage existant. Id?alement, les centres communautaires TIC ne devraient pas fonctionner comme des stations d'informations isol?es, mais devraient plut?t, comme leurs noms le sugg?rent, ?tre int?gr?s aux installations et aux institutions existantes, telles que les centres de sant?, les ?coles, les biblioth?ques et d'autres centres, o? sont fournis divers services ? la communaut?. Il existe de nombreux mod?les diff?rents pour ce genre de centres, et le pr?sent module va tenter d'en d?crire quelques-uns, en particulier ceux qui sont d?lib?r?ment orient?s vers les femmes.

1.1.1 L'objectif sous-jacent d'un centre communautaire TIC

?

Bien que les centres communautaires TIC diff?rent d'un endroit ? l'autre, leur objectif commun est d'assurer le d?veloppement communautaire, en r?duisant la fracture num?rique ? l'aide des technologies de communication et de calcul. En fournissant une connexion directe aux utilisateurs, ils peuvent jouer un r?le important dans le "renforcement communautaire". Les nouvelles TIC sont particuli?rement utiles lorsqu'il s'agit de traiter des demandes group?es au niveau communautaire. Elles sont suffisamment polyvalentes pour r?pondre non seulement aux diff?rents besoins des divers groupes sociaux mais aussi aux demandes vari?es des diverses personnes d'une communaut?. La r?ussite de projets pilotes a permis de d?montrer que divers mod?les peuvent ?tre adopt?s pour r?pondre efficacement aux besoins en information et en communication d'une communaut? enti?re. Pour rester pertinents et viables, ces centres communautaires TIC devront s'adapter ? l'?volution des technologies.

Les centres de communication et les centres communautaires TIC associ?s peuvent devenir plus que de simples points d'acc?s ? l'information, ? la formation et au commerce. Le local lui-m?me peut devenir un lieu de communication et d'apprentissage beaucoup plus ?tendu. Notre vision des centres communautaires TIC doit ?voluer en fonction de l'?volution des technologies. L'enjeu n'est pas uniquement une affaire de t?l?communications, il concerne le renforcement communautaire et la fourniture d'un acc?s ?gal pour tous.

?

1.1.2 Que suggère le nom?

Les centres communautaires TIC sont d?sign?s de diverses fa?ons: t?l?centres ou centres de t?l?travail, centres d'acc?s publics ? l'Internet, centres de savoir de village, centres d'information, centres communautaires techniques, centres communautaires multim?dia, t?l?centres communautaires polyvalents, centres de services communs/publics et t?l?centres en milieu scolaire.

La perception par le public de ce qu'est un centre communautaire TIC peut d?pendre du nom qui lui est donn?. Les centres, qui sont avant tout des points d'acc?s publics, peuvent ?tre consid?r?s dans certains pays ou dans certaines cultures comme ne convenant pas aux femmes ou aux jeunes filles, et la fa?on de les d?signer importe donc. Par exemple, l'emploi d'un mot tel que *caf?* pourrait ?ter l'envie aux femmes camerounaises de se rendre au *cybercaf?* local parce que les femmes en g?n?ral ne fr?quentent pas les caf?s. Le d?signer sous le nom de *boutique* a plus de chance d'attirer les femmes,

donc *cyberboutique* est un terme employ? ? Douala par les centres qui cherchent ? attirer une client?le des deux sexes. De m?me, l'emploi du terme *centre d'information*, plus neutre, peut ?tre mieux accueilli par le public.

Pour information: La terminologie relative aux t?l?centres existant en Inde

En Inde, le concept de t?l?centre, en tant que mod?le d'acc?s public permettant de rendre divers services, fait l'objet d'un int?r?t grandissant. Les t?l?centres r?pondent ? de nombreux besoins en fournissant toute une gamme de services, notamment des services ?ducatifs, des services d'informations agricoles ou des services fournis par l'administration publique aux citoyens. Ils sont d?sign?s sous les noms suivants: centres de t?l?travail, t?l?centres, kiosques d'information, *e-Sewa kendras* (centre de services ?lectroniques), *e-Chaupals* (points de rassemblement ?lectronique), *e-Haats* (march? ?lectronique), centres de savoir de village (VKC, *village knowledge center*), centres de ressources de village (VRC, *village resource center*), *Mahiti Manthana*, centre d'informations communautaires (CIC), centres de services communautaires (CSC), centres multim?dia communautaires (CMC), etc. Cette terminologie tr?s diversifi?e peut ?tre d?concertante, mais elle rend compte de la pluralit? et de la diversit? de l'int?r?t pour les t?l?centres.

L'infrastructure des t?l?communications s'?tant d?velopp?e ? l'?chelle mondiale, les centres communautaires TIC ont ?t? de plus en plus nombreux. Telecentre.org, qui est une organisation engag?e dans le soutien et l'am?lioration des t?l?centres ? l'?chelle mondiale, a cr?? et a appuy? des centaines de r?seaux et d'organismes, repr?sentant environ 80?000?t?l?centres et pr?s de 40 millions d'utilisateurs de par le monde[1].

L'analyse des utilisateurs montre syst?matiquement que, dans la plupart des pays, l'usage de l'Internet est le plus r?pandu chez les jeunes de moins de 24 ans et diminue avec l'?ge[2]. Toutefois, cette tendance sera probablement moins marqu?e avec le temps et finira par dispara?tre, d?s lors que les jeunes g?n?rations qui grandissent avec l'Internet continueront ? en faire usage jusqu'? l'?ge adulte.

[1]Telecentre.org a ?t? cr?? en 2005 par le Centre de recherches pour le d?veloppement international du Canada, par Microsoft et par l'Agence suisse pour le d?veloppement et la coop?ration (http://www.telecentre.org/notes).

[2]Union internationale des t?l?communications (2010), Mesurer la soci?t? de l'information (http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/Material/MIS_2010_without%20annex%204-e.pdf). ?

1.2 Concepts et définitions liés à la sexospécificité

Le terme *sexosp?cificit?* renvoie aux r?les, aux responsabilit?s, aux relations et aux identit?s, qui sont d?finis pour ou qui sont attribu?s aux hommes et aux femmes au sein d'une culture, d'une soci?t? ou d'un contexte donn?. L'*?galit? des sexes* renvoie ? l'?galit? des droits, de la parole, des responsabilit?s et des opportunit?s pour les hommes et pour les femmes dans la soci?t?. Le *traitement ?quitable des sexes*, hommes et femmes, concerne leur acc?s aux ressources, aux bienfaits et aux opportunit?s dans la soci?t?. Les *disparit?s entre les sexes* renvoient aux diff?rences sociales entre les hommes et les femmes, qui sont jug?es non souhaitables.

Un ensemble complet de termes et de d?finitions de base, li?s ? la sexosp?cificit? et aux TIC, est donn? dans la brochure *M?thodologie d'?valuation du genre pour Internet et les TIC*?. Il s'agit d'une ressource importante pour tous les lecteurs:

http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding_gem/genderanalysis.htm#jump11

L'examen des r?les des sexes peut conduire ? une meilleure compr?hension des diff?rences entre les femmes et les hommes, s'agissant de l'emploi des TIC et de son impact. Quelques exemples de questions qui se posent en termes de sexes sont donn?s ci-apr?s:

•??????????? Dans une communaut? donn?e, qui prend les d?cisions du m?nage? D'o? proviennent les informations?

•??????????? Dans une communaut? donn?e, les femmes et les hommes, les jeunes filles et les jeunes gens utilisent-ils ? parts ?gales les ?quipements Internet situ?s dans une biblioth?que ou dans un t?l?centre?

•??????????? Dans les centres TIC publics, les hommes visitent-ils des sites pornographiques et violents, rendant les femmes mal ? l'aise dans un tel environnement?

•??????????? Dans un organisme de d?veloppement, y a-t-il une diff?rence entre les sexes de ceux qui utilisent/s'approprient le courrier ?lectronique et de ceux qui ne le font pas? Existe-t-il une adresse ?lectronique publique commune attribu?e ? une cat?gorie inf?rieure de membres du personnel, g?n?ralement des femmes, en parall?le avec les adresses ?lectroniques priv?es de la direction, g?n?ralement des hommes?

Pour information: Le manque d'informations peut contribuer ? une prise de d?cision du m?nage essentiellement masculine.

Lors d'enqu?tes au Ghana et au Kenya, les chercheurs ont observ? que les femmes avaient moins tendance que les hommes ? dire qu'elles ?taient seules ? prendre des d?cisions concernant les questions du m?nage, notamment:

•??????????? L'?pargne ou l'emprunt.

•??????????? La vaccination.

•??????????? Les d?penses du m?nage.

•??????????? Les virements d'argent effectu?s ? des membres de la famille ou ? d'autres ou re?us d'eux.

•??????????? La consultation ? l'h?pital ou chez un m?decin.

•??????????? La contraception (au Ghana seulement; au Kenya, les femmes avaient plut?t tendance ? dire que la d?cision finale leur appartenait).

•??????????? Les soins de sant? personnels ou de la famille.

Lorsque les femmes acc?daient aux informations, c'?tait principalement par les journaux, la radio et le bouche ? oreille. Aucune donn?e sur l'emploi des TIC n'a ?t? recueillie au cours de l'enqu?te.

Source: www.audiencescapes.org.

Dans la section 5 de la brochure *M?thodologie d'?valuation du genre*? sont donn?s plus de d?tails sur la fa?on de mesurer et d'aborder ces types de diff?rence.?

1.3 Pourquoi est-il important d'atteindre les femmes et les jeunes filles?

La r?ponse simple ? cette question est que l'audience des femmes et des jeunes filles doit sciemment ?tre recherch?e, parce qu'elles repr?sentent la plus grande partie des laiss?s-pour-compte, que ce soit en mati?re d'alphab?tisation ou d'acc?s aux informations, de services de sant? et de services financiers, ou d'autonomisation socio-?conomique en g?n?ral. Les femmes et les jeunes filles forment la majorit? de la population illettr?e dans le monde et risquent davantage d'?tre fortement marginalis?es dans des soci?t?s conservatrices qui limitent leurs d?placements et leur parole.

Outre la fracture num?rique entre les r?gions d?velopp?es et les r?gions en d?veloppement, il subsiste toujours des in?galit?s entre les sexes, faisant que les femmes et les jeunes filles ont un acc?s plus r?duit aux TIC que les hommes et les jeunes gens. Les raisons en sont nombreuses, allant de la discrimination caract?ris?e envers les femmes aux restrictions de leurs mouvements ou au fait que concr?tement les femmes ont souvent moins de temps libre ou de revenus ? leur disposition. Les femmes et les jeunes filles de communaut?s marginalis?es ont tendance ? ?tre particuli?rement moins engag?es. Des nombreux pr?jug?s sociaux ou culturels existent encore de par le monde. La technologie est parfois consid?r?e comme ne pr?sentant un int?r?t que pour les hommes et les jeunes gens. Ou bien, on pense ? tort que les femmes ne sont pas int?ress?es ou sont incapables d'apprendre comment employer les techniques informatiques. Le plus souvent, les faibles niveaux d'alphab?tisation et d'?ducation g?n?rale pr?sentent un obstacle important, tandis que le manque de libert? et de d?cision peut aussi restreindre leur acc?s. A l'Annexe I sont pr?sent?es diverses donn?es d?montrant les diff?rences qui existent entre les hommes et les femmes aux niveaux national et mondial, pour ce qui est de l'acc?s ? l'Internet.?

Si les femmes continuent ? ?tre exclues du savoir et des services TIC, elles seront de plus en plus marginalis?es, la disparit? entre les sexes s'aggravera et bien des avantages indirects li?s ? l'autonomisation des femmes et ? l'?galit? des sexes ne pourront se faire sentir. Les centres communautaires TIC peuvent faire obstacle ? cette tendance n?gative actuelle. S'ils sont planifi?s et r?alis?s comme il convient, ils peuvent efficacement aider les femmes ? lire et ?crire et ? compter, ? lancer et ? mettre sur pied leurs propres affaires, ? assurer leurs moyens d'existence et ? devenir socialement et politiquement actives.

La promotion de l'?galit? des sexes par le moyen d'un acc?s accru aux TIC peut am?liorer l'acc?s aux informations des femmes et des jeunes filles et la communication d'informations par elles, malgr? les restrictions de leurs mouvements et les contraintes culturelles auxquelles elles doivent faire face. Elles peuvent ?largir leurs comp?tences et en cons?quence leurs activit?s ?conomiques. Ces comp?tences peuvent leur permettre de d?couvrir et d'exploiter de nouvelles opportunit?s commerciales, de cr?er leurs propres entreprises, d'acc?der ? de nouveaux march?s qui n?cessitent des investissements en capitaux et d'acc?der ? une gamme de ressources, notamment le microfinancement. Les sections 3.2 et 3.4 ainsi que le Chapitre 4 d?tailleront ces liens.?

?

Pour information: Les TIC et les atouts des adolescentes

1. PLAN Canada[3]?cite sept raisons pour lesquelles l'acc?s ? la technologie peut contribuer ? lutter contre les in?galit?s entre les sexes et donner des atouts aux filles:

   1)????????? Maintenir le contact avec les autres, ce qui r?duit leur isolement dans les pays o? c'est un probl?me.

   2)????????? Approfondir leur ?ducation et acqu?rir de nouvelles comp?tences.

   3)????????? Prendre une part active ? la vie de leur communaut? et de leur pays.

   4)????????? Obtenir les comp?tences n?cessaires pour trouver un emploi.

   5)????????? Acqu?rir des comp?tences et des connaissances sp?cifiques sur des sujets dont elles auraient pu tout ignorer, tel que le VIH/sida.

   6)????????? Il a ?t? d?montr? qu'apprendre ? manier ces nouvelles technologies peut conforter la confiance en soi.

   7)????????? Enfin et surtout ?tre en s?curit?.

?

[3]Plan International (2010) Because I am a Girl

1.4 Note sur l'autonomisation des femmes

?

En rendant les femmes plus autonomes, on veut surtout renforcer leur capacit? ? g?rer les d?cisions qui influencent leurs vies. Il s'agit pour elles d'acc?der aux informations, aux ressources, aux prises de d?cision, ? la r?partition des b?n?fices, et de les ma?triser. Pour les femmes qui peuvent acc?der aux TIC et peuvent les employer, cela peut vouloir dire acc?der aux informations sur l'?ducation, sur la sant?, sur les droits publics et priv?s, ainsi qu'aux informations sur les sources de revenus et sur les march?s. Les participants ? la r?union de la Division de la promotion de la femme de l'ONU en novembre 2002[4]?ont formul? cela en disant que lorsque l'environnement est favorable, les TIC peuvent conduire de diverses fa?ons ? l'autonomisation sociale, politique et ?conomique des femmes.

M?me si l'on se rend mieux compte de la diversit? des origines des changements sociaux, une hypoth?se, sous-jacente ? une grande part de la r?flexion politique, est celle selon laquelle la croissance ?conomique est la principale responsable du changement dans les relations hommes-femmes. Ceci n'est vrai qu'en partie. Tandis que l'?volution sociale qui a influenc? la vie des femmes, peut ?tre associ?e au d?veloppement ?conomique, elle ne d?coule pas uniquement de la croissance ?conomique. Certains pays, dont les revenus par habitant sont comparables, tels que la Su?de et des Etats du Golfe, le Qatar, l'Arabie saoudite et le Kowe?t, pr?sentent d'importantes disparit?s en ce qui concerne les droits et le statut des femmes. De m?me, les variations consid?rables du taux d'emploi des femmes ne sont pas toujours corr?l?es au produit int?rieur brut, les taux les plus faibles ?tant enregistr?s au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Parmi les nombreux facteurs qui sont ? l'origine du changement de statut socio-?conomique des femmes ou acc?l?rent celui-ci, il convient de mentionner l'action raisonn?e, gr?ce aux r?formes d'?tat et aux mouvements sociaux. Cela appara?t clairement lorsque nous examinons les derni?res d?cennies du vingti?me si?cle, qui ont ?t? marqu?s par d'importants progr?s dans les politiques appliqu?es au niveau international ? l'?gard des femmes. Le mouvement f?ministe de la deuxi?me vague s'est joint aux efforts des organismes humanitaires et des organismes de d?veloppement ? l'?chelle internationale pour imposer d'importants changements dans les droits des femmes. Au d?but des ann?es 90, la plupart des Etats avaient sign? le Programme d'action et la Convention sur

l'?limination de toutes les formes de discrimination ? l'?gard des femmes (CEDAW) et avaient pris des engagements en faveur de l'?galit? des femmes[5].

[4]Information and communication technologies and their impact on and use as an instrument for the advancement and empowerment of women. Expert Group Meeting Republic of Korea, 11 - 14 November 2002

[5]Beijing Plus 10: An ambivalent record on gender justice by Maxine Molyneux and Shahra Razavi

1.5 Note sur les changements technologiques

De l'av?nement de l'ordinateur personnel il y a bient?t 30 ans ? l'explosion de l'Internet au cours de la derni?re d?cennie, chacune des nouvelles avanc?es dans les technologies de l'information a chang? la mani?re dont les personnes, les communaut?s et les organismes peuvent communiquer, se connecter et se coordonner entre eux.

Les prochaines avanc?es dans les changements technologiques vont continuer ? rendre les ordinateurs plus abordables, plus portables, plus puissants et plus simples d'emploi. Les obstacles tels que le co?t, l'acc?s mat?riel et la connaissance de techniques sp?cialis?es vont continuer ? ?tre r?duits, rendant ces technologies plus accessibles ? un plus grand nombre de gens. Sans doute, ces facteurs am?lioreront-ils l'acc?s des utilisateurs femmes.

Au Forum sur les meilleures pratiques des TIC, qui a eu lieu en Afrique en avril 2008, le Pr?sident-Directeur g?n?ral de Microsoft a r?sum? comme suit les tendances sur le plan technologique:

•??????????? une plus grande puissance de traitement dans des appareils plus petits;

•??????????? une augmentation spectaculaire des capacit?s de m?moire des appareils et des centres de donn?es ? travers le monde;

•??????????? des r?seaux hertziens ? large bande plus r?pandus, permettant aux gens d'exploiter de presque partout la puissance de traitement et le stockage d'informations;

•??????????? des interfaces utilisateur naturelles, plus courantes et plus conviviales, o? il est tir? parti de la voix, de l'?criture et de la gestuelle;

•??????????? des ?crans et appareils de projection plus l?gers, meilleurs et plus abordables.

Tous ces d?veloppements technologiques pourraient avoir des cons?quences positives pour les centres communautaires TIC. En attendant, l'emploi accru des technologies hertzienne et mobile a d?j? une incidence consid?rable ? l'?chelle mondiale. La technologie mobile am?liore l'acc?s aux informations, en raison des co?ts d'entr?e relativement faibles li?s ? la possession et ? l'utilisation d'un t?l?phone portable, mais aussi en raison du niveau plus ?lev? des investissements dans l'infrastructure de t?l?phonie mobile dans les ?conomies ?mergentes. Les t?l?phones portables seront de plus en plus employ?s ? mesure que leur capacit? se rapprochera de celle des ordinateurs.

Partout, les villes et les r?gions s'orientent vers les technologies hertziennes. Kigali, au Rwanda, par exemple, est sur le point de devenir cette ann?e la premi?re capitale en Afrique ayant des points d'acc?s ? l'Internet sans fil[6]. Les technologies hertziennes permettent maintenant aux centres communautaires TIC d'?tre mobiles et d'atteindre un plus grand nombre d'utilisateurs, comme c'est le cas avec les motocycles ? trois roues (eTrike) aux Philippines[7]. Elles permettent aussi de r?duire les co?ts, dans certains cas, gr?ce au partage des connexions ? l'Internet. Les nombreux usages des applications hertziennes ne peuvent ?tre surestim?s et les ?tudes de cas dans les chapitres suivants illustreront ce point plus en d?tail.

?

Pour information: Technologies hertziennes au service des moyens d'existence et des microentreprises – Rapport de la CNUCED

Dans l'Information Economy Report 2007-2008 de la CNUCED (Rapport 2007-2008 sur l'?conomie de l'information), il est observ? que tant les t?l?phones portables que les t?l?centres contribuent aux moyens d'existence dans les pays en d?veloppement. Cette ?tude illustre, ? l'aide de deux exemples pr?cis, comment les TIC contribuent ? r?duire la pauvret?: 1) gr?ce aux t?l?phones portables qui permettent de diriger des microentreprises en Afrique; 2) gr?ce ? la cr?ation de t?l?centres au profit des communaut?s pauvres.

En Afrique, le nombre de nouveaux abonn?s ? la t?l?phonie mobile en 2006 s'?levait ? 50?millions et on estime qu'en 2007 le nombre total d'abonnements avait atteint 200 millions. Ces t?l?phones portables sont devenus des points d'acc?s indispensables ? la soci?t? de l'information. La t?l?phonie

mobile est un outil essentiel pour le partage de l'information et des renseignements et elle permet aux m?nages et aux communaut?s d'?tre connect?s.

Pour comprendre comment les t?l?centres contribuent aux moyens d'existence des pauvres, la CNUCED a enqu?t? sur un certain nombre de t?l?centres au Bangladesh et en Inde. L'enqu?te a permis d'?valuer quels ?taient les services qui ?taient assur?s par les t?l?centres, qui b?n?ficiait de ces services et quels ?taient les facteurs cl?s environnementaux et institutionnels qui permettaient aux t?l?centres d'aider les pauvres ? am?liorer leur niveau de vie. Les r?sultats indiquent que la plupart des t?l?centres donnent la priorit? ? la fourniture d'un acc?s aux TIC et ? l'acquisition des comp?tences de base en la mati?re. Les t?l?centres sont, dans le cadre du type de services offerts, avant tout employ?s ? des fins d'information et d'?ducation[8]. Dans le rapport sont abord?es, au moyen d'?tudes de cas dans des pays tels que le Chili, les diff?rences entre les sexes pour ce qui est de l'acc?s aux t?l?centres, ainsi que la difficult? d'enregistrer les donn?es utilisateur ventil?es par sexe et d'y acc?der.

?

Pour information: Enqu?tes au moyen de t?l?phones portables, destin?es ? la surveillance et ? la collecte de donn?es

Des t?l?phones portables de base, ?quip?s d'une application sur mesure, l'EpiSurveyor, ont ?t? utilis?s lors d'une ?tude pilote men?e en juin 2010 ? Mpika, en Zambie, ? laquelle participaient des volontaires locaux, tous des femmes. Les t?l?phones servaient ? recueillir des informations sur le bien-?tre des ?coli?res. En appuyant simplement sur les touches des t?l?phones, les femmes enregistraient les r?ponses qui ?taient imm?diatement transmises ? Lusaka, la capitale. Ayant appris ? se servir du logiciel rapidement, elles terminaient chaque questionnaire en tout juste 2 ? 3 minutes. Elles transf?raient ensuite, au moyen de signaux cellulaires, les donn?es pour analyse vers une base de donn?es centrale.

Source: http://news.camfed.org/us/2010/07/innovating-with-cell-phones-to-help-girls-stay-in-school/

?

[6]Telecenter.org. (January 2010). Kigali to become a wireless city. (http://www.telecenter.org/profiles/blogs/kigali-to-become-a-wireless)

[7]?Le tricycle ? moteur (eTrike) est un t?l?centre hertzien, mobile, autonome, qui se d?place au sein des communaut?s urbaines ? Manille et permet aux jeunes d'acc?der aux nouvelles technologies TIC num?riques, ? des le?ons d'informatique de base et ? une introduction ? l'Internet.?*Mobile telecenters Philippines –?eTrike?*(http://www.mobiletelecenters.com/).

[8]http://unctad.org/en/docs/sdteecb20071_en.pdf

?

Chapitre 2: Comment les centres communautaires TIC peuvent-ils atteindre les femmes?

?

Dans ce chapitre sont ?tudi?s certains aspects concernant les bonnes pratiques, qui s'articulent autour des quatre th?mes suivants:

1)????????? Environnement politique global

2)????????? Principes directeurs visant ? tenir compte des deux sexes

3)????????? El?ments de conception, adapt?s aux femmes, d'un centre communautaire TIC

4)????????? Questions d'administration et de viabilit? financi?re du centre.

?

2.1 Environnement politique global

?

Le d?veloppement des TIC et les bienfaits dont peuvent b?n?ficier les femmes qui les emploient d?pendent de la capacit? des pays et des r?gions ? appliquer des politiques efficaces, dynamiques et d?lib?r?es, qui favorisent l'int?gration sociale des femmes dans toutes les sph?res d'activit?s socio-?conomiques et dans la prise de d?cision.

En l'absence de politiques d?lib?r?es, la diffusion et l'utilisation des TIC et leurs bienfaits escompt?s peuvent en fait exacerber les diff?rences en mati?re de revenus et la fracture ?conomique existantes, les couches les plus pauvres de la population ?tant davantage marginalis?es, exploit?es et appauvries.

La r?ussite d'un centre communautaire TIC exige plus qu'une infrastructure des t?l?communications. Elle exige des programmes d'appui cibl?s, appliqu?s par les gouvernements, par le secteur priv? et par

les ONG, pour former les utilisateurs, les op?rateurs et les fournisseurs de services[9]. Afin qu'ils puissent ?tre pleinement mis ? profit, les centres communautaires TIC ont besoin d'un environnement politique qui prenne en charge les syst?mes et les politiques convenant ? leur viabilit?. Par exemple, ces politiques devraient assurer un traitement ?quitable des sexes au cours de la proc?dure de mise en œuvre, promouvoir des politiques de prix favorisant les services des centres communautaires et mettre en place des mesures d'incitation ? l'investissement pour un acc?s universel. Si les d?cideurs souhaitent donner la priorit? ? l'acc?s universel, ils doivent se concentrer sur les demandes de leurs populations rurales et p?riurbaines.

Un centre communautaire parfaitement au point est aussi un outil inestimable pour le r?le que les gouvernements entendent jouer dans les ?conomies d'aujourd'hui. En s'habituant ? fr?quenter ces centres et ? employer les services et les informations disponibles sur le web, ces citoyens appr?cieront de plus en plus les services publics fournis par le gouvernement au moyen des TIC.

Bien que des politiques ? l'?chelle internationale et nationale existent en faveur de l'?galit? des sexes et de l'acc?s universel aux TIC, peu nombreuses sont celles qui consid?rent ensemble, de mani?re coordonn?e, les TIC et la probl?matique hommes-femmes. L'absence de projets et de programmes pour les TIC, fond?s sur l'?galit? des sexes, augmente le risque d'accro?tre la "fracture num?rique entre les sexes". Les d?cideurs, conjointement avec les d?fenseurs de la cause des femmes et des TIC, doivent ?tre conscients de l'impact profond (positif ou n?gatif) que peut avoir la gestion de la probl?matique hommes-femmes. Une approche des questions des TIC tenant compte de cette probl?matique est essentielle si l'on veut combler la fracture num?rique. Puisque les TIC sont de plus en plus un ?l?ment central de la vie ?conomique, politique et sociale, elles sont aussi un ?l?ment central de la promotion de l'?galit? des sexes.

L'engagement politique, en ce qui concerne les mesures et les r?glements ? appliquer, joue un r?le essentiel lorsqu'il s'agit de d?terminer si et quand les TIC vont ?tre mises ? la disposition de toutes les couches de la soci?t? civile, et en particulier des communaut?s pauvres, rurales, dispers?es ou marginalis?es. Dans une mise en place progressive de l'acc?s aux TIC, o? il est tenu compte de l'autonomisation des femmes, il faudrait consid?rer l'acc?s aux TIC comme ?tant un "droit ? disposer des capacit?s offertes". Ces couches de la population peuvent, en s'appropriant les TIC, faire reconna?tre le bien-fond? de leurs pr?occupations, demander des comptes aux organismes publics et explorer de nouvelles plates-formes permettant de renforcer la solidarit?, d'apprendre et de partager le

savoir. Les lignes directrices du Chapitre?5 ?donnent aux d?cideurs d'autres crit?res ? employer lors de l'?laboration des politiques.

Une *d?marche en termes de biens publics* est essentielle pour que les femmes et les groupes de femmes acc?dent aux TIC, et mettent ? profit les possibilit?s de la nouvelle ?cologie de l'information et de la communication pour poursuivre leur lutte, qu'elle concerne le droit ? l'information, le droit aux moyens d'existence, le besoin d'?ducation dans des langues locales, les initiatives actuelles de radiodiffusion communautaire ou l'acc?s aux services locaux. Les instruments de financement public et les accords institutionnels qui r?pondent frontalement ? ces besoins fondamentaux sont essentiels pour que soit assur?, par l'interm?diaire de l'acc?s aux TIC, le droit des femmes ? disposer des capacit?s offertes.

Le d?veloppement socio-?conomique d?pend de la capacit? ? produire, ? absorber et ? diffuser le savoir et la technologie. Le savoir et la technologie sont susceptibles d'apporter des bienfaits ? un grand nombre d'utilisateurs, les bienfaits dont b?n?ficie l'un quelconque d'entre eux ne diminuant en rien ceux dont b?n?ficient les autres. Le savoir est souvent consid?r? comme un bien public, mais la question est plus complexe qu'il n'y para?t de premier abord. Plusieurs conditions importantes doivent ?tre remplies. Ces conditions sont essentielles lorsqu'il s'agit, tant au niveau national qu'international, d'?laborer des politiques appropri?es permettant d'acc?l?rer et d'orienter l'innovation[10].

Pour information: D?finition de la viabilit? et des biens publics

La question fondamentale lorsque l'on veut atteindre les femmes pauvres n'est pas celle du profit, mais plut?t celle de la cr?ation d'un ensemble de services et de produits s'appuyant sur la technologie, qui leur permettront de s'engager dans de nouvelles voies. Se concentrer sur la viabilit? financi?re plut?t que sur les capacit?s de transformation et de d?veloppement des TIC pourrait nuire ? l'objectif de l'acc?s universel.
Les gouvernements et les ONG doivent pareillement consid?rer l'?conomie des centres de communication du point de vue de la justice et de l'?quit?. La fourniture des informations au public doit se faire sur une base comptable plut?t que sur celle du profit. Les investissements initiaux, n?cessaires ? la cr?ation d'un t?l?centre, commenceront ? ?tre rentables d?s lors que les informations commenceront ? avoir des influences positives sur la communaut?, en termes de bien-?tre socio-?conomique ainsi que de transformation dans les relations sociales aux niveaux de la

communaut? et du m?nage, et que les femmes et les pauvres commenceront ? tirer parti des informations et des infrastructures de communication.
Les chercheurs font une diff?rence entre la viabilit? ?conomique (r?alis?e lorsqu'un niveau donn? de d?penses peut ?tre maintenu dans le temps), la viabilit? sociale (r?alis?e lorsque l'exclusion sociale est r?duite ? son minimum et que l'?quit? sociale atteint son maximum) et la viabilit? institutionnelle (r?alis?e lorsque les structures et les processus sont en mesure d'assurer leurs t?ches dans la dur?e). La viabilit? ?conomique est un indicateur cl? de la r?ussite d'un projet parce qu'elle est consid?r?e comme rendant compte d'une v?ritable demande de service. En m?me temps, dans de nombreux projets de d?veloppement, les donateurs financent la diffusion d'informations comme un bien public. Comme ?nonc? [11] , la nature de la viabilit? d'un t?l?centre est compliqu?e de par le fait qu'il peut initialement ?tre un bien public, en particulier dans les zones d?favoris?es, et doit en dernier ressort ?tre autosuffisant.
De nombreux travaux de recherche sur la viabilit? ?conomique ont ?t? publi?s, en particulier concernant les initiatives en mati?re d'acc?s aux informations, telles que les t?l?centres ou les kiosques d'information, dont les co?ts de mise en place et de maintenance sont ?lev?s et dont les clients disposent de peu d'argent liquide. Les objectifs compliqu?s que sont la fourniture de services d'information comme un bien public et le fait de les rendre autosuffisants se sont av?r?s tr?s difficiles ? concilier. Peu d'initiatives ont r?ussi ? rentrer dans leurs frais, m?me lorsque des m?canismes de taxation viables avaient ?t? mis au point.

?

Une coordination fonctionnelle entre les divers minist?res publics et autorit?s locales est essentielle pour que puisse ?tre cr?? un environnement politique propice. La mise en place d'une ?quipe sp?ciale charg?e de la politique des TIC peut aussi contribuer ? rassembler les parties int?ress?es de tous les minist?res concern?s, tels que ceux de l'?ducation, des t?l?communications, de la condition f?minine et de la jeunesse, de l'industrie et du commerce, etc.

[9](…) la plupart des programmes d'acc?s universel qui donnent la priorit? ? la fourniture de l'acc?s ? l'Internet dans les zones rurales se concentrent exclusivement sur le d?ploiement des infrastructures. Des ?tudes montrent, toutefois, que les programmes de centres communautaires Internet les plus aboutis sont ceux qui d?s leur cr?ation sont li?s ? une vaste gamme de programmes de renforcement des capacit?s et de programmes d'appui, mis en œuvre conjointement par les entit?s

gouvernementales, par les communaut?s locales, par les entreprises et par les ONG. La r?ussite des programmes d'acc?s universel ne d?pend pas seulement de la disponibilit? et du caract?re abordable des infrastructures, mais aussi de la disponibilit? et de la qualit? des applications et du contenu appropri?s ainsi que du niveau de formation des utilisateurs, des op?rateurs et des fournisseurs de services.?*Tendances des r?formes dans les t?l?communications 2007: La route vers les r?seaux de prochaine g?n?ration (NGN)*, Gen?ve, Union internationale des t?l?communications.

[10]See UNIDO's 2008 report "Public Goods for Economic Development" http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Publications/documents/Public%20goods%20for%20economic%20development_sale.pdf

[11]See Connecting the first mile: a framework for best practice in ICT projects for knowledge sharing in development for further discussion Surmaya Talyarkhan Best practice framework http://practicalaction.org/docs/icts/ict_best_practice_framework.pdf.

2.2 Principes directeurs pour une conception tenant compte des deux sexes

Deux principes fondamentaux devraient guider la mise en place d'un centre communautaire TIC int?grant les besoins des femmes et des jeunes filles: l'engagement communautaire participatif et le d?veloppement de partenariats.

Principe I: L'engagement communautaire participatif

D?s le d?part, la participation active des femmes et ses jeunes filles au processus de conception et de mise en place d'un centre communautaire TIC, garantira que ses services, son emplacement et sa gestion tiennent compte des besoins de cette cat?gorie d'utilisateurs et y r?pondent. L'engagement participatif doit aussi donner aux femmes et aux jeunes filles la possibilit? r?elle que leurs id?es concernant la conception, la mise en place et l'exploitation du centre soient prises en compte ? part ?gale, et donc que leur sens de la "propri?t?" et de l'"appartenance" soit renforc?. Les m?thodes participatives peuvent inclure des entretiens en t?te-?-t?te ou en groupe, des discussions de groupe, des enqu?tes sur les besoins, des manifestations de proximit? ou la diffusion de communications (par radiodiffusion, par voie d'affiche, etc.). La concertation permanente avec la communaut? est essentielle pour que le centre communautaire TIC soit adapt? aux besoins de la communaut? qu'il dessert.

Les principaux repr?sentants de la communaut? devraient aussi ?tre impliqu?s afin que la participation de la communaut? soit la plus forte possible. Devraient participer des enseignants, des directeurs d'?cole, des chefs religieux, des repr?sentants des administrations locales et d'autres personnalit?s locales. Plus la participation sera forte, plus la communaut? se sentira propri?taire du centre. Parmi d'autres parties prenantes possibles, on peut notamment citer les ONG, les coop?ratives agricoles et les entreprises.?

Pour information: Un outil d'analyse rurale simple employ? en Inde

En Inde, l'organisme Change Initiatives a mis en place, ? des fins strat?giques, un syst?me d'information sur le web au profit des femmes pauvres de Baduria, une r?gion rurale dans le district du 24 Parganas Nord de l'Etat indien du Bengale occidental. En 2002, pr?occup? par le manque de p?n?tration des TIC au sein de la population rurale pauvre, Change Initiatives a observ? que l'absence d'informations et d'un m?canisme de partage d'informations parmi les femmes pauvres avait diminu? leur capacit? ? subvenir ? leurs besoins ?l?mentaires, restreint leur prise de conscience et frein? leur d?sir de surmonter les obstacles qui limitaient leur participation dans la soci?t?.

Ces conclusions avaient ?t? d?duites d'une enqu?te men?e au sein d'ONG de femmes et de groupes d'entraide dans les r?gions rurales du 24 Parganas Nord. Pour ce projet, qualifi? "Nabanna", Change Initiatives a mis au point un nouvel outil d'analyse rurale participatif qui lui a permis de demander aux candidates de tenir un journal. Ces journaux ont ?t? un moyen efficace pour ?valuer les besoins, tout en ?tant un moyen de s'exprimer.

Le personnel, les formateurs et les administrateurs devraient ?tre issus de la communaut?. Confier la direction ? ceux qui comprennent la communaut? et son contexte (par exemple son histoire, ses besoins actuels, ses principales activit?s, son cadre culturel, etc.) ne peut qu'am?liorer l'impact et l'int?gration. Au Cambodge, par exemple, au d?but du projet projet iREACH, il a ?t? tr?s difficile d'attirer les femmes, et ? plus forte raison de les encourager ? se porter candidates aux ?lections interm?diaires de comit?s de gestion. Mais, apr?s avoir?particip? au projet iREACH pendant un certain temps, les femmes se sont senties plus ? l'aise et se sont port?es candidates aux ?lections des comit?s, ce qui a conduit ? une forte comp?tition pour le quota de si?ges r?serv? aux femmes[12].

Principe II: Le d?veloppement de partenariats et l'?tablissement de liens communautaires

L'"image publique" du centre communautaire TIC devrait ?tre accueillante pour les jeunes filles et les femmes. Le centre communautaire TIC devrait ?tablir et maintenir des relations de travail avec les agences qui travaillent avec et pour les femmes et devrait ?tre au service de ces agences. Les administrateurs du centre devraient conna?tre le fonctionnement des autres ?tablissements (par exemple les ?coles, les h?pitaux, les dispensaires) et des autres organismes au service de la communaut?, afin de d?terminer comment le centre TIC pourrait travailler de concert avec eux.

L'?tablissement de liens communautaires forts renforcera l'int?gration et la port?e du centre. Par exemple, si une formation est assur?e sur les techniques informatiques de base et sur la fa?on de trouver un emploi, le centre pourrait se mettre en rapport avec les organismes locaux pour l'emploi (tant gouvernementaux que non gouvernementaux) ou avec la Chambre de commerce.

[12]Gender, Empowerment through ICTs, iREACH, Cambodia

2.3 Eléments de conception, propres aux femmes, d'un centre communautaire

Un cadre de base pour la conception qui tienne compte du contexte socioculturel des femmes et de leurs besoins en informations pourrait inclure les ?l?ments suivants:

2.3.1 Données et archives à ventiler selon le sexe

Les centres communautaires TIC devraient tenir un registre d?taill? et de bonne qualit? de l'utilisation par type de services et par type d'utilisateur, o? sont notamment indiqu?s l'?ge et le sexe. Ces donn?es sont essentielles pour recenser les lacunes dans l'utilisation, pour am?liorer le service et se rapprocher d'un public non atteint, et aux fins de pr?vision et de planification. Le PNUD et le Fonds de d?veloppement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) ont publi? un utile guide en ligne, le Guide de l'utilisateur pour mesurer la fourniture de services de base sensibles ? la dimension de genre, qui peut s'appliquer ? la fourniture des services TIC.

Malgr? une large reconnaissance de l'existence d'une fracture num?rique entre les sexes, il est difficile de la prouver en raison du peu de donn?es ou de statistiques ventil?es selon les sexes concernant les TIC. En 2005, la Division des Nations Unies de la promotion de la femme a recommand? de ventiler

selon les sexes les donn?es sur l'utilisation des TIC et sur la participation des femmes aux processus de d?cision, ainsi que d'?tablir des cibles, des indicateurs et des rep?res permettant de suivre les progr?s concr?tement r?alis?s en mati?re d'acc?s et de bienfaits[13]. Des proc?dures et les processus de surveillance et d'?valuation tenant compte des diff?rences entre les sexes fourniront des donn?es de base et des comparateurs sur l'utilisation des TIC par les femmes.

Pour information: M?thodologie d'?valuation du genre (GEM) pour les t?l?centres

L'Association pour le progr?s des communications (APC) est un r?seau international et un organisme sans but lucratif qui agit en faveur de l'acc?s ? l'Internet. Elle a mis au point la M?thodologie d'?valuation du genre (GEM)[14], un outil en ligne gratuit, con?u pour ?valuer si les TIC contribuent ? l'?galit? des sexes et comment elles le font. Il s'agit d'une fa?on pratique de tenir compte de l'analyse du genre dans l'?valuation des initiatives qui font appel aux TIC en vue d'aboutir ? un changement social. La m?thodologie GEM permet de d?terminer si les TIC am?liorent r?ellement la vie des femmes et les relations entre les sexes, tout en garantissant que les probl?mes li?s ? la disparit? entre les sexes sont int?gr?s dans le processus de planification du projet. L'analyse de la sexosp?cificit? ? l'aide de la m?thodologie GEM permet de promouvoir des changements positifs au niveau des personnes, de la communaut? et des institutions. L'?valuation du genre pour les t?l?centres tire profit des enseignements collectifs issus de l'application de la m?thodologie GEM ? l'exploitation des t?l?centres en Colombie, au Mali, au P?rou, en Ouganda et aux Philippines. Le guide examine aussi ce qui est possible de faire face aux ressources limit?es et pr?sente des solutions r?alistes ? quelques probl?mes courants auxquels les t?l?centres doivent faire face.

Toutefois, ? titre de mise en garde, les statistiques sur l'acc?s aux TIC ne sont pas en elles-m?mes un bon indicateur de l'autonomisation des femmes. Par exemple, l'?ducation comparativement sup?rieure des femmes, leur direction de petits commerces et leur acc?s aux TIC aux Philippines et en Tha?lande n'impliquent pas automatiquement que les femmes sont repr?sent?es de fa?on ?gale au niveau de positions dirigeantes ou gouvernementales. De m?me, le seul fait que plus de femmes pourraient ?tre employ?es dans le secteur manufacturier des TIC ne veut pas dire que ces femmes b?n?ficient de programmes d'alphab?tisation ou d'apprentissage ou acqui?rent des comp?tences en direction, en communication ou en n?gociation.

?

[13]United Nations. (2005). *Women 2000 and beyond: Gender equality and empowerment of women through ICT*. (http://www.un.org/womenwatch/daw/public/w2000-09.05-ict-e.pdf)

[14]?Programme de soutien aux r?seaux de femmes de l'Association pour le progr?s des communications,?*M?thodologie d'?valuation de genre*?(http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding_gem/index.htm).
?

2.3.2 La "réponse communautaire" du centre doit considérer et desservir les activités, les intérêts et les besoins d'information des jeunes filles et des femmes

Les services et les programmes du centre doivent directement r?pondre aux priorit?s et aux besoins du d?veloppement de la soci?t?. Il peut notamment s'agir de dispenser des programmes d'alphab?tisation et des programmes connexes d'apprentissage, d'?tendre les capacit?s num?riques (y compris la communication et l'acc?s aux informations), de promouvoir l'?galit? des droits des minorit?s et des d?favoris?s ou de fournir du travail ? distance, un apprentissage tout au long de la vie et des services publics et administratifs dans la communaut?. Dans certains cas, on peut envisager d'assurer des sessions de programmes de formation aux TIC uniquement pour les femmes. On peut aller plus loin en recrutant des femmes ? titre d'enseignantes, de mentors ou de mod?les. Les femmes manquent parfois de confiance ou se font trop peu entendre dans des sessions de formation mixtes.

Presque toujours, les femmes se rassemblant pour la formation commenceront ? formuler leurs besoins d'information et leurs int?r?ts. Quelques sites web simples peuvent ?tre con?us, qui fourniront dans les meilleurs d?lais les informations dynamiques d'int?r?t imm?diat pour le groupe. De cette fa?on, les femmes peuvent ?tre impliqu?es organiquement dans la mise au point de leur propre contenu web.?

Exemple de contenu: L'int?gration des TIC dans les activit?s du secteur parall?le par l'association SEWA

Le syndicat **Self-Employed Women's Association** (SEWA) en Inde regroupe les femmes dans le secteur parall?le depuis 1972 et compte plus de 215?000 membres. Etant l'un des premiers

organismes en Inde ? exploiter les possibilit?s offertes par les TIC pour d?velopper la production dans le secteur parall?le, il a organis? des programmes de sensibilisation ? l'informatique et a fourni une formation informatique de base aux cheffes d'?quipe et aux membres de l'association.

La SEWA applique un plan strat?gique bien ?tabli pour int?grer les TIC dans ses principales activit?s. L'organisme emploie des applications logicielles mises au point pour ses broderies, pour la mise en valeur des bassins hydrauliques, pour la production de sel et pour les projets d'?pargne et de cr?dit. Le logiciel permet de produire des rapports personnalis?s sur les artisanes membres et d'?valuer les produits, d'enregistrer les activit?s sur le march? et de consigner des informations pr?cises et ? jour pour une planification efficace de la production.

La SEWA a aussi employ? la vid?o comme outil d'autonomisation des femmes. VIDEO SEWA a produit des enregistrements sur les nombreux probl?mes qui affectent les moyens d'existence des femmes pauvres, employant ce support pour partager les informations et sensibiliser les membres. La vid?o est un outil de formation et d'acquisition de nouvelles comp?tences, qui permet aussi d'atteindre les d?cideurs, et ce support fait partie int?grante des activit?s de la SEWA. Le programme technique par satellite de la SEWA a permis ? l'organisme de travailler dans plus de 10 districts du Gujarat, o? il assure une formation interactive qui permet de mettre les femmes en relation avec les experts et les d?cideurs.

Le Centre de facilitation du commerce de la SEWA a connu un certain succ?s dans ses actions de soutien au commerce ?lectronique, par l'interm?diaire de ses sites web www.banascraft.org et www.kutchcraft.org. L'une des d?marches innovantes visant ? atteindre les productrices et les artisanes qui sont mal desservies en mati?re de connectivit? consiste ? mettre les femmes productrices en rapport avec un groupe d'op?rateurs d'ordinateur qui, par diverses actions de soutien, rendent la vente en ligne possible. Les TIC peuvent donc am?liorer le fonctionnement interne d'un organisme regroupant des membres, tel que la SEWA, notamment en renfor?ant l'identit? et la solidarit?, en ?tablissant des liens avec les administrations publiques et en fournissant l'acc?s ? celles-ci, en participant ? la gestion interne et en la rationalisant.

SEWA’s Trade Facilitation Center has had some success in its e-Commerce endeavours, supported by its websites www.banascraft.org and www.kutchcraft.org. One innovative approach to reach producers and artisans who are under-served by connectivity involves putting women producers in

touch with a cadre of computer operators, who perform a variety of supportive functions that enable on-line selling. ICTs can thus improve many organizational functions in a member-based organization like SEWA, including identity- and solidarity-building, linkages with, and access to, government offices, internal governance and capacity-building.

?

2.3.3 Mise au point des contenus et des supports de formation avec et pour les femmes

Les besoins en informations des femmes d?pendent fortement de leur environnement ?conomique et social (par exemple le fait d'habiter dans des zones rurales ou urbaines, leur niveau d'alphab?tisation, le fait d'?tre ind?pendante ou de travailler comme employ?e, etc.). En cons?quence, pour que le contenu soit pertinent, il faut ?valuer les besoins locaux des femmes et des jeunes filles dans le cadre de leur contexte social, ?ducatif et ?conomique, ainsi qu'en fonction des possibilit?s qui s'offrent ? elles de se d?velopper et de devenir autonomes ? l'aide des TIC. Les contenus mis ? leur disposition seront choisis s'ils sont en rapport avec les besoins sp?cifiques des femmes et des jeunes filles et s'ils sont dans une langue utilis?e dans la communaut?. L'Internet fournit de plus en plus d'informations sur les questions de sant?, sur les droits des femmes et sur les opportunit?s ?conomiques et les possibilit?s d'emploi, en mettant ? disposition une formation ou des services financiers. Mais si les femmes n'ont pas les comp?tences de base pour utiliser l'Internet et les ordinateurs, l'Internet restera en dehors de leur port?e.

Dans le cadre d'un programme visant ? am?liorer l'acc?s ? l'Internet, on peut:

•??????????? mettre au point les nouveaux contenus en ligne o? sont employ?es les connaissances autochtones;

•??????????? traduire les informations dans les langues et les dialectes locaux;

•??????????? utiliser l'Internet pour diffuser des informations sur les traditions locales et les expressions culturelles;

•??????????? fournir des informations sur les manifestations et les services locaux.

De nouveaux contenus peuvent ?tre produits pour s'attaquer aux st?r?otypes locaux qui stigmatisent les femmes et les jeunes filles. Dans le cas des femmes ? faible revenu ou vuln?rables, la production de nouveaux contenus ne peut pas uniquement ?tre soumise aux besoins du march?. Ces contenus doivent ?tre une source d'autonomie, d'?mancipation et d'autod?termination, qui assure l'autonomisation des femmes, et ne doivent donc pas ?tre seulement ? disposition de celles qui peuvent se le permettre. Une formation continue devrait aussi ?tre assur?e pour que les femmes puissent d?velopper elles-m?mes des contenus web. Les premiers pas pourraient se faire dans les langues locales et en incorporant une forte composante visuelle. On a observ? que ces deux fa?ons de faire am?lioraient l'engagement des femmes (et des hommes) dont les connaissances ?taient limit?es.

Un exemple de la r?gion d'Uvira, en R?publique d?mocratique du Congo, montre comment les femmes agricultrices emploient les TIC pour se familiariser avec l'agriculture. Un organisme local, l'IFDAP (Initiative des femmes pour le d?veloppement de l'autopromotion et la paix), a form? un groupe d'appui des femmes agricultrices. Au d?but de 2009, ce groupe a ?largi l'acc?s aux informations agricoles en facilitant l'acc?s ? l'Internet dans les zones rurales. Ceci, ainsi que l'inauguration r?cente du centre d'informations de l'IFDAP, a permis depuis ? 150 hommes et femmes de b?n?ficier des informations sur l'agriculture dont ils avaient besoin.[15]

Pour information: Hommes et femmes peuvent avoir des int?r?ts diff?rents en mati?re d'information

?

Les APCNouvelles de 2010[16]?comportent une s?rie d'?tudes sur des initiatives TIC, qui ont ?t? ?valu?es ? l'aide de la m?thodologie d'?valuation du genre. Le premier cas est celui du t?l?centre de Bumawa, situ? dans une petite ville sur les rives ougandaises du Lac Victoria. Ce t?l?centre ?tait rarement visit? par les femmes. Une ?tude GEM[17]?a r?v?l? que les hommes et les femmes s'int?ressaient ? des informations diff?rentes, les femmes s'int?ressant ? la sant?, ? la formation professionnelle et ? la s?curit? alimentaire, tandis que les hommes s'int?ressaient ? des informations concernant la politique, l'?conomie et les affaires.

Les femmes lisaient moins bien l'anglais que les hommes et se sentaient souvent frustr?es lors de leurs recherches de contenus pertinents. Souvent, elles rentraient chez elles pour achever leurs t?ches domestiques et ne jamais revenir. En comparaison, si les hommes ne pouvaient pas trouver les informations qu'ils recherchaient, ils s'attardaient au t?l?centre, jouant ? des jeux et se familiarisant avec les installations. A la suite de l'?valuation, le t?l?centre a commenc? ? assurer une formation non discriminante, visant les femmes de plus de 30 ans et fournissant un contenu r?pondant ? leurs int?r?ts.

?

?

?

Le contenu attire la circulation. Un centre communautaire qui fournit des services et/ou des informations r?pondant aux besoins et aux int?r?ts des femmes attirera automatiquement les femmes. Par extension, un centre communautaire qui offre une gamme de services informatiques et d'informations destin?s aux femmes attirera les visites r?guli?res des femmes. Ces services peuvent ?tre tant priv?s ("de nature personnelle") que publics ("de nature collective"), et les contenus peuvent varier, allant d'un logiciel g?n?rique d'apprentissage ? des supports de formation sp?cifiques, avec qualifications ? la cl? (voir l'apprentissage en ligne de l'AMREF pour les infirmi?res), et des contenus propres ? un contexte particulier, mis au point localement par les femmes pour leur usage propre.

Pour information: Les t?l?centres aux Philippines attirent plus de femmes

Aux Philippines, les t?l?centres publics ont tendance ? attirer beaucoup plus de femmes que d'hommes. Une ?tude employant la m?thodologie d'?valuation du genre de l'Association pour le progr?s des communications (APC) s'est pench?e sur deux t?l?centres ruraux. Cette ?tude a r?v?l? que, parce que les t?l?centres n'admettaient ni les jeux ni la pornographie, les hommes ?taient moins int?ress?s ? prendre place dans ces centres.

?

Ces outils sont profond?ment pluralistes, d?mocratiques et hyperindividualistes, tout en ?tant collaboratifs et interd?pendants, et extr?mement puissants. A mesure que ces centres communautaires TIC s'int?grent aux r?seaux, structur?s ou non, d'?coles et d'?tablissements de formation professionnelle et deviennent un des "accessoires d'apprentissage" disponibles ? tous les niveaux, les femmes devraient avoir plus de possibilit?s d'utiliser les installations et d'influencer la gamme de services et de formations offerte.?

Pour information: Formation aux TIC et programmation int?gr?e en Inde

?

Le **Centre communautaire TIC de Seelampur** utilise des solutions informatiques pour renforcer les comp?tences et fournit des programmes int?gr?s pour les femmes et les jeunes filles, dont les contenus concernent l'?ducation et l'acquisition des comp?tences, la sant?, les droits juridiques, la micro-entreprise et l'entrepreneuriat, le partage et la mise en r?seau des informations et l'alphab?tisation extra-scolaire. Il emploie des outils multim?dias interactifs permettant de prendre en charge la formation professionnelle et pratique des jeunes filles et des femmes pauvres, en les sensibilisant notamment sur des questions de sant? et de conservation des produits alimentaires, et en apportant un appui aux activit?s professionnelles telles que la confection sur mesure et la fabrication d'?dredons. Les programmes de formation professionnelle portent notamment sur la cr?ation de mode, le d?veloppement de m?dias et les connaissances informatiques de base, les soins esth?tiques, ainsi que les arts, l'artisanat et la peinture. En outre, le Centre de ressources en faveur des femmes organise tous les mois des camps de sant? (avec acc?s aux m?decins, aux m?dicaments et ? l'orientation), des camps de nutrition et de sensibilisation au SIDA, et des sessions de sensibilisation juridique deux fois par semaine.

Un centre d'informations dispense aussi des informations sur les retraites pour personnes ?g?es, sur les pr?ts et sur les aides financi?res. Le service d'assistance organise chaque semaine des r?unions sur les r?gimes de soutien, les groupes d'entraide, les comp?tences pratiques et les programmes de sensibilisation, et il dispose de la connexion ? l'Internet. Le centre aide aussi les femmes qui rencontrent des probl?mes tels que le fœticide, la pratique de la dot, les violences familiales et l'injustice. En partenariat avec les autorit?s gouvernementales de Delhi, il fait en sorte que le r?gime de protection sociale atteigne les femmes les plus marginalis?es de la communaut?.?

?

[15]Women in the Democratic Republic of Congo: Confidence and a competitve edge though ICTs January 7, 2010 http://genardis.apcwomen.org/en/node/135

[16]http://www.apc.org/

[17]http://www.apcwomen.org/gemkit/en/gem_tool/index.htm

?

2.3.4 Rendre le centre communautaire physiquement accessible aux femmes et aux jeunes filles

?

L'emplacement est important lorsque l'on con?oit un centre communautaire TIC o? sont int?gr?s des besoins sexosp?cifiques divers, et le contexte social doit ?tre pr?cis?ment ?valu?. Certaines croyances culturelles peuvent limiter ou emp?cher l'acc?s aux centres et les questions de s?curit? personnelle et de protection de la vie priv?e doivent ?tre aussi prises en compte.

Un centre communautaire TIC peut ?tre situ? dans un espace autonome ou il peut ?tre int?gr? ? d'autres espaces que pourraient fr?quenter les femmes et les jeunes filles, tels que des ?coles, des temples, des mosqu?es, des pagodes ou des ?glises, des dispensaires, des bureaux de poste, des march?s couverts ou d'autres administrations publiques ou minist?res. L'emplacement d'un centre communautaire TIC peut emp?cher les femmes d'y venir s'il est proche de bars et de bo?tes de nuit ou d'autres lieux jug?s non convenables ou non s?rs pour les femmes. On devrait aussi s?rieusement envisager d'autres lieux publics, en gardant toujours ? l'esprit qu'ils doivent ?tre accessibles aux femmes, dans les limites du cadre culturel de la soci?t? dans laquelle le centre est cr??. Il arrive souvent qu'un petit groupe de femmes se d?cide ? franchir les obstacles initiaux et qu'avec le temps elles encouragent d'autres ? les rejoindre.

Pour information: Emplacements en zone rurale dans les bureaux de poste en Malaisie

Les **Centres Internet ruraux** (RIC) en Malaisie ont ?t? cr??s par le Minist?re de l'?nergie, des communications et du multim?dia (actuellement le Minist?re de l'information, de la communication et

de la culture) dans les b?timents abritant les bureaux de poste. Le bureau de poste est un endroit id?al, parce qu'il assure la liaison avec des lieux distants, parce qu'il est s?r et que c'est un lieu fr?quemment visit? par la communaut? en tant que centre unique o? l'on paie les factures d'eau ou d'?lectricit? et o? l'on fait de nombreuses autres op?rations. Chaque centre comporte de cinq ? huit ordinateurs reli?s ? l'Internet. L'utilisation des ordinateurs pour naviguer sur l'Internet est gratuite pour les membres; les non-membres doivent s'acquitter d'une petite redevance.

Heures d'ouverture - Une meilleure compr?hension des emplois du temps et du contexte culturel et social de la communaut? contribuera ? ?tablir un horaire qui soit sexosp?cifique. Dans certains cas, l'ouverture du centre ? certaines heures r?serv?es aux femmes pourrait aussi les inciter ? participer. Les heures d'ouverture doivent tenir compte des moments o? les femmes et les jeunes filles sont plus susceptibles de venir au centre et doivent pr?voir des tol?rances quant ? la dur?e. Dans de nombreuses cultures, les femmes ont des obligations de famille et de m?nage, leur laissant peu de temps libre. La meilleure fa?on d'agir est de d?terminer, ? partir d'un ?chantillon repr?sentatif de femmes, quelles sont les heures d'utilisation id?ales pour les diff?rents groupes. Dans beaucoup de cas o? les femmes finissent par participer, des heures sp?ciales pour les sessions sont r?serv?es aux femmes, ou bien la formation est assur?e dans des ?coles ou des coll?ges, les femmes y ayant acc?s pendant les heures de classe r?serv?es ? cet effet.

2.3.5 Problèmes de protection de la vie privée et de sécurité

Les femmes peuvent exiger une protection suppl?mentaire de leur vie priv?e pour se sentir ? l'aise avec les TIC. Dans une soci?t? conservatrice, cela pourrait n?cessiter un espace r?serv? aux femmes. Les femmes et les jeunes filles devraient pouvoir avoir leur propre courrier ?lectronique et devraient pouvoir acc?der librement aux informations, sans surveillance, tout en ayant acc?s ? des espaces s?curis?s en ligne, sans harc?lement ni exploitation.

Les femmes doivent ?tre mises au courant de l'"?tiquette" ? respecter lorsque l'on utilise l'Internet, ainsi que des risques potentiels que pr?sentent les "arnaqueurs", les virus logiciels et les autres inconv?nients li?s ? l'utilisation de l'Internet. Elles doivent b?n?ficier d'une protection de base contre la cybercriminalit?. La technologie ?volue et la cybercriminalit? aussi. Les cyberinfractions peuvent rev?tir

diff?rentes formes, telles que le vol d'informations personnelles, l'exploitation de la vente de victimes innocentes (comme dans le commerce sexuel) et les atteintes ? la s?curit? personnelle. Les femmes et les jeunes filles doivent ?tre averties et comprendre quels sont les risques impliqu?s et comment att?nuer le danger. Par exemple, les mots de passe pour acc?der au courrier ?lectronique ne devraient pas ?tre enregistr?s sur un ordinateur public et les utilisateurs devraient fermer leur courrier ?lectronique avant de lib?rer l'ordinateur public. Cette formation devrait faire partie de tout cours de culture num?rique.

L'UIT a mis en ligne un ensemble de Lignes directrices pour la protection de l'enfance en ligne[18]?en six langues, recensant les risques auxquels les enfants peuvent ?tre confront?s en ligne et les comportements qui sont recommand?s pour qu'ils soient en s?curit?. PLAN Canada[19]?a aussi ?nonc? des r?gles de s?curit? pour la protection de l'enfance en ligne, applicables aux adolescentes:

Exemple de contenu: R?gles de s?curit? de PLAN Canada pour les adolescentes

• Pas de donn?es personnelles telles que son adresse ou son ?cole
• Ne pas envoyer de photographies
• Ne pas donner son mot de passe
• Ne jamais accepter de rencontrer quelqu'un en personne
• Ne pas poursuivre une conversation o? ont ?t? tenus des propos qui vous mettent mal ? l'aise ou vous inqui?tent
• Ne pas r?pondre ? des mails m?chants, suggestifs ou malpolis
• Ne pas croire aux messages ?lectroniques publicitaires (spams)
• Ne pas ouvrir de documents de personnes que vous ne connaissez pas
• Toujours signaler un langage ordurier, insultant et des images d?plac?es
• Rester toujours soi-m?me
• Ce qui est affich? en ligne va devenir public et ne peut pas toujours ?tre enlev?. Donc, ne rien afficher sur des amis, la famille ou des professeurs.
• Si quelqu'un insiste pour vous parler, vous harc?le de questions ou vous menace, signalez-le ? quelqu'un de confiance et demandez de l'aide

?

[18]http://www.itu.int/osg/csd/cybersecurity/gca/cop/guidelines/index.html

[19]From Plan Canada BIAG site

?

2.4 Questions d'administration et de viabilité financière

?

Dans cette section est examin? comment la probl?matique hommes-femmes peut ?tre int?gr?e dans les structures de gestion et d'appui du centre communautaire TIC.

2.4.1 Structures d'administration tenant compte de la problématique hommes femmes

?

L'int?gralit? de la structure d'administration des centres communautaires doit refl?ter la probl?matique hommes-femmes, notamment la composition des conseils d'administration et le choix des cadres sup?rieurs et des directeurs de projet. La description des emplois ou des mandats doit pr?ciser l'importance de la compr?hension et de la formulation des questions de d?veloppement et des impacts des TIC d'un point de vue sexosp?cifique. Des conseillers en sexosp?cificit? aupr?s des conseils et du personnel devraient participer ? la politique g?n?rale d'administration. Tandis que la propri?t? et les structures d'administration des centres communautaires TIC peuvent ?tre diverses et vari?es (allant de la micro-entreprise ? l'exploitation communautaire, de l'organisme sans but lucratif ? l'administration publique), certains principes fondamentaux s'appliquent ? tous les mod?les de propri?t?, notamment:

–?????????? Le Conseil des directeurs ou le Comit? consultatif devraient convenir d'un quota de femmes membres. En donnant l'exemple ? ce niveau de gestion, l'?quilibre entre les sexes pourrait se propager ? l'?quipe technique, aux formateurs et au personnel f?minin en g?n?ral.?

–?????????? La "propri?t? communautaire" du centre devrait comporter des repr?sentants des int?r?ts des femmes. Les structures de prise de d?cision de ces centres doivent faire en sorte que les femmes int?ress?es soient impliqu?es d?s le d?but de la conceptualisation et de la conception, tout au long des processus de planification et de mise en œuvre. Cela doit comprendre la mise en place d'un processus de consultation auquel toutes les parties int?ress?es participent r?guli?rement. La

contribution et le point de vue des femmes peuvent aider ? d?cider de l'emplacement, des questions de s?curit?, des heures d'ouverture, du contenu, des programmes et des services.

–?????????? Mettre au point des crit?res d'attribution de licences qui tiennent compte de la sexosp?cificit?. Cela pourrait notamment concerner l'attribution de licences aux entreprises qui satisfont ? certaines conditions: par exemple, le nombre de techniciens femmes au sein du personnel, la collecte et l'enregistrement de donn?es ventil?es selon les sexes et le nombre de femmes occupant des positions de gestion.

2.4.2 Financement du centre communautaire TIC: capital et frais de démarrage

?

Une ?tude de l'association APC, intitul?e Unbounded Possibilities: Observations on sustaining rural information and communication technology (ICT) in Africa[20], a port? sur deux diff?rents t?l?centres en Tanzanie. Pour l'un, on a fait valoir l'id?e des entreprises "bouillonnantes", l'environnement ?tant appropri?, tandis que l'autre a plut?t ?t? con?u en suivant une d?marche selon laquelle les communaut?s ?conomiquement pauvres ont besoin d'une "grande pouss?e", c'est-?-dire de grands projets et de grands changements. Selon le rapport, les deux d?marches sont valables, mais la d?marche du "bouillonnement" pourrait conduire ? un d?veloppement des TIC plus durable.

Le premier cas est celui de Family Alliance for Development and Cooperation (FADECO), une petite association dont le si?ge est situ? dans une petite ville proche des fronti?res du Burundi et de l'Ouganda, qui s'emploie ? fournir des informations devant aider les familles ? am?liorer leurs niveaux de vie. Gr?ce ? divers dons, l'organisme a cr?? un petit t?l?centre ?quip? d'un r?seau hertzien. Le centre a ?t? mis sur pied, surtout par t?tonnements, par un technicien autodidacte et il n'a b?n?fici? d'aucun financement par des tiers. La technique de l'apprentissage par la pratique, sans assistance active, a conduit ? une compr?hension plus profonde de l'autosuffisance.

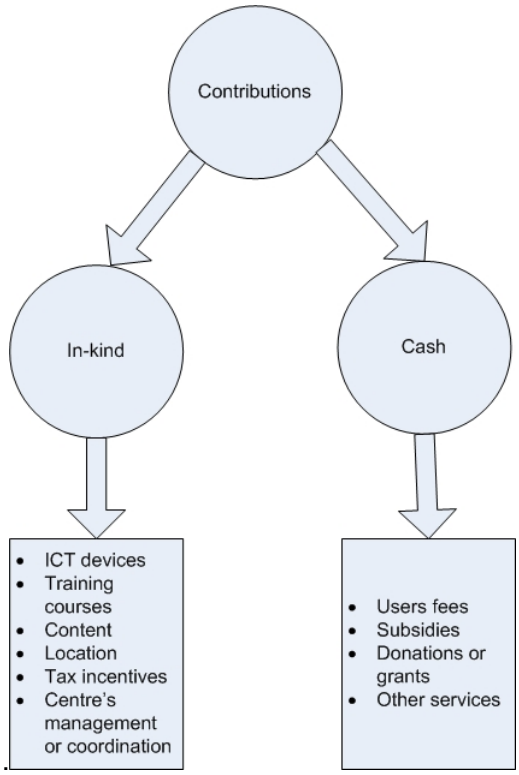
Le second cas s'int?resse ? Sengerema?, un t?l?centre rural b?n?ficiant de donateurs, situ? au Nord-Est de la Tanzanie et h?berg? dans un immeuble construit ? cet effet, dot? d'une salle de conf?rence, d'une salle r?serv?e aux serveurs, d'un laboratoire de formation ? l'informatique, d'un caf? Internet, de bureaux et d'une salle de cours. Tandis que, selon l'auteur, il est viable dans le sens g?n?ral du terme,

il repose sur le financement continu par des tiers. Le rapport conclut que, m?me si les deux mod?les sont valables, la d?marche anim?e de l'esprit d'entreprise de l'association FADECO peut ?tre ?tendue ? grande ?chelle. Mais l'accent n'a ?t? que tr?s peu mis sur la conception ?conomique de ce type de t?l?centre. La mise en place d'institutions prenant en charge ces entreprises pourrait conduire ? un d?veloppement en milieu rural des TIC bien meilleur et v?ritablement plus durable.

Unbounded Possibilities: Observations on Sustaining Information and Communication Technology (ICT) in Africa Ian Douglas Howard, October 2008, APC

2.4.3 Modèles de financement et de recettes permettant d'assurer une tarification abordable et accessible

Plusieurs facteurs, tels qu'une faible densit? de la population, des revenus bas et des frais de fonctionnement ?lev?s, ont ?t? identifi?s comme autant de d?fis ? relever en vue de p?renniser les programmes communautaires TIC. Les co?ts les plus g?n?ralement sous-estim?s des centres communautaires TIC sont ceux de la formation du personnel, de la s?curit? (s?curit? physique et s?curit? des donn?es) ainsi que les co?ts de remise ? niveau et d'entretien de l'?quipement. Le centre communautaire TIC tourn? vers le futur doit examiner comment le mieux ?quilibrer ses co?ts en capital et ses recettes potentielles, tout en assurant une tarification abordable pour les utilisateurs.



L?gende:

Contributions

En nature

En liquide

A droite:

•???? Dispositifs TIC

•???? Cours de formation

•???? Contenu

•???? Emplacement

•???? Incitations fiscales

•???? Gestion ou coordination du centre

A gauche:

•??????????????? Redevance des utilisateurs

•??????????????? Subventions

•??????????????? Donations ou dons

•??????????????? Autres services

?

Le financement d'un centre communautaire TIC peut se faire au moyen de contributions en nature et/ou de financements et de recettes. Les recettes et le financement peuvent comporter les postes suivants:

?

•? ? ? ? ? ??Subventions – Les gouvernements peuvent d?cider d'accorder des subventions (pour tout ou pour partie) ? un centre communautaire TIC, en particulier dans les zones pauvres o? demeurent des groupes de population vuln?rables qui ne peuvent pas payer de redevance. L'initiative du gouvernement peut ?tre n?cessaire pour lancer le processus, pour ?tablir le cadre juridique et institutionnel, pour d?marrer des projets pilotes ou pour mettre en place un soutien national et r?gional. Lorsque l'id?e prend forme, le gouvernement peut limiter son r?le de soutien ? une fonction d'appui.

•??????????? Donations/dons – Les institutions publiques et priv?es, ainsi que les organisations nationales et internationales peuvent faire des donations ou des dons pour les projets TIC.

•??????????? Services payants – La fourniture d'autres services ou produits par le centre communautaire TIC peut aussi engendrer des ressources permettant de payer les frais. Dans certains cas, la recette provient surtout de la vente de temps sur ordinateur et sur l'Internet, alors que dans d'autres cas, elle provient de la t?l?phonie, de la photocopie et du divertissement. D'autres sources potentiellement importantes de recettes sont le service t?l?phonique national et international et la vente de cartes t?l?phoniques. La question de savoir s'il faut ou non exiger une redevance de l'utilisateur d?pendra de plusieurs facteurs et elle doit ?tre examin?e au cas par cas. Une redevance minimale pour assister ? un cours de formation motive souvent plus les gens ? y assister et ? en tirer profit que s'il avait ?t? gratuit. Toutefois, dans certaines circonstances, m?me une redevance minimale peut d?passer les moyens des femmes et des jeunes filles pauvres, ce qui constitue un frein ? la participation.?

Pour information: Un mod?le de partage des co?ts en Ouganda

En Ouganda, un r?seau de t?l?centres dans les ?coles (SBT) ? l'?chelle de la nation, ?tabli par l'association World Links avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates, relie 15 t?l?centres. Parmi ceux-ci, 11 t?l?centres font appel ? la technologie par satellite ? microstations (VSAT) pour relier ? l'Internet au moins huit ordinateurs en r?seau local (LAN). Le co?t est r?parti en cons?quence entre les ?coles, le paiement ?tant de 200 USD par mois. (World Links ajoute encore 200 USD par mois et par site pendant une p?riode de deux ans)[21] . L'abaissement du co?t utilisateur pour l'apprenant est l'un des principaux objectifs. Les ?coles l?vent des fonds en faisant payer aux apprenants des frais de scolarit? et des redevances utilisateur communautaire. En moyenne, chaque apprenant paie 18 USD par an. Une ?cole secondaire type est fr?quent?e par 800 ? 1 000 apprenants par an.

?

Les contributions en nature pourraient inclure:

•??????????? L'?quipement TIC, y compris son entretien technique et son remplacement.

•??????????? La formation du personnel de direction et du personnel technique. L'un des principaux objectifs lors de l'?tablissement d'un centre communautaire TIC est qu'il soit g?r? par la population locale. Les contributions permettant de former des formateurs et des administrateurs du centre sont donc utiles et n?cessaires ? la fois.

•??????????? Le contenu. La production de contenu est g?n?ralement co?teuse et elle peut prendre beaucoup de temps. Toutefois, la duplication et la fourniture de contenu peuvent se faire pour un co?t relativement faible[22].

•??????????? L'emplacement et l'infrastructure. Il est important de choisir un emplacement et une infrastructure pour le centre communautaire TIC qui tienne compte des contraintes pesant sur les femmes et les jeunes filles. Une ?cole peut par exemple proposer un laboratoire informatique ou une pi?ce o? peuvent ?tre install?s les appareils TIC employ?s par le centre.

•??????????? Des incitations fiscales. Les gouvernements peuvent offrir des incitations fiscales aux entreprises ou aux personnes qui cr?ent un centre communautaire TIC et donnent des cours de TIC

visant ? l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. Les gouvernements peuvent aussi accorder des exon?rations fiscales sur l'?quipement TIC fourni aux ?coles.

Pour information: Fonds rural d'innovation en Inde

L'association Telecentre.org et Microsoft India ont lanc? conjointement le fonds **Mission 2007 Rural Innovation Fund,** avec pour but de rendre autonome l'industrie locale de logiciels, en encourageant les initiatives individuelles ou les initiatives des organisations qui visent ? mettre au point des applications innovantes ? bas co?t, adapt?es aux besoins des dirigeants des communaut?s locales. Un comit?, ?tabli dans le cadre de l'initiative Grameen Gyan Abhiyan de la fondation MSSRF[23]?et comprenant des repr?sentants des secteurs industriel, universitaire et gouvernemental, g?re le fonds.

?

?

[21]http://www.wougnet.org/Events/IARW/SchoolBasedTelecenter_MMayanja.pdf

[22]Voir par exemple une base de donn?es en ligne g?r?e par l'Educational Software Selector (EPIE Institute). Cette base de donn?es consultable contient la liste de 19?000 ensembles logiciels didactiques, que l'on peut consulter selon le type d'ordinateur, le sujet, le niveau de classe, la m?thode d'enseignement/d'apprentissage employ?e, les mots cl?s et les prix, ? l'adresse:?http://www.epie.org/epie_tess.htm. De la documentation a aussi ?t? ?labor?e par le Commonwealth of Learning – voir:?http://www.col.org/resources/publications/Pages/listing.aspx?CID=9.

[23]M S Swaminathan Research Foundation http://www.mssrf.org/

2.4.4 Note concernant les redevances utilisateur différenciées selon les sexes

Le nombre de membres de la communaut? qui sont en mesure de d?penser de l'argent pour des services de t?l?communications varie fortement en fonction du contexte. Le co?t peut dissuader l'acc?s aux TIC. Un cadre politique global, tenant compte des besoins de ceux qui trouveraient les co?ts difficiles ? supporter, pourrait inclure les consid?rations suivantes:

–?????????? Reconna?tre les ?carts entre les salaires/revenus en fixant les redevances, tant en termes de sexes que de zones g?ographiques (rurales, urbaines).

–?????????? Promouvoir des politiques de prix orient?es vers le consommateur/l'utilisateur pour des services sp?cifiques et des programmes orient?s vers la communaut?, tels que:

•???? Obligations pour les transporteurs de fournir des services d'acc?s/universels abordables.

•???? Rabais des tarifs pour les fournisseurs de services de t?l?centre.

? ?•???? Cadres r?glementaires qui assurent des prix abordables pour tous les utilisateurs, notamment:

? ?•???? Concurrence en mati?re de prix entre tous les fournisseurs de services TIC.

•???? Programmes d'incitation pour renforcer l'acc?s (par exemple, fonds de d?veloppement des t?l?communications, qui peut ?tre employ? pour couvrir les co?ts).

–?????????? Elaborer des strat?gies provisoires permettant d'augmenter progressivement les redevances des membres, ou des structures de redevance ? ?chelle mobile.

2.5 Liens avec les documents de référence

?

Connecting the first mile: a framework for best practice in ICT projects for knowledge sharing in development

GEM:?Gender?Evaluation?Methodology?for?Women?and?ICTs -A?Learning?Tool for Change and?Empowerment?

International?Taskforce?for?Women?and?ICTs?

Wikibook:?Gender?and?ICT

AFRICAN WOMEN AND ICTs: Investigating Technology, Gender and Empowerment

?

3 Répondre aux besoins éducatifs des femmes: emploi des TIC pour l'alphabétisation et l'apprentissage tout au long de la vie

?

Les principaux volets concernant les TIC et l'alphab?tisation sont au nombre de deux. L'un s'articule autour de l'enseignement des connaissances de base, telles que la lecture, l'?criture et le calcul, destin?es aux "analphab?tes". Les TIC peuvent ?tre employ?es pour produire le mat?riel p?dagogique interactif et audiovisuel ? utiliser dans les salles de classe et comme aide ? l'enseignement en classe et ? l'apprentissage ? distance.

Le deuxi?me volet concerne les connaissances num?riques fonctionnelles en tant qu'?l?ment du d?veloppement socio-?conomique. Ici, la technologie est mise entre les mains des apprenants afin qu'ils utilisent, adaptent et formulent des applications ayant un sens dans le cadre de leur vie quotidienne.

Dans le pr?sent chapitre sont examin?s les deux volets. Commen?ant par les connaissances num?riques, ce chapitre met en vedette des initiatives o? la formation technique est directement donn?e aux femmes, puis il d?crit comment elle influe sur leur autonomisation socio-?conomique. Les TIC y sont ensuite examin?es en tant qu'outils permettant de dispenser des programmes d'alphab?tisation de base. Les deux volets sont ?galement importants et vont souvent de pair lors du renforcement des capacit?s et de la formation des femmes.

Le fait que les TIC peuvent ?tre employ?es pour suppl?er et compl?ter le syst?me ?ducatif conventionnel doit ?tre reconnu de fa?on plus syst?matique et plus extensive afin que ces TIC deviennent des outils de choix pour l'apprentissage et l'enseignement. Plut?t que de les consid?rer comme accessoires, la politique doit les int?grer dans une gamme de programmes d'alphab?tisation pour adultes. Afin que les femmes y participent pleinement, une politique d'alphab?tisation pour adultes doit inclure les deux aspects fondamentaux suivants:

•??????????? Une approche fond?e sur les droits de l'alphab?tisation – Cela aura des cons?quences positives majeures pour les femmes, en renfor?ant leur autonomisation et leurs capacit?s.

•??????????? Une approche orient?e sur la pauvret? de l'alphab?tisation – Puisque le probl?me de l'analphab?tisme est inextricablement li? ? celui de la pauvret?, il faut prendre en compte l'alphab?tisation dans tous les secteurs, minist?res et institutions qui s'attaquent aux probl?mes de la pauvret?.

3.1 Connaissances de base des TIC pour les femmes: apprentissage par la pratique

L'apprentissage des ?l?ments fondamentaux du clavier et de l'utilisation d'un navigateur peut ouvrir la porte ? un nombre infini d'exp?riences d'apprentissage. Des programmes syst?matiques et sp?cifiques qui s'adressent aux utilisateurs adultes n?ophytes, en particulier les femmes, doivent ?tre con?us, pris en charge et dispens?s de telle sorte que ce public d'utilisateurs puisse franchir le seuil num?rique. Souvent, les simples actions de r?ception et d'envoi de courriers ?lectroniques, d'utilisation d'un moteur de recherche et de lecture de?contenus web sont les points de d?part d'une formation ? l'emploi des TIC. La d?monstration de l'utilit? qu'il y a, dans leurs vies, ? ?tre famili?res avec les TIC, incitera les femmes ? participer activement et ? utiliser leurs connaissances nouvellement acquises.

Exemple de contenu: Passeport de comp?tences informatique dans les pays arabes

Le bureau de l'UNESCO au Caire d?livre le Passeport de comp?tences informatique international (ICDL) dans huit pays arabes, ? savoir l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Jamahiriya arabe libyenne, la Palestine, le Soudan, la R?publique arabe syrienne et le Y?men. L'ICDL est une version internationale du Passeport de comp?tences informatique europ?en (PCIE) qui s'emploie dans les pays en dehors de l'Union europ?enne. Le programme regroupe les notions cl?s de l'informatique, leurs applications pratiques et leur emploi sur le lieu de travail et dans la soci?t?. Il contient les sept modules suivants: notions de base de la technologie informatique, utilisation de l'ordinateur et gestion des fichiers, traitement de texte, tableurs, bases de donn?es, pr?sentations, et information et communication.

En pr?parant un cours sur les TIC, il est important:

•??????????? de conna?tre les besoins sp?cifiques des femmes au sein de la communaut?. S'il y a plusieurs groupes de femmes ayant des besoins diff?rents, les cours devraient en tenir compte. Lors

de la planification de la formation, il faut dialoguer avec les femmes de la communaut? pour obtenir leur point de vue et mener une enqu?te sur leurs besoins;

•??????????? de pr?voir des exercices de mani?re que chaque femme ou chaque jeune fille puisse s'exercer dans le t?l?centre ou dans le centre informatique, pendant son temps libre;

•??????????? de choisir des exemples et des exercices qui conviennent au contexte et s'appliquent aux r?alit?s v?cues par les femmes au quotidien;

•??????????? de collaborer avec les institutions et les organismes des femmes et avec les autres principaux organismes de formation.

Dans de nombreuses cultures, l'enseignement de la science et de la technologie est souvent per?u comme ?tant r?serv? aux hommes. La formation concernant les TIC tient rarement compte de la probl?matique hommes-femmes ou n'est que peu souvent adapt?e aux besoins des femmes, et elle peut ?tre dispens?e par un formateur qui a des pr?jug?s sur les capacit?s des femmes, pr?jug?s qui sont incompatibles avec ce que la recherche nous a appris sur les comp?tences et les contributions des femmes dans ces domaines[24]. La formation et la prise en charge d'un r?seau de femmes formatrices sont une fa?on de lutter contre ces id?es pr?con?ues.

Exemple de contenu: Formation dispensant les connaissances ?l?mentaires de l'Internet ? Bato aux Philippines

TLa formation pilote qui dispense les connaissances ?l?mentaires de l'Internet, un cours mis au point par l'Union internationale des t?l?communications (UIT) et l'Asia-Pacific Women's Information Network Center (APWINC) pour le projet "Development and Delivery of ICT Training Tools for the Promotion of Livelihood of Women in Rural Areas", se tient au centre informatique communautaire Leyte ? Bato. Des femmes de la communaut? de tous ?ges participent ? cette formation. Le cours sur les connaissances de base de l'Internet sera suivi d'une formation adapt?e, ax?e sur l'utilisation par les participants des informations disponibles sur le web. Les cours se concentrent sur l'emploi ?l?mentaire des applications des r?seaux sociaux par les femmes des zones rurales de la communaut?, en particulier les applications qui apportent une aide dans les domaines de la production agricole et des petites exploitations agricoles. Voir http://www.connectaschool.org/itu-training/3/159/en/Training_Remote_Rural_Users_ICT_Economic_Activities_

Education_Government_Services/Basic_ICT_Literacy en ce qui concerne le mat?riel didactique.

?

Information and communication technologies for women’s socio-economic empowerment. World Bank Group Working Paper Series, June 2009

3.2 Liens entre les connaissances numériques et l'autonomisation socio-économique des femmes

?

Dans les mains des femmes, les TIC peuvent ?tre ? la source du d?veloppement de l'autonomie et de l'autod?termination, qui font souvent d?faut dans leur vie. En d'autres termes, l'acc?s aux voies d'information et de communication permettra aux femmes d'influer davantage sur les d?cisions qui affectent leurs vies. C'est une forme importante d'autonomisation. La disposition de connaissances sur les TIC peut avoir un effet positif pour les femmes dans de nombreux domaines, notamment:

•??????????? Formation et apprentissage tout au long de la vie: Les TIC sont une aide ? l'apprentissage et un outil pour le d?veloppement des comp?tences. Les femmes peuvent acc?der ? des cours ?ducatifs ?l?mentaires et avanc?s ou ? un apprentissage tout au long de la vie, ainsi qu'? diff?rents cours de formation par l'interm?diaire de l'Internet. Elles peuvent aussi acc?der ? des livres, ? des articles et ? des informations g?n?rales dans les librairies ?lectroniques et sur le web, et sont en mesure de pouvoir, o? qu'elles soient, se mettre en relation avec d'autres, quel que soit le lieu o? elles sont, en vue de mener ? bien des projets communs.

•??????????? Services d'information: Les femmes peuvent acc?der aux informations importantes concernant presque toutes les activit?s qu'elles exercent, allant des soins de sant? jusqu'? la gestion de petites entreprises. Si elles ont besoin d'informations sur les prix de leurs produits afin d'en tirer un meilleur prix ou sur les pr?visions m?t?orologiques, par exemple, elles peuvent apprendre comment les obtenir de sources fiables. Cela peut contribuer ? assurer aux femmes et ? leur famille une vie plus longue et plus saine.

•??????????? Communication et ?tablissement de r?seaux: Dans de nombreux pays, les femmes entrepreneuses sont souvent des entrepreneuses sociales d'abord et avant tout. Leur motivation

commerciale repose moins sur le profit que sur la n?cessit? ou le souhait d'avoir un revenu, de mani?re qu'elles puissent assurer la sant? et le bien-?tre de leur famille et de leur entourage proche. La majorit? des femmes entrepreneuses ? petite ?chelle assument souvent plusieurs responsabilit?s dans la communaut?, au-del? de leur maison, par exemple, dans l'orphelinat local, dans l'institution religieuse locale, dans des groupes de sensibilisation ? l'environnement, dans des groupes d'information et de d?fense. Ces femmes doivent s'appuyer sur les modes de travail en r?seau existants, en vue d'atteindre plus d'interm?diaires commerciaux et des march?s plus larges, et de tenir t?te ? leurs concurrents, afin de s?curiser leurs moyens d'existence commerciaux. Cela veut dire que les femmes ont besoin de toutes sortes d'aides pour ins?rer leurs objectifs commerciaux dans le tableau d'ensemble, pour utiliser les ressources de gestion ? des fins d'exploitation efficace et pour relier la communication et le travail en r?seau strat?giques avec la mise en œuvre. Lorsque les femmes ont des connaissances sur les TIC, elles peuvent faire partie de r?seaux sociaux en ligne, garder le contact avec les membres de leur famille et leurs amis et organiser et d?fendre leurs droits par l'interm?diaire de mouvements de la soci?t? civile.

•??????????? Connaissances, valeurs et culture autochtones: Les femmes peuvent transmettre leurs propres valeurs et traditions culturelles par le biais des TIC et pr?server ainsi leur h?ritage culturel. Elles peuvent produire des contenus web dans leur langue maternelle et les mettre en ligne. Les femmes migrantes peuvent rester en contact et ?tablir des liens avec leurs communaut?s dans leurs pays d'origine. Les femmes peuvent aussi acc?der aux mus?es, ?couter des concerts et regarder des programmes culturels par l'interm?diaire des TIC. Les TIC ont aussi jou? un r?le important dans la pr?servation et l'identification des œuvres d'art et des traditions menac?es ou marginalis?es. Les visiteurs du site http://www.maori.culture.co.nz/, par exemple, peuvent lire des histoires sur le peuple maori, voir des images d'œuvre d'art culturelles et les exceptionnels motifs de tatouage, courants chez les hommes maori, obtenir des recettes maori et commander des produits culturels dans un magasin en ligne. Les communaut?s ont des quantit?s consid?rables de connaissances autochtones qui sont "inexploit?es" et non partag?es. Ces connaissances sont transmises de g?n?ration en g?n?ration par le bouche ? oreille et ne sont pas consign?es. L'engagement des communaut?s d?s le d?but du projet et au cours de la production du contenu peut conduire au partage des connaissances autochtones et ? leur mariage avec les connaissances scientifiques, en vue de s'attaquer aux probl?mes pratiques de ces communaut?s. L'engagement communautaire ? cet ?gard a un autre avantage: les communaut?s autochtones assument la responsabilit? et la propri?t? partag?e du processus d'?laboration de contenu[25].

•??????????? Acc?s aux possibilit?s d'emploi: Les TIC offrent une large gamme de possibilit?s permettant d'accro?tre le revenu des femmes. Les femmes ayant des comp?tences en mati?re de TIC auront de meilleures chances de trouver un emploi int?ressant et bien r?mun?r?. Les TIC peuvent aussi servir ? acheter et ? vendre des produits. En outre, les femmes peuvent travailler de chez elle, ? la maison, en employant les TIC, ce qui peut r?duire leurs probl?mes d'emploi du temps.

•??????????? Participation politique: Les TIC permettent de donner aux femmes des informations sur les activit?s gouvernementales, les partis politiques et les candidats aux postes ?lectifs. Lorsque les femmes peuvent avoir librement acc?s aux informations concernant les activit?s de leurs communaut?s et du gouvernement, elles peuvent plus facilement participer pleinement au processus politique.

•??????????? Droits de l'homme: Les femmes et les hommes ayant des comp?tences en mati?re de TIC peuvent plus facilement (et, s'ils le souhaitent, de fa?on anonyme) faire ?tat de violations des droits de l'homme. Gr?ce aux TIC, la communaut? internationale a ?t? sensibilis?e aux violations des droits fondamentaux des femmes.

Exemple de contenu: Emploi des TIC en vue de rendre les femmes p?cheuses ma?tres de la conservation et de la gestion des r?cifs coralliens en Inde du Sud-Est

?

En vue de r?duire la pression sur les ressources des r?cifs coralliens et de diminuer la vuln?rabilit? ?conomique des communaut?s c?ti?res, des groupes d'entraide des femmes p?cheuses locales se sont donn? les moyens d'agir, gr?ce aux TIC et ? une formation pour adultes, dans cinq villages c?tiers du district de Tuticorin du golfe de Mannar en Inde du Sud-Est. Des meilleurs niveaux de connaissance, une ?ducation environnementale et une formation et du mat?riel informatiques ont permis aux villageoises d'?tre mieux ? m?me de rechercher des moyens d'existence alternatifs et d'am?liorer leurs conditions de vie.

Le projet a permis de d?montrer l'int?r?t des groupes d'entraide comme m?canisme s?curisant, permettant de mobiliser des ressources et d'assurer aux femmes p?cheuses pauvres un financement abordable et des avantages sociaux. Les groupes d'entraide encouragent aussi l'autosuffisance, la sensibilisation, le d?veloppement des capacit?s, la solidarit? sociale et l'autonomisation. Des

coordonnatrices dans les cinq villages cibl?s ont ?t? form?es et chaque village a ?t? ?quip? d'un ordinateur, d'une imprimante, d'un t?l?phone portable et de l'acc?s ? l'Internet. Les membres des groupes d'entraide dans les villages cibl?s ont aussi ?t? form?es ? des activit?s procurant d'autres moyens d'existence, telles que le compostage et les m?thodes hygi?niques de s?chage du poisson.

La sensibilisation ? l'environnement, ainsi que la formation pour adultes, la formation informatique et la formation ? d'autres moyens d'existence, ont aid? les femmes p?cheuses ? avoir un revenu suppl?mentaire pour leurs familles. Cette d?marche a jou? un r?le d?terminant dans la lutte contre les pratiques destructrices de p?che et l'am?lioration des conditions de vie dans les zones c?ti?res du golfe de Mannar.

Source: http://www.nova.edu/ncri/11icrs/proceedings/files/m23-15.pdf

?

[25]Local Voices Enhance Knowledge Uptake: Sharing Local Content in Local Voices David Grimshaw and Lawrence Gudza 2010 The Electronic Journal on Information Systems in Developing Countries http://www.ejisdc.org/ojs2/index.php/ejisdc/article/viewFile/649/312
?

3.3 Emploi des TIC pour promouvoir l'alphabétisation parmi les femmes

Les grandes tendances en ce qui concerne l'emploi des TIC dans les programmes d'alphab?tisation ressortent de recherches r?centes et d'?tudes de pays r?alis?es pour le compte de l'UNESCO. Ces ?tudes indiquent:

•??????????? que de nombreux pays n'emploient pas les TIC dans les programmes d'alphab?tisation et n'ont pas ?labor? de politique visant ? int?grer les TIC dans les programmes d'alphab?tisation pour adultes;

•??????????? que de nombreux pays doivent faire face au manque de ressources financi?res et au manque d'infrastructure technologique;

•??????????? que lorsque les TIC sont employ?es, il s'agit g?n?ralement de technologies de base telles que la radiodiffusion et la t?l?vision. Que lorsque des ordinateurs ou l'Internet sont en jeu, ils ont tendance ? ?tre r?serv?s ? des utilisateurs cibl?s;

•??????????? que l'emploi des TIC pour la formation dans les ?coles est relativement plus fr?quent. Que l'emploi des TIC dans les centres d'apprentissage communautaires est toujours limit?;

•??????????? que la plupart des projets TIC pour l'alphab?tisation des adultes sont des projets pilotes qui sont souvent financ?s par des institutions internationales et ne disposent d'aucune m?thode particuli?re permettant d'assurer la viabilit?;

•??????????? que peu d'attention est accord?e ? la probl?matique hommes-femmes. Qu'aucun effort n'est fait en vue d'aborder les questions de l'acc?s, du contenu et de l'impact de la technologie sur les femmes[26].

Pour information: Qui sont les analphab?tes?

De nombreuses personnes sont insuffisamment alphab?tis?es. L'aptitude ? l'expression et ? la compr?hension ?crites, qui leur permettrait d'apprendre, leur fait d?faut. Certaines personnes ne sont pas alphab?tis?es parce qu'elles n'avaient pas les moyens de fr?quenter une ?cole ou parce que leur apprentissage a ?t? interrompu ou ?tait de mauvaise qualit?. Ces personnes sont presque toutes pauvres, vivent presque toutes dans des m?nages ? faibles revenus dans des pays en d?veloppement, et nombre d'entre elles appartiennent ? des minorit?s linguistiques et culturelles. Dans la plupart des pays, l'acc?s ? l'?ducation continue ? ?tre un obstacle plus grand pour les femmes que pour les hommes. On estime que deux tiers des personnes analphab?tes dans le monde sont des femmes.[27]

Les programmes d'alphab?tisation traditionnels doivent s'attaquer ? de nombreux d?fis, notamment:

•??????????? les co?ts ?lev?s;

•??????????? la p?nurie d'enseignants;

•??????????? les forts taux d'abandon en raison du manque de motivation;

•??????????? un manque d'acc?s aux mat?riels ?ducatifs;

•??????????? les longs d?lais n?cessaires pour atteindre les objectifs d'alphab?tisation.

Un apprentissage assist? par ordinateur peut offrir de nombreux avantages ? l'apprenant num?rique, notamment l'emploi des jeux informatiques et les activit?s interactives qui rendent l'apprentissage plus facile et plus attrayant. Le contenu num?rique ?labor? dans les langues locales peut ?tre t?l?charg? par les apprenants au moment qui leur convient le mieux. De m?me, en pr?sentant les le?ons de lecture et de calcul sous la forme d'un jeu, les programmes d'ordinateur encouragent les apprenants ? concourir contre eux-m?mes, ? recommencer et ? s'exercer sans se lasser. Ces programmes d'ordinateur r?p?tent les mots et corrigent les erreurs d'un grand nombre d'apprenants en m?me temps, diminuant ainsi la pression exerc?e sur les enseignants surcharg?s de travail.

Les possibilit?s des applications employant les TIC sont consid?rables, s'agissant de promouvoir la lecture, l'?criture et le calcul de par le monde. On peut en particulier faire appel aux TIC pour surmonter les nombreux obstacles ?num?r?s ci-dessus en s'int?grant avec souplesse dans la vie des personnes. L'emploi des TIC pour promouvoir la lecture, l'?criture et le calcul peut prendre les formes suivantes:

Radiodiffusion: Elle permet de franchir les obstacles g?ographiques. En facilitant l'apprentissage ? distance, la lecture et l'?criture peuvent ?tre enseign?es aux personnes qui vivent dans des zones recul?es. M?me si la radiodiffusion ne jouit pas de l'?l?ment visuel, elle est n?anmoins divertissante, facilement accessible et abordable. La radiodiffusion, employ?e avec le mat?riel didactique imprim?, peut rendre les le?ons de lecture et d'?criture plus r?alistes et plus int?ressantes. Les stations locales de radiodiffusion ont g?n?ralement des liens ?troits avec la communaut? et sont donc au courant des pr?f?rences, des langues et des cultures locales et peuvent adapter la formation en cons?quence. Un d?savantage ?vident de l'emploi de la radiodiffusion (et de la t?l?vision) pour l'alphab?tisation est que les programmes sont habituellement diffus?s ? des heures fixes que les apprenants ne peuvent pas modifier. Les apprenants ne peuvent donc pas apprendre ? leur propre rythme et ? leur propre convenance.

Pour information: Radiodiffusion communautaire: un outil d'autonomisation en milieu rural au Mozambique[28]

Les stations locales de radiodiffusion communautaires qui diffusent ? partir de t?l?centres sont certainement les TIC les plus employ?es, de l'avis de toutes les femmes interrog?es dans cette ?tude. Les ?missions radiodiffus?es sont gratuites pour celui qui les ?coute et l'acc?s se fait avec ou sans ?lectricit? et avec ou sans poste r?cepteur personnel. Les gens les ?coutent dans des lieux publics et ? la maison. Les frais de fonctionnement sont g?n?ralement faibles, faisant de la radiodiffusion la TIC la plus abordable dans les zones rurales, en particulier l? o? existent des postes ? manivelle.

Il y a toutefois des gens qui ne peuvent se permettre d'avoir un poste r?cepteur. Par exemple, une cheffe de m?nage ? Manhi?a a dit qu'elle ne faisait jamais appel ? une quelconque technologie et qu'elle n'aimerait pas avoir de poste r?cepteur ou de t?l?phone parce que cela entra?nerait des frais suppl?mentaires. "Les piles des postes r?cepteurs sont ch?res" a-t-elle dit. Elle voulait juste avoir de quoi manger tous les jours. Lorsque nous l'avons interrog?e, elle ?tait au t?l?centre pour r?cup?rer sa carte d'identit? perdue. Quelqu'un l'avait trouv?e et l'avait apport?e au t?l?centre, et une annonce avait ?t? radiodiffus?e. Des voisins de la femme l'ont entendue et lui en ont parl?. Sans la radiodiffusion, jouant le r?le d'un point de ralliement fiable, elle n'aurait pas d?couvert o? ?tait sa carte.

Environ 95% des personnes interrog?es ont confirm? qu'elles ?coutaient les ?missions radiodiffus?es et beaucoup nous ont dit qu'elles connaissaient les horaires des programmes. Les programmes les plus populaires concernent les informations ? destination du public, en particulier les avis de d?c?s. Dans ce cadre socioculturel f?minin, la participation au deuil des membres de la communaut? et de leurs familles constitue une partie essentielle de la trame de la soci?t?, et la radiodiffusion est le moyen le plus rapide et le plus ?conomique d'atteindre un grand nombre de personnes. Les nouvelles et les programmes sp?ciaux pour les femmes ?taient aussi populaires. Les nouvelles permettaient aux femmes d'obtenir des informations qui r?duisaient leur isolement, tant au sein de leurs communaut?s qu'aux niveaux national et international. Les programmes des femmes, de leur c?t?, abordaient une gamme de sujets, tels que le comportement des adolescents au sein de la famille, les pr?cautions de s?curit? ? adopter ? la maison, le VIH/SIDA, la cuisine, la sant? des enfants et les comportements sociaux.

T?l?vision: Ce m?dia associe les mots aux images et permet le mouvement et l'animation tout en diffusant des sons, et par cons?quent:

•??????????? il facilite les exercices de compr?hension ? la lecture;

•??????????? il est plus divertissant et donc incite l'audience cible ? regarder et ? apprendre;

•??????????? il donne les moyens de stimuler les discussions et la pens?e critique;

•??????????? il facilite la diffusion de mat?riel audiovisuel d'alphab?tisation.

Cassettes audio, CD-ROM, DVD, VCD: Ces supports ont en g?n?ral les m?mes avantages que la radiodiffusion et la t?l?vision. Mais un avantage ?vident est l'acc?s aux cours d'alphab?tisation au moment et avec la fr?quence choisis par les apprenants. En outre, ces formes de TIC peuvent ?tre employ?es ? la maison, ce qui aide ? surmonter les contraintes sociales, culturelles, financi?res et logistiques auxquelles de nombreux apprenants peuvent ?tre confront?s, s'agissant d'assister aux cours d'alphab?tisation.

Les CD-ROM en particulier offrent:

•??????????? un support d'un bon rapport co?t/efficacit? permettant de diffuser les contenus facilement et ? bas co?t;

•??????????? une ressource int?ressante et divertissante pour les cours de lecture et d'?criture;

•??????????? la concentration de gros volumes d'information sur un support l?ger et petit, contrairement aux manuels encombrants.

Appareils photographiques num?riques: Ils peuvent ?tre employ?s pour cr?er des contenus locaux et, en particulier, pour utiliser des images locales pendant les cours d'alphab?tisation. Les techniques pourraient permettre:

•??????????? aux apprenants, de disposer davantage du contenu, en les laissant prendre des photographies et pr?parer les le?ons d'alphab?tisation avec ce mat?riel;

•??????????? de faire concorder les mots (dans la langue locale) avec les images qu'ils ont prises au moyen des appareils photographiques num?riques;

•??????????? de classer les photographies afin que les apprenants puissent former leurs phrases et inventer leurs histoires, tout en renfor?ant leurs comp?tences en lecture et en ?criture.

T?l?phones portables et technologie SMS (texto): Les t?l?phones portables et en particulier la technologie des SMS (short message service) font dor?navant partie de la vie quotidienne, que ce soit

dans les pays en d?veloppement ou dans les pays d?velopp?s. Malheureusement, ils servent aussi ? rappeler en permanence leur analphab?tisme aux personnes analphab?tes. Cela peut toutefois ?tre une motivation pour qu'elles surmontent cet analphab?tisme. En outre, pour les nouveaux apprenants, l'utilisation r?guli?re des pav?s de num?rotation et l'envoi de texto permettront de renforcer leurs connaissances nouvellement acquises des lettres et des chiffres.

Formation employant l'ordinateur: L'Internet offre une grande quantit? de contenus num?riques, accessibles aux apprenants qui peuvent les utiliser ? leur convenance. En outre, la nature dynamique de l'Internet donne des pouvoirs aux femmes parce que, contrairement aux technologies plus anciennes telles que la t?l?vision et la radiodiffusion, l'Internet est interactif. Il transforme les utilisateurs d'observateurs passifs en participants actifs. Avec les forums de discussion, le courrier ?lectronique et les sites des r?seaux sociaux, l'Internet encourage et renforce la lecture et l'?criture.

Par l'interm?diaire de l'Internet, les femmes peuvent transformer leur statut de m?nag?res en celui de personnes en apprentissage, et elles peuvent employer l'Internet comme outil pour mettre ? profit leurs connaissances nouvellement acquises en lecture et en ?criture:

•??????????? en l'employant comme plate-forme pour d?velopper des comp?tences commerciales suppl?mentaires, prendre en mains leurs carri?res, effectuer des transactions commerciales et gagner de l'argent;

•??????????? en pratiquant leurs activit?s habituelles ? l'aide des applications en ligne (par exemple pour joindre les services publics, soumettre des demandes d'emploi, payer des factures, etc.);

•??????????? en tirant profit des sites des r?seaux sociaux.

?

Exemple de contenu: Le projet d'alphab?tisation du Commonwealth of Learning (COLLIT)

Le Commonwealth of Learning (COL) a re?u l'appui du D?partement pour le d?veloppement international (DFID) du Royaume-Uni pour entreprendre un projet pilote en Zambie et en Inde dans le but de d?terminer comment renforcer les programmes d'alphab?tisation en employant les technologies appropri?es. Ce projet pilote de trois ans, qui a d?but? en juillet?1999, a ?t? r?alis? selon le mod?le des "centres d'apprentissage communautaires technologiques". Un centre

d'apprentissage communautaire implique, de par son concept, le d?ploiement de divers types d'?quipement TIC qui seront g?r?s et utilis?s par les membres de la communaut?. Il vise aussi ? faciliter l'apprentissage et ? fournir un lieu o? du mat?riel didactique pertinent ? l'?chelle locale peut ?tre mis au point. Tout ceci ?tait au centre du projet COLLIT.

L'impact du projet ?tait le plus visible sur les personnes qui participaient ? l'exploitation des centres d'apprentissage, dont la plupart n'avaient jusqu'alors pas eu de contact avec les ordinateurs et autres TIC. Avec l'ach?vement du projet, les animateurs et le personnel des centres d'apprentissage, dans les deux pays, ?taient devenus de respectables instructeurs de lecture et d'?criture, form?s aux TIC et forts d'une exp?rience de l'emploi de l'?quipement pour mettre au point du mat?riel didactique pertinent ? l'?chelle locale. Le projet COLLIT a aussi permis de d?montrer que, lorsque la possibilit? leur en est donn?e, les apprenants peuvent ma?triser des mani?res d'employer les TIC qui non seulement les aident ? atteindre leurs objectifs en mati?re d'?ducation mais qui sont aussi tr?s motivantes et applicables ? d'autres facettes de leurs vies.

Source: Commonwealth of Learning 2004: ICT and Literacy: Who Benefits? http://www.col.org/resources/publications/consultancies/Pages/2004-09-ICT.aspx

L'apprentissage en ligne est l'une des mani?res d'employer l'Internet pour lutter contre l'analphab?tisme. L'International Commission on Workforce Development[29]?(ICWD) (lien hypertexte) a reconnu plusieurs avantages de l'apprentissage en ligne, notamment:

•??????????? L'apprentissage en ligne est non s?lectif: Les m?thodes d'apprentissage en ligne tiennent compte des besoins des apprenants, des styles et des aptitudes ? apprendre de chacun. Les apprenants peuvent se concentrer sur leurs progr?s et leur performance et sont continuellement r?compens?s par leurs r?sultats. L'apprentissage en ligne lib?re les apprenants de la tension nerveuse qu'ils ressentent g?n?ralement dans une classe en pr?sence de leurs homologues.

•??????????? La formation en ligne peut ?tre moins intimidante que les cours dispens?s par un instructeur: L'environnement de l'apprentissage en ligne est consid?r? comme sans risque, en ce sens que les erreurs commises par les apprenants ne sont connues que d'eux et du syst?me qu'ils emploient. L'apprentissage en ligne ?vite donc l'embarras dans lequel seraient les apprenants s'ils ?taient dans un environnement d'apprentissage en groupe. En outre, les syst?mes d'apprentissage en

ligne donnent aux apprenants la possibilit? de corriger leurs erreurs et d'essayer d'am?liorer leur performance, tout en apprenant ? leur propre rythme.

•??????????? Le contenu est ? jour: Les syst?mes d'apprentissage en ligne b?n?ficient g?n?ralement de modules de gestion du contenu qui permettent d'actualiser le contenu et de le maintenir ? jour avec les nouveaux mat?riels didactiques et les cours.

•??????????? L'apprentissage en ligne est coh?rent: Les syst?mes d'apprentissage en ligne dispensent les cours de la m?me mani?re ? chaque fois et pour chacun des participants. Les apprenants ne doivent donc pas s'adapter aux mod?les et aux d?marches d'apprentissage changeants. Ils peuvent se concentrer sur le contenu central, efficacement et sans s'?parpiller.

•??????????? L'apprentissage en ligne est souple et facile d'emploi: L'apprentissage en ligne n?cessite un ordinateur et l'acc?s Internet, mais avec ces outils, les cours peuvent avoir lieu ? tout moment, partout et quelle que soit la disponibilit? des enseignants.

•??????????? L'apprentissage ouvert, la formation ? distance et les TIC: Certains pays, notamment l'Australie, les Etats-Unis et la R?publique sudafricaine, , ainsi que des organisations internationales telles que l'UNESCO, ont mis au point des modules d'apprentissage ouvert avec du mat?riel didactique. Les contenus peuvent ?tre t?l?charg?s et imprim?s, puis distribu?s pour un emploi ais? dans les cours d'alphab?tisation. Ces mat?riels pourraient ?tre utilis?s pour compl?ter les autres TIC, telles que la radiodiffusion ou la t?l?vision, et pourraient ?tre employ?s par les communaut?s nomades ou ?loign?es, o? les taux d'analphab?tisme sont hauts, en particulier chez les femmes.

•??????????? La visioconf?rence et la t?l?conf?rence: En assurant la communication sur de longues distances, la visioconf?rence et la t?l?conf?rence permettent d'amener les cours d'alphab?tisation jusque dans des zones tr?s recul?es. En cons?quence, les femmes, qui, pour des motifs sociaux ou financiers, sont susceptibles de ne pas voyager sur de longues distances, peuvent acc?der aux cours d'alphab?tisation. Ici, ces technologies servent ? surmonter des obstacles cl?s li?s aux co?ts et ? la commodit?, qui s'opposent ? une ?limination rapide de l'analphab?tisme.

Les livres audio (c'est-?-dire les livres qui sont enregistr?s et disponibles en cassettes audio et en CD) peuvent ?tre un outil pr?cieux, s'agissant de promouvoir l'alphab?tisation. Ils peuvent ?tre employ?s avec des textes ?crits de mani?re ? am?liorer la compr?hension et la facilit? de lecture de l'apprenant. Les livres parlants sont, comme leur nom le sugg?re, des textes ?lectroniques convertis en mots

prononc?s. Ils aident les apprenants en leur faisant entendre les mots tandis qu'ils les lisent, et en leur indiquant en m?me temps la prononciation des mots. Les livres audio peuvent aussi ?tre ?quip?s d'un syst?me de d?codage et de suivi des mots dont la prononciation pose probl?me. Cela peut permettre aux enseignants d'identifier les mots qui sont difficiles pour un certain apprenant. De ce point de vue, les livres audio, en tant qu'outils ?lectroniques, sont d'une meilleure aide que les livres ?lectroniques.

Les livres ?lectroniques sont des textes ?lectroniques qui sont disponibles sur l'Internet et sur CD-ROM. Ils sont semblables ? des manuels en ce sens qu'ils ajoutent au texte des d?finitions, des explications et des images. Les avantages des livres ?lectroniques sont les suivants:

•??????????? Il est facile de circuler d'une section ou d'un chapitre ? l'autre du livre, ainsi que de consulter les r?f?rences en suivant les liens.

•??????????? Les livres ?lectroniques peuvent ais?ment ?tre modifi?s de mani?re ? correspondre aux aptitudes des apprenants, en modifiant par exemple la casse des caract?res.

•??????????? Des informations suppl?mentaires telles que des d?finitions et d'autres pr?cisions y sont en outre g?n?ralement int?gr?es.

Exemple de contenu: Le programme d'alphab?tisation fonctionnelle employant l'ordinateur du groupe Tata en Inde

Dans ce programme, les ordinateurs d?livrent les le?ons sous une forme multim?dia, compl?t?e par des manuels. Une voix hors champ explique comment combiner les lettres pour donner aux divers mots leur structure et leur signification, et elle prononce les mots. L'accent est mis sur les mots plut?t que sur les lettres. Les le?ons sont con?ues pour ?tre visuellement stimulantes et divertissantes, au moyen d'?l?ments tels que des pantins. Les le?ons qui sont fond?es sur les documents ?labor?s par la Mission nationale d'alphab?tisation sont ax?es sur les diff?rents dialectes et langues.

Gr?ce au projet, un certain nombre de centres d'apprentissage ont ?t? ?tablis. Chaque centre dispose d'un ordinateur et d'un instructeur. Parce que le projet repose sur des programmes d'ordinateur, il a moins besoin d'enseignants tr?s qualifi?s, ce qui est un avantage dans des zones o? il y a p?nurie d'enseignants. Un cours type se tient dans la soir?e pour 15 ? 20?personnes.

Source: http://www.tataliteracy.com

Exemple de contenu: Emploi des TIC pour l'?limination de l'analphab?tisme (ICT4IE) en Egypte[30]

Selon les statistiques officielles fournies par l'Agence centrale pour la mobilisation du public et les statistiques (CAPMAS), le nombre de personnes analphab?tes en Egypte s'?l?ve ? 17?millions, les femmes repr?sentant environ 70% de ce nombre. L'importance de l'analphab?tisme chez les femmes, en particulier dans les zones rurales tr?s conservatrices et recul?es, et l'inconfort visible chez de nombreux apprenants plus ?g?s dans les salles de classe traditionnelles servant ? l'alphab?tisation, ont donn? l'id?e de faire appel ? la technologie multim?dia. Les CD ?ducatifs sont au nombre de trois, deux CD servant ? l'alphab?tisation tandis que le troisi?me contient un cours d'orientation pour l'?cole pr?paratoire. L'ensemble peut s'employer dans l'intimit? du domicile du stagiaire, dans un centre de d?veloppement communautaire ou dans le bureau d'une ONG. (Voir: http://www.youtube.com/watch?v=avtrTyZ-_HE)?

Le cours sur CD est semblable aux cours officiels de l'Autorit? g?n?rale pour l'apprentissage et la formation pour adultes (GALAE), qui permet aux apprenants de se pr?senter aux examens GALAE sanctionn?s par le certificat IE (non analphab?te). La dur?e du cours multim?dia est de quatre mois (? comparer aux 10 mois du cours traditionnel). L'un des groupes vis?s comprend les femmes des zones rurales et celles des zones d?favoris?es. En raison des coutumes sociales et des traditions, certaines femmes, qui ne sont pas autoris?es ? quitter le domicile pour assister aux cours d'alphab?tisation, n'ont pu ?tre atteintes.

Pour surmonter cet obstacle, des solutions innovantes ont ?t? ?labor?es, qui tiennent compte des traditions locales. L'une d'elles, nomm?e "Tabluter", ?tait fond?e sur la table en bois traditionnelle, d?sign?e sous le nom de tablya. C'est un ordinateur ergonomique sp?cialement con?u, qui est incorpor? dans une table. Cet ordinateur consiste en une unique unit? centrale de traitement qui dessert quatre utilisateurs ind?pendants. Chaque utilisateur/utilisatrice dispose de son propre ?cran, de son clavier, de sa souris et de sa carte son. Le Tabluter est situ? dans une maison individuelle o? les cours d'informatique et d'alphab?tisation ont lieu, atteignant donc les femmes qui ne sont pas autoris?es ? quitter le foyer.

?

[26] See UNESCO Bangkok. "ICT and Literacy." ICT in Education. 2007 for further information, country research studies were conducted in China, Bangladesh, India, Pakistan, Egypt, Mexico and Brazil.

http://www.unescobkk.org/education/ict/online-resources/features/ict-and-literacy

[27]Source: http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001529/152921e.pdf

[28]See: Women's use of information and communication technologies in Mozambique: a tool for empowerment? By Gertrudes Macueve et al, in African Women and ICTs: investigating technology, gender and empowerment edited by Ineke Buskens and Anne Webb – available on http://www.idrc.ca/openebooks/399-7

[29]http://www.icwfd.org

[30]Lina Zalat: Effective Practices for Engendering the Digital Divide, Eqypt ICT4D Journal 2009 http://www.i4donline.net/articles/current-article.asp?Title=Effective-Practicesfor-Engendering-the-Digital-Divide,-Egypt&articleid=2322&typ=Features

?

3.4 Liens entre l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes

?

L'analphab?tisme entrave le d?veloppement de l'?tre humain et son ?limination est la pierre angulaire de tout processus de d?veloppement des femmes et des hommes de tous ?ges. Le mot *analphab?tisme* signifie avant tout l'incapacit? d'une personne de lire ou d'?crire. L'am?lioration des niveaux d'alphab?tisation de 50% d'ici ? 2015, en particulier parmi les femmes, a ?t? fix? comme l'un des objectifs du Forum mondial sur l'?ducation de l'UNESCO ? Dakar en 2000[31].

On estime que les femmes forment les deux tiers de la population analphab?te. L'analphab?tisme est un obstacle majeur ? l'autonomisation des femmes. L'impact n?gatif de l'analphab?tisme se traduit par une fracture ?norme entre les femmes alphab?tes et analphab?tes dans presque tous les aspects de la vie: vie personnelle et familiale, ?tat de sant?, vie sociale, vie ?conomique et vie politique. R?ciproquement, les programmes d'alphab?tisation peuvent avoir un grand impact sur les vies personnelle, familiale, sociale et politique des femmes pauvres.

La combinaison de l'alphab?tisation avec l'acquisition de connaissances commerciales de base peut ?tre un moyen efficace pour rendre un programme d'alphab?tisation des femmes plus proche de leur vie de tous les jours. L'alphab?tisation est importante pour le d?veloppement social, tant en termes de production que de consommation. Comme ils peuvent mieux participer aux processus d?mocratiques

et politiques, les adultes alphab?tes sont plus ? m?me de comprendre et de d?fendre les droits de l'homme. Au moins une ?tude relie l'alphab?tisation ? une taille plus r?duite des familles. En effet, en permettant aux femmes d'employer la contraception plus efficacement, l'alphab?tisation leur permet de contr?ler leurs vies sexuelles[32].

L'alphab?tisation joue un r?le d?terminant dans la vie d'une femme et en cons?quence dans la vie de sa famille, en particulier pour ce qui est des questions de sant?[33]. Les femmes sachant lire sont plus motiv?es ? participer au processus ?lectoral, que ce soit en tant que candidate ?lectorale, membre de l'?quipe d'un candidat ou comme votante. Il existe de nombreux exemples pratiques de communaut?s devenant ?conomiquement et socialement plus engag?es d?s lors qu'elles sont alphab?tes:

•??????????? La communaut? Vagla au Ghana du Nord a commenc? ? voir la participation ? la vie politique de la communaut? augmenter.

•??????????? Les Bimoba, ?galement au Ghana, ont commenc? ? s'organiser en coop?ratives et ? assurer une planification ?conomique ? long terme.

•??????????? Les Pez de Colombie ont organis? leur propre comit? d'?ducation pour assurer une planification de la formation ? long terme.

•??????????? Aux Philippines, les femmes nouvellement alphab?tes utilisent leur connaissance de la lecture et de l'?criture pour ouvrir des comptes bancaires et g?rer leur argent en connaissance de cause.

•??????????? En Inde, les femmes nouvellement alphab?tes remplissent les conditions requises pour occuper des emplois int?ressants.

Les femmes analphab?tes sont d?sireuses de devenir alphab?tes et de ma?triser les TIC. Une ?tude portant sur 40 femmes (participantes au projet IKRAA, voir les ?tudes de cas) ayant nouvellement acquis des comp?tences en lecture et en ?criture a r?v?l? que les femmes analphab?tes souhaitaient pouvoir lire et ?crire pour plusieurs raisons:

•??????????? pour leur amour-propre. L'alphab?tisation voulait dire qu'elles deviendraient les ?gales de leur mari et m?me de leurs enfants;

•??????????? afin d'acc?der ? l'Internet. Elles se sentaient exclues d'un nouveau monde dont elles savaient qu'il existait mais auquel elles ne pouvaient acc?der;

•??????????? afin d'?tre en mesure de lire et d'envoyer des messages SMS;

•??????????? afin de se sentir autonomes en devenant alphab?tes. Cela voulait dire qu'elles pouvaient lire la signalisation et trouver leur chemin, apposer leur signature au bas des documents officiels ou commerciaux et acqu?rir un emploi;

•??????????? pour pouvoir mieux contr?ler leur avenir.

L'UNESCO reconna?t qu'une personne instruite est mieux arm?e pour relever tous les d?fis de la vie, du d?fi de rechercher un emploi ? celui d'?viter les maladies[34]. Lorsqu'une femme analphab?te devient alphab?te, ses possibilit?s de voir sa situation s'am?liorer sur le plan individuel et social augmentent de fa?on dynamique. Ces femmes voient par la suite s'am?liorer leurs possibilit?s de travail et d'emploi et se renforcer leur autonomie au sein de leurs communaut?s.

L'impact n?gatif de l'analphab?tisme sur les familles des femmes analphab?tes est aussi une question cl?. Les familles des femmes analphab?tes sont enferm?es dans un cercle g?n?rationnel de sous-d?veloppement, en termes de manque d'?ducation, de mauvaise sant? et de pauvret?.

Les programmes d'alphab?tisation pour adultes dans la "langue maternelle" d'une femme peuvent commencer ? briser ce cercle. En outre, d?s lors qu'elles sont alphab?tes, les femmes peuvent envisager de b?n?ficier d'autres possibilit?s de formation. Cela est particuli?rement vrai pour les femmes pauvres dans les zones rurales, dont les taux d'analphab?tisme sont parmi les plus ?lev?s[35].

Les m?res nouvellement alphab?tes:

•??????????? sont motiv?es pour apprendre plus;

•??????????? ont tendance ? rechercher et ? accepter des emplois qui ne leur ?taient auparavant pas ouverts parce qu'ils exigent des comp?tences en mati?re de lecture et d'?criture, ce qui leur permet de mieux prendre en charge leurs familles;

•??????????? font comprendre l'importance de l'alphab?tisation ? leurs enfants en les motivant ? poursuivre s?rieusement leur ?ducation;

•??????????? deviennent des mod?les pour les autres femmes, les incitant ? suivre des cours d'alphab?tisation et ? acqu?rir des connaissances.

L'alphab?tisation s'est r?v?l?e avoir des incidences positives sur le statut ?conomique des femmes. Le fait d'?tre alphab?tes permet aux femmes:

•??????????? de prendre des d?cisions ?conomiques plus sages concernant leurs vies quotidiennes;

•??????????? d'entreprendre des activit?s commerciales simples, qui vont de soi pour beaucoup de personnes alphab?tes;

•??????????? d'accro?tre leur satisfaction personnelle et la confiance en leurs transactions commerciales.

[31]UNESCO - Education World Forum, Dakar April 26 -28, 2000

[32]http://www.sil.org/literacy/wom_lit.htm

[33]Un rapport sur Literacy & Women's Health par l'ONG Proliteracy Worldwide (http://www.proliteracy.org/NetCommunity/Document.Doc?id=36) conclut, ? la suite d'un travail avec un million de femmes sur les programmes d'?limination de l'analphab?tisme aux Etats-Unis et dans 48 pays en d?veloppement en Afrique, en Asie et en Am?rique latine, que les taux ?lev?s d'alphab?tisation s'observent g?n?ralement dans des r?gions o? le taux de mortalit? infantile est ?lev?, o? l'esp?rance de vie est faible et o? s?vit la malnutrition.

[34]2006-2015 Initiative pour l'alphab?tisation: savoir pour pouvoir (LIFE), UNESCO, 2007, p.?3 (http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001529/152921f.pdf).

[35]Pour plus de pr?cisions, voir l'advocacy brief pour le Mother Tongue-based Teaching and Education for Girls and Women de l'UNESCO (2005):?http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001420/142079e.pdf. Voir aussi le rapport sur les Mother Tongue-based literacy Programmes in Asia Region de l'UNESCO (2007):?**http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001517/151793e.pdf**.
?

3.5 Capacité de calculer et connaissances financières

?

La capacit? de calculer a tendance ? ?tre rel?gu?e au second plan derri?re les capacit?s de lire et d'?crire. L'?limination de l'incapacit? de calculer chez les femmes est essentielle pour plusieurs raisons, la plus importante ?tant le lien entre la capacit? de calculer et des connaissances financi?res plus larges. Ces connaissances sont importantes pour que les personnes puissent prendre des d?cisions rationnelles, tant ? court qu'? long terme, concernant leur s?curit? sur le plan ?conomique.

•??????????? Sans les comp?tences en calcul, les femmes ne peuvent pas lancer leurs propres commerces (m?me chez elles), parce que les activit?s commerciales les plus ?l?mentaires exigent ces comp?tences.

•??????????? L'incapacit? de calculer exclut les femmes de la plupart des possibilit?s d'emploi bien r?mun?r?es.

•??????????? Il est peu probable que les femmes ouvrent un compte bancaire, parce que toute relation bancaire qui implique un cr?dit, une ?pargne ou un pr?t exige la capacit? de pouvoir faire de simples calculs.

•??????????? Les m?res vont transmettre leurs valeurs ? leurs enfants, y compris leur avis sur l'importance d'?tre capable de lire, d'?crire et de calculer. Des ?tudes indiquent que les connaissances financi?res d?coulent souvent d'un comportement acquis et que les parents ont un r?le ? jouer en faisant en sorte que leurs enfants soient familiers de ces questions.

•??????????? Les femmes tiennent souvent les comptes du m?nage, consacrant du temps ? la gestion financi?re quotidienne, et notamment en payant les biens et les services de base, tels que les provisions, l'?lectricit? et l'eau. Sans comp?tences en calcul, elles ne peuvent assumer ce r?le efficacement.

•??????????? Les femmes sans comp?tences en calcul sont vuln?rables face ? la fraude et peuvent ?tre dup?es plus facilement.

Les math?matiques font partie int?grante de toute formation. La capacit? de calculer les pr?c?de et son acquisition est essentielle pour tout effort d'?limination de l'analphab?tisme. Dans le prochain chapitre sont examin?es diverses applications pratiques.?

Exemple de contenu: Programme d'alphab?tisation et d'acquisition de la capacit? de calculer de l'UNESCO

L'UNESCO a int?gr? ? travers le monde ses programmes d'alphab?tisation et d'acquisition de la capacit? de calculer, destin?s ? la formation des adultes. Par exemple, au Cap-Vert, le projet "Training for the Design and Implementation of an Integrated Adult Distance Learning and Training System (ECCA System) for the Economic Development of Cape Verde and Related Curricular Design" (2006-2009) est financ? conjointement par le Gouvernement du Cap-Vert, le Gouvernement r?gional des Iles Canaries et l'Agence espagnole pour la coop?ration internationale. Il fait suite au projet "Adult Distance Learning (ECCA System) for the Economic Development of Cape Verde" (2002-2005). Ces projets ont ?t? mis en place en vue d'appuyer le Programme national de formation pour adultes, qui combine la formation ? distance avec l'enseignement ?l?mentaire pour adultes, l'enseignement secondaire, l'enseignement professionnel et la formation pour adultes, ainsi que l'apprentissage communautaire pour le d?veloppement[36].

?

36For more on the importance of numeracy, see: http://www.unesco.org/uil/literacyprogrammes/programmes.html
http://www.tda.gov.uk/teachers/professionalstandards/standards/knowledgeunderstanding/litnumict/core.aspx
http://www.planotes.org/documents/plan_03225.PDF

4 Au-delà de l'alphabétisation: l'appui des applications TIC aux activités entrepreneuriales et professionnelles des femmes

?

Pour 60% des femmes employ?es dans le secteur agricole en Asie du Sud, l'acc?s ? un enseignement de qualit?, la formation qualifiante et les outils de cr?ation d'entreprise ne sont pas seulement un moyen pour elles de sortir de la pauvret?, mais leur donnent aussi la possibilit? de devenir autonomes dans le monde de la technologie[37]. Enfant, Shantabai r?vait de devenir photographe professionnelle. Elle ?tait n?e au sein d'une famille nombreuse de petits agriculteurs et n'avait re?u qu'un enseignement primaire dans son village avant d'?tre mari?e ? l'?ge de 13 ans. Hormis le travail sur le lopin de terre de la famille de son mari, elle devait s'occuper de ses enfants et des vieux parents de son mari.

Elle s'est inscrite ? plusieurs cours de formation dispens?s par Srujan, une organisation partenaire du Programme des activit?s pour les travailleurs (ACTRAV) de l'OIT. Non seulement ces cours, dont plusieurs ?taient num?riques, lui ont permis d'acqu?rir de nouvelles comp?tences, mais ils l'ont aussi motiv?e ? rechercher de nouvelles possibilit?s pour am?liorer ses revenus. L'un des cours auxquels Shantabai a particip? portait sur la photographie et elle a d?cid? d'en faire sa profession[38]. De par son action, Shantabai est devenue source d'inspiration pour de nombreuses femmes dans son village et dans les communaut?s avoisinantes.

Il a ?t? d?montr? que les TIC ?taient ?troitement li?es au renforcement de la participation et du d?veloppement sur les plans social, ?conomique et politique. Les TIC peuvent rendre autonomes les femmes et les jeunes filles en am?liorant leur acc?s *direct* ? l'information, ? la formation et aux services. Les technologies de communication permettent aussi d'accro?tre les possibilit?s d'entrer en contact et de mieux se faire entendre, non seulement au niveau de la communaut? locale, mais ?ventuellement au niveau mondial. Les TIC contribuent ? ce que les id?es et les points de vue des femmes et des jeunes filles soient entendus et pris en compte par les d?cideurs. Cela inclut l'acc?s ? l'?cole, une des raisons pour lesquelles un certain nombre de projets sont ax?s sur l'acc?s des jeunes filles aux ordinateurs et ? l'Internet, et l'enseignement aux jeunes filles de connaissances dont elles ont

besoin pour utiliser la technologie ? plus grande ?chelle. Tandis que divers projets de constitution de r?seaux d'?coles encourageant l'acc?s ? l'Internet ont ?t? mis en place dans un certain nombre de pays africains, tous ne tiennent pas compte de la probl?matique hommes-femmes. Pour y rem?dier, SchoolNet Uganda (lien hypertexte) a choisi d'installer des centres informatiques dans des ?coles pour filles[39].

Pour information: Sexosp?cificit? et t?l?communications au Bangladesh

Une estimation dans le cadre du programme Village Phone de Grameenphone au Bangladesh a r?v?l? que non seulement les femmes op?ratrices des services t?l?phoniques des villages se voyaient offrir une opportunit? avantageuse de faire commerce, mais qu'elles disposaient aussi d'un acc?s facile et ?quitable au service t?l?phonique (Richardson, 2000, p. 31). Trois facteurs contribuaient ? am?liorer le statut social des op?ratrices de Village Phone au sein de leurs villages: 1) de meilleurs revenus; 2) le fait que des femmes plus ais?es venaient utiliser les t?l?phones de femmes qui l'?taient moins; 3) le fait que leur maison ?tait maintenant devenue le centre de l'activit? locale dans le village.

?

Comment les TIC peuvent-elles contribuer ? rendre les femmes autonomes sur le plan ?conomique?

•??????????? en donnant aux femmes plus de moyens de travailler chez elle;

•??????????? en am?liorant les possibilit?s d'emploi pour les femmes dans le secteur informatique;

•??????????? en donnant aux femmes du secteur parall?le plus de moyens de trouver un emploi structur?;

•??????????? en am?liorant l'acc?s des artisanes au march? mondial par le biais du commerce ?lectronique;

•??????????? en faisant ?voluer les r?les traditionnels des sexes;

•??????????? en am?liorant l'acc?s des femmes, en particulier les femmes dans les zones rurales, aux programmes d'apprentissage ? distance et de travail ? distance;

•??????????? en am?liorant la possibilit? de partage des exp?riences entre les organisations de femmes, militant pour le bien-?tre ?conomique des femmes dans le secteur parall?le;

•??????????? en ?vitant mieux les pr?jug?s sexistes par l'utilisation de moyens neutres en ce qui concerne le sexe.

Outre les moyens num?riques d'information et d'apprentissage, l'?tablissement de petits commerces et l'acc?s au march? sont aussi d'importants moyens d'autonomisation des femmes. L'Internet est pour cela un moyen qui permet de r?duire le co?t de l'acquisition des informations sur les produits et sur les prix. Le pr?sent chapitre d?crit comment des TIC peuvent ?tre employ?es pour atteindre les objectifs de l'autonomisation des femmes. Il donne aux d?cideurs des exemples de contenus de formation, des applications commerciales des TIC et des nouvelles possibilit?s qui s'offrent aux femmes travaillant dans le secteur des TIC et dans des domaines qui y sont li?s (voir encadr?).?

Pour information: D?finitions du secteur des TIC

?

D?finition de l'instruction assist?e par les TIC[40]

Par *instruction assist?e par les TIC*, on entend les m?thodes d'enseignement ou les mod?les de dispense de l'instruction qui emploient les TIC pour aider, am?liorer ou assurer la dispense du contenu du cours. Il s'agit de l'instruction assist?e par (pour tout ou pour partie) la radiodiffusion, la t?l?vision, l'ordinateur et l'Internet.

Quels sont les domaines li?s aux TIC?

Les *domaines li?s aux TIC* sont les programmes d'enseignement et de formation dans les domaines suivants:

Techniques audiovisuelles et production ? l'intention de m?dias: ?tude des techniques et acquisition des comp?tences n?cessaires pour produire des livres, des journaux, des programmes de radiodiffusion ou de t?l?vision, des films ou des vid?os, de la musique enregistr?e et de la reproduction graphique au moyen des TIC. Sont compris des programmes sur les m?thodes de

reproduction en couleur, de photographie et d'infographie, ainsi que sur la mise en page d'images, de mots et d'illustrations lors de la production de livres, de revues, d'affiches, de publicit?s, etc.

Informatique: ?tude de la conception et du d?veloppement des syst?mes et des environnements informatiques, y compris l'?tude de la conception, de la maintenance et de l'int?gration des applications logicielles.

Usage de l'ordinateur: ?tude de l'utilisation des ordinateurs et des logiciels et applications informatiques employ?s ? des fins diverses. Ces programmes sont g?n?ralement de courte dur?e.

Electronique et automatisation (ing?nierie et m?tiers de l'ing?nierie): ?tude de la planification, de la conception, du d?veloppement, de l'entretien et du suivi de l'?quipement, des machines et des syst?mes ?lectroniques, y compris la conception des ordinateurs et de l'?quipement de communication.

?

[37]Derri?re le voile, la photographie: favoriser l'?mancipation des femmes gr?ce ? la formation qualifiante (rapport en ligne de l'OIT, novembre 2008) (http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/insight/WCMS_100398/lang--fr/index.htm)Skills and Entrepreneurship Bridging the Technology and GENDER DIVIDE, mars 2009 (http://www.digitallearning.in/articles/article-details.asp?articleid=2340&typ=DEVELOPMENT)

[38]Skills and Entrepreneurship Bridging the Technology and GENDER DIVIDE March-2009 http://www.digitallearning.in/articles/article-details.asp?articleid=2340&typ=DEVELOPMENT

[39]Shafika Isaacs,"IT's Hot for Girls! ICTs as an instrument in advancing girls' and women's capabilities in school education in Africa", R?union du Groupe d'experts de la Division de la promotion de la femme de l'ONU sur les "Information and Communication Technologies and their impact on and use as an instrument forth advancement and empowerment of women", S?oul, R?publique de Cor?e, novembre 2002.

[40]World Telecommunication/ICT Development Report 2010 http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/wtdr_10/material/WTDR2010_Target7_e.pdf

4.1 Accès à l'information et à la formation: du niveau rural au niveau national

?

Les r?les des TIC sont multiples lors de la formation, du renforcement des capacit?s, de l'apprentissage par la pratique et du d?veloppement des communaut?s, toutes ces activit?s pouvant se faire par l'interm?diaire des centres communautaires TIC. Divers outils fournissent des moyens efficaces pour dispenser des cours de formation parall?le, un apprentissage qualifiant plus sophistiqu?, un apprentissage par la communication avec d'autres ou en se mettant au courant de ce que les autres font. Comme l'a ?crit l'expert en gestion et auteur Peter Drucker, l'apprentissage est un processus permanent au moyen duquel on se tient ? jour des changements tout au long de la vie et l'une des t?ches les plus pressantes est d'apprendre aux gens comment apprendre.

Un exemple int?ressant de formation scolaire en ligne est la formation dipl?mante assur?e par l'?cole virtuelle d'infirmi?res de l'African Medical Research Foundation (AMREF), qui forme des milliers d'infirmi?res ? travers le Kenya. Depuis 2008, l'apprentissage en ligne est devenu le mode pr?f?r? en raison de son interactivit?, de son rapport co?t/efficacit?, de la facilit? de r?vision et de son aptitude ? atteindre l'objectif plus rapidement et ? meilleur co?t que le programme dispens? en ?tablissement. Il permet aussi la fourniture en continu du service, l'application sur-le-champ des notions apprises et l'am?lioration de la qualit? des soins. Le deuxi?me exemple (Maarifa) illustre bien la nature multicouche de l'emploi des TIC pour l'apprentissage.

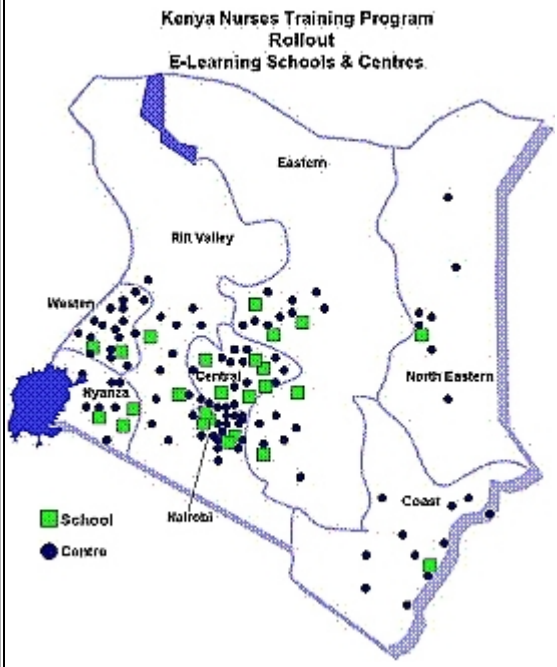
?

Exemple de contenu: Dipl?mes dans le secteur de la sant? pour les infirmi?res au Kenya?

En juillet 2008, le Kenyatta National Hospital et AMREF [41]?ont sign? un m?morandum d'accord pour appuyer les efforts de mis ? niveau de la certification de 500 infirmi?res inscrites au Registre des infirmi?res de sant? communautaires, par l'interm?diaire de la **Virtual Nursing School** (AVNS) de l'AMREF. L'AMREF s'est engag?e ? former les infirmi?res au cours des cinq ann?es suivantes, en employant des modules de formation par ordinateur. Tout en continuant ? travailler, les infirmi?res mettraient ? niveau leurs comp?tences, en employant un cours en ligne supervis?, o? ?tait m?lang?e

la th?orie ? l'exp?rience clinique. Ces cours seraient dispens?s dans l'un des 100 centres de formation ?quip?s d'ordinateurs dans les huit provinces. Ces centres desservaient plusieurs districts ruraux, isol?s et marginalis?s (par exemple les camps de r?fugi?s de Garissa et de Dadaab dans la province nord-orientale du Kenya).

?



?

L?gende

Programme de formation des infirmi?res au Kenya

D?ploiement
Ecoles et centres d'apprentissage en ligne

Prov. orientale

Prov. de la vall?e du Rift

Prov. occidentale

Prov. centrale
Prov. nord-orientale

Prov. de Nyanza

Prov. de la c?te

R?gion de Nairobi

Ecole
Centre

?

Il s'agit d'un partenariat public-priv? avec le Nursing Council of Kenya (NCK), AMREF, Accenture, les Kenya Medical Training Colleges, plusieurs ?coles d'infirmi?res priv?es et religieuses et le Minist?re de la sant?, collaborant ensemble en vue de dispenser un programme d'apprentissage en ligne aux infirmi?res ? l'?chelle du pays. Le programme a d?but? en septembre 2005 avec quatre ?coles et 145 ?tudiants et avec l'objectif de mettre ? niveau 22?000 infirmi?res de sant? communautaires inscrites (KECHN), les faisant passer du niveau "inscrites" au niveau "immatricul?es" dans les cinq ans. Les infirmi?res inscrites constituaient 70% de la main d'œuvre infirmi?re et 45% de la main-d'œuvre de sant? au Kenya. Elles sont le premier point de contact des communaut?s, mais ne sont pas form?es comme il convient pour g?rer de nouvelles maladies ou des maladies r??mergeantes telles que le VIH/SIDA. Cela a n?cessit? un perfectionnement professionnel continu devant permettre d'am?liorer la qualit? des soins infirmiers, en accord avec les objectifs (4, 5 et 6) du Mill?naire pour le d?veloppement li?s ? la sant?, et de faire en sorte que ces soins r?pondent efficacement ? la diversit? et ? la complexit? des maladies.

Se fondant sur les r?sultats positifs, en avril 2010, l'AMREF, l'Universit? de Californie ? Los Angeles (UCLA) et Johnson and Johnson (J&J) ont lanc? un programme d'apprentissage en ligne pour renforcer les capacit?s de gestion des organisations de lutte contre le VIH et le SIDA au Kenya. Ce programme sera employ? en partenariat avec le National AIDS Control Council (NACC) du Kenya pour renforcer les capacit?s des 7?000 responsables NACC et leur permettre d'assurer une direction et une gestion efficace du secteur de la sant?.

(Voir www.amref.org, http://multimedialearning.posterous.com/amref-african-medical-and-research-foundation et http://kenya.amref.org/what-we-do/upgrading-20000-nurses-in-kenya pour de plus amples informations.)

Exemple de contenu: Agriculture et autonomisation en zone rurale en Afrique de l'Est

?

Lanc?s en 2007, les Centres Maarifa[42]?(maarifa signifie savoir en swahili) font partie d'un projet ?labor? par l'Arid Lands Information Network (ALIN), une organisation dont le but est de faciliter l'?change d'id?es, d'exp?riences et de connaissances entre les communaut?s afin d'am?liorer l'apprentissage et d'aboutir ? une meilleure autonomisation socio-?conomique ? l'aide d'outils multim?dias. Le projet comprend l'?tablissement de centres communautaires de savoir (CKC, *community knowledge center*) dans les zones rurales du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda, qui, en partenariat avec d'autres institutions, ont pour but d'amener les TIC jusque dans les communaut?s rurales afin que celles-ci puissent consigner et partager les connaissances locales, en particulier les connaissances ayant trait ? l'agriculture et ? la gestion des ressources naturelles.

Les Centres Maarifa sont au nombre de 10, dont huit au Kenya, un en Tanzanie et un en Ouganda. Ils ont ?t? cr??s pour renforcer l'acc?s aux informations d'une partie des communaut?s rurales, leur permettant de transformer leurs exp?riences en connaissances et en enseignements. Chaque centre est ?quip? d'outils TIC de base (ordinateurs et acc?s ? l'Internet) servant ? produire des informations, ? y acc?der et ? les diffuser. Les centres disposent d'un espace de documentation contenant du mat?riel tel que des journaux, des revues, des livres, des rapports de recherche, des informations enregistr?es ?lectroniquement (CD-ROM), du mat?riel audiovisuel (DVD), des recueils et tous types de ressources en ligne. Dans les Centres Maarifa, les membres des communaut?s peuvent acc?der aux informations, et partager des informations sur la fa?on d'am?liorer leurs moyens d'existence au moyen des nouvelles technologies applicables ? l'agriculture, ? l'?levage, ? la lutte contre les changements environnementaux et climatiques, ainsi que des informations courantes sur la commercialisation. Les centres diffusent aussi des informations li?es ? la sant?, aux questions sexosp?cifiques et au VIH/SIDA.

Les centres proposent une formation de base sur les TIC aux membres de la communaut?, parmi lesquels de nombreux jeunes dipl?m?s de l'enseignement secondaire ainsi que des ?l?ves de

l'enseignement primaire, dont beaucoup ont form? des groupes d'information. Les centres servent aussi de point d'acc?s aux informations pour les agents de d?veloppement communautaires qui fournissent des services agricoles et des services de d?veloppement agricole dans la r?gion. Ceux-ci emploient les centres pour obtenir gratuitement des informations (en ligne) sur le d?veloppement, pour envoyer leurs rapports hebdomadaires ? leurs minist?res ou ? leurs organismes et pour b?n?ficier de services de bureautique de base tels que la dactylographie, la photocopie et l'acc?s gratuit ? l'Internet.

Un Centre Maarifa type est dirig? par un comit? consultatif d'environ 5 ? 8 membres s?lectionn?s parmi les parties int?ress?es de la communaut? locale. Selon l'ALIN, la proc?dure de s?lection des membres garantit qu'il y a ?quilibre entre les sexes, que les int?r?ts des groupes particuliers sont repr?sent?s et que les comp?tences sont diverses. Le programme des volontaires de l'ALIN prend en charge le fonctionnement des centres. Les volontaires travaillent au centre pendant un an sous la supervision d'organismes partenaires h?tes locaux. Ce sont en g?n?ral de jeunes dipl?m?s en communication de masse, en agriculture, en sciences environnementales ou en d?veloppement communautaire. Ils g?rent les activit?s du centre, coordonnant la collecte des connaissances et des exp?riences locales orient?es vers le d?veloppement et formant les communaut?s locales ? l'emploi des outils TIC. Les Centres Maarifa soutiennent aussi la participation active des femmes. Afin de renforcer la capacit? des femmes ? jouer un r?le actif dans l'?laboration d'initiatives et de lutter contre leur implication insuffisante, en particulier dans les zones arides, l'ALIN œuvre en faveur de l'int?gration des femmes dans le d?veloppement et l'appui ? l'information.

?

[41]African Medical Research Foundation see http://www.amref.org/info-center/amref-courses--training-programmes/elearning-programme-/

[42]http://www.alin.net/?maarifa_centers

4.2 TIC et financement électronique: nouvelles possibilités et dimensions

Le secteur financier interm?diaire qui dessert les petites entreprises s'efforce d'?tendre sa port?e aux groupes les plus d?munis de la communaut? ?conomique et aux clients qui sinon n'auraient pas acc?s aux services de financement. Les TIC sont d?j? au service des petites entreprises:

•??????????? en adaptant et simplifiant la comptabilit?, et en mettant ? disposition un logiciel de comptabilit? et de suivi des pr?ts;

•??????????? en informatisant les rapports financiers et les mesures de performance, les rendant rentables, s?rs et accessibles tant aux emprunteurs qu'aux pr?teurs;

•??????????? en fournissant aux emprunteurs individuels un acc?s s?r et convivial ? un compte par l'interm?diaire d'un guichet dans les banques locales, les bureaux de poste et d'autres centres communautaires;

•??????????? en ?laborant des m?canismes d'?pargne et de cr?dit, par le biais d'op?rations bancaires par t?l?phone portable, de cartes ? puces, d'appareils portables et de distributeurs automatiques de billets, de fa?on ? ?viter les m?thodes traditionnelles de fourniture de services bancaires. Au fur et ? mesure que les services bancaires deviendront une fonctionnalit? int?gr?e ? la t?l?phonie mobile, ces fa?ons d'effectuer et d'enregistrer les transactions seront ?tendues.

Exemple de contenu: SWAT Youth Front au Pakistan

Cr?? en 1997, le Swat Youth Front (SYF)[43]?est une organisation non gouvernementale (ONG) et sans but lucratif, orient?e vers les jeunes, qui fait appel ? la communication, ? la mobilisation, ? la formation et ? la fourniture de services pour promouvoir la r?duction de la pauvret?, le traitement ?quitable des sexes, l'alphab?tisation, l'emploi des jeunes, l'autonomisation des femmes et la gestion des catastrophes dans le secteur du Malakand, dans la province de la Fronti?re du Nord-Ouest (NWFP) au Pakistan. Le SYF travaille en partenariat avec des organismes communautaires, publics et de la soci?t? civile, dans le but:

•??????????? de renforcer l'autonomisation socio-?conomique des personnes marginalis?es:

•??????????? d'accro?tre la sensibilisation en faveur de l'?galit? des sexes;

•??????????? de r?duire les disparit?s entre les sexes pour ce qui est de l'?ducation et de la participation ?conomique;

•??????????? de promouvoir le volontariat et de faciliter l'emploi des jeunes.

Les d?marches relationnelles sont essentielles, s'agissant des efforts fournis par le SYF pour d?velopper les comp?tences et les perspectives d'avenir des enfants, des jeunes et des femmes en particulier. Par exemple, en partenariat avec la Commission d'alphab?tisation du Pakistan, le SYF a form? 63 femmes aux m?thodes d'enseignement, puis a cr?? 63 ?coles libres dans diverses r?gions du district de Swat.

Le SYF se concentre aussi sur l'alphab?tisation des adultes. Son Programme fonctionnel d'alphab?tisation, lanc? en mars 1999, est con?u pour les adolescents et les femmes adultes qui travaillent dans divers secteurs de la r?gion de Mingora. En outre, en f?vrier 2000, le Projet de d?veloppement des comp?tences des femmes (WSDP) a ?t? lanc? avec l'objectif de renforcer leurs comp?tences et de cr?er des possibilit?s de revenus au niveau local. Une formation professionnelle a ?t? dispens?e et des comit?s d'?pargne de femmes ont ?t? form?s. Dans le but de prot?ger l'environnement en encourageant l'utilisation et la r?utilisation des d?chets m?nagers, le SYF a organis? diverses formations pour apprendre aux femmes comment fabriquer des produits finis tout en touchant un revenu.

Pour encourager l'autonomisation financi?re des femmes, le SYF a aussi organis? pour les ?tudiantes et les femmes entrepreneuses des circuits de promotion/d'?tude ? destination de lieux historiques et du p?le industriel du pays. Ces activit?s ont pour principal objet de recenser de nouvelles voies et de nouveaux march?s pour les produits swati. Le SYF est all? au-del? de ces initiatives locales en facilitant la participation de plusieurs femmes entrepreneuses ? des expositions nationales et internationales afin de se faire conna?tre et d'acqu?rir des connaissances sur la mani?re de commercialiser leurs produits. L'organisme a aussi ?tabli des liens entre ces entrepreneuses et les fournisseurs de mati?res premi?res. Le SYF a organis? plusieurs campagnes pour d?fendre des causes telles que celles des droits et des probl?mes socio-?conomiques des femmes et des enfants.

?Lorsque les travailleuses ne sont pas en mesure d'aller ? la banque apr?s le travail pour y d?poser leur paie, les transactions bancaires par t?l?phone portable leur permettent soit de rembourser leurs pr?ts soit d'accro?tre leur ?pargne. De m?me, il se peut que les femmes n'aient pas acc?s aux informations sur les avantages sociaux auxquels elles ont droit. Lorsque les services publics communiquent ces informations sur l'Internet, les m?mes outils TIC qui permettent aux femmes de g?rer leur cr?dit et leur ?pargne peuvent ?tre employ?s pour acc?der ? leurs avantages.

Exemple de contenu: Logiciel de microcr?dit

Le **logiciel Loan Performer** (lien hypertexte) a commenc? modestement en Ouganda et est maintenant employ? dans les ?tablissements de microfinancement de 50 pays. Plusieurs ensembles logiciels permettent de renforcer l'efficacit? des institutions de microfinancement. HISAAB, par exemple, est un logiciel de microfinancement au niveau des groupes, con?u pour les utilisateurs analphab?tes et illettr?s. Le logiciel est couramment employ? par les organismes suivants:

•??????????? Sero Business Women (Tanzanie)

•??????????? Mara Women Empowerment Assistance (Tanzanie)

•??????????? Women's Finance House (Botswana)

•??????????? National Association of Business Women (Malawi)

•??????????? Tanzania Women Entrepreneurship (WEDTF) (Tanzanie)

•??????????? Pamoja Women (Kenya)

?

[43]http://www.comminit.com/en/node/133630/307

4.3 Commerce électronique, marchés et développement des petites entreprises

?

Les TIC sont modul?es et employ?es pour renforcer les capacit?s ?conomiques des femmes. Les femmes sont form?es en vue d'employer l'Internet pour acheter et vendre des produits locaux, pour acc?der aux informations sur les cours des mati?res premi?res, pour utiliser les services de microfinancement et pour employer les logiciels de gestion financi?re et commerciale.

Le commerce et le d?veloppement dans le cadre de la mondialisation sont autant une affaire de femmes qu'ils sont une affaire d'exportation. De plus en plus, les d?cideurs mais aussi les responsables commerciaux reconnaissent les b?n?fices qu'engendre la participation des femmes aux petites entreprises. Les responsables commerciaux ne peuvent pas se permettre de ne pas tenir compte de cette part essentielle de la main-d'œuvre productive. Beaucoup de grandes soci?t?s produisent, s'approvisionnent ou distribuent de plus en plus dans les pays en d?veloppement, ce qui les oblige souvent ? travailler avec des partenaires locaux et des petites ou moyennes entreprises (PME) dans le cadre de leur cha?ne de valeur[44].

Le **Women's World Banking** (WWB) est un exemple de r?seau international qui s'emploie tant ? faire adopter les programmes de cr?dit pour les femmes qu'? les appuyer. C'est une institution mondiale, sans but lucratif, sp?cialement con?ue pour garantir l'acc?s des femmes pauvres au financement, aux informations et aux march?s. Le r?seau comporte des ?tablissements de d?tail qui fournissent des services financiers pour plus de 5 milliards USD ? plus de 10 millions de femmes entrepreneuses ? faible revenu, en Afrique, en Asie, en Am?rique latine, en Europe et en Am?rique du Nord. Les membres du r?seau sont notamment des ?tablissements de microfinancement, des banques et des associations qui servent de mod?les aux autres:

•??????????? en incorporant des principes communs;

•??????????? en fournissant des services financiers qui r?pondent ? des normes de performance;

•??????????? en mettant en commun les meilleures pratiques et exp?riences;

•??????????? en employant les r?sultats obtenus sur le terrain pour modifier les politiques dans leurs pays et de par le monde.

Les organismes dirig?s par les femmes et leurs filiales sont au centre du r?seau. Les membres du r?seau se soutiennent les uns les autres, en employant une responsabilisation crois?e en vue d'aboutir ? des r?sultats.

Exemple de contenu:??**Tortas Peru – women cake sellers**

Lanc?e en 1996, Tortas Peru est une entreprise appartenant ? une femme, qui emploie les TIC pour atteindre et desservir un large march?, en utilisant l'Internet pour prendre commande des tartes. Tortas Peru vend beaucoup au 2 millions et plus de P?ruviens qui vivent en dehors du pays et font appel au site web pour les atteindre. Les clients ? San Francisco ou en Nouvelle-Z?lande peuvent envoyer une tarte faite maison ? des amis ou ? la famille dans plusieurs grandes villes. Les tortas (tartes) sont pr?par?es et livr?es par l'une des m?nag?res du r?seau. Les clients peuvent commander une tarte choisie dans un catalogue et payer au moyen d'une carte de cr?dit, d'un ch?que, d'un mandat ou par voie ?lectronique. Pour assurer des prix mod?r?s, la soci?t? fonctionne essentiellement par l'interm?diaire de l'Internet, obligeant les m?nag?res membres du r?seau ? ?tre famili?res avec les ordinateurs et l'Internet.

Content example: **Shea Butter Sales in Burkina Faso**

Lorsque les femmes de l'association Songtaaba, un organisme qui commercialise au Burkina Faso les produits de soin pour la peau au beurre de karit?, ont commenc? ? utiliser les TIC, leurs profits ont plus que doubl?. L'emploi de t?l?phones portables et d'ordinateurs les ont aid?s ? diriger leurs entreprises plus efficacement. L'association procure actuellement un emploi ? plus de 3?000 femmes r?parties dans 11 villages. Afin de leur assurer l'acc?s r?gulier aux TIC et d'am?liorer la commercialisation et la vente de leurs produits, l'association a ?tabli des t?l?centres dans deux villages. Ces installations sont enti?rement g?r?es par les femmes des zones rurales, qui sont form?es par Songtaaba. L'organisme a aussi cr?? un site web g?r? par les femmes. Celui-ci a r?ussi en particulier ? accro?tre la visibilit? des productrices. Depuis que le site a ?t? plac? en ligne il y a deux ans, les commandes ont augment? de presque 70% (voir ?galement une exp?rience similaire au Mali).

?

[44]? Le?**World Business Council on Sustainable Development**?(www.wbcsd.org) donne plusieurs exemples de grandes soci?t?s travaillant en partenariat avec des petites entreprises, notamment Pentland et Nike au Viet Nam, SC Johnson et la culture du pyr?thre au Kenya, et Delta Corporation (alimentation et loisirs) qui sous-traite ? des PME au Zimbabwe.

4.4 Autonomisation grâce à la mise en réseau

Les TIC sont aussi devenues des outils efficaces pour la mise en r?seau des femmes et des groupes de femmes, leur permettant de mettre en commun les ressources, les informations et les num?ros afin de former des coop?ratives, ou plus simplement, de faire conna?tre leur souhait de changement. L'importance de la mise en r?seau ne peut ?tre sous-estim?e, parce que les femmes se tournent souvent au-del? de leurs fronti?res nationales vers le mouvement international des femmes, en faveur de la solidarit? et des changements de politique.

Exemple de contenu: R?seaux ALEAP rassemblant les femmes pour le changement

?

Dans l'?tat d'Andhra Pradesh en Inde, de petites usines emploient presque un tiers de la population (22 millions) de cet ?tat. Plus d'un million de femmes dirigeaient leurs propres usines dans la ville, et tandis que chacune d'elles r?ussissait bien, elles ?taient d'avis qu'en se rassemblant, les d?fis commerciaux quotidiens seraient plus faciles ? g?rer. Beaucoup d'entre elles travaillaient dans le m?me secteur: l'industrie alimentaire, notamment celle des tomates, des ?pices, des fruits, du bl? et de la poudre de cacao.

En 1993, les femmes ont form? l'**Association of Lady Entrepreneurs of Andra Pradesh** (ALEAP)?pour r?pondre aux besoins des femmes entrepreneuses dirigeant de petites entreprises. Elles ont mis leurs ressources en commun et ont contact? le gouvernement de l'?tat pour obtenir 30 hectares de terrain. Elles ont ?t? aid?es par le fait que le gouvernement appliquait une politique visant ? d?velopper les petites entreprises, les entreprises appartenant aux femmes b?n?ficiant d'une attention toute particuli?re. L'ALEAP a r?ussi ? obtenir un don de 55?000 USD, qui ont ?t? employ?s pour construire les infrastructures communes, telles que le r?seau routier, le r?seau de distribution d'eau, le r?seau de drainage et une sous-centrale ?lectrique. Le groupe a r?ussi ? se construire un environnement innovant d'exploitation des entreprises. Maintenant, l'ALEAP est un centre unique pour les femmes entrepreneuses, qui leur offre motivation, conseils, informations sur les projets, avis sur les prescriptions statutaires et r?glementaires, formation, et qui g?re leur financement et leurs alliances de march? et r?alise l'infrastructure et les projets.

En 2005, l'ALEAP a annonc? le lancement de sa nouvelle initiative "**EU-India Network of Women Entrepreneurs**", un projet financ? par la Commission europ?enne dans le cadre du Fonds pour les petits projets de l'Union europ?enne et de l'Inde et par le Minist?re f?d?ral de la coop?ration ?conomique et du d?veloppement. D'autres partenaires sont notamment InWEnt-Internationale Weiterbildung und Entwicklung gGmbH et Capacity Building International, ? Cologne en Allemagne. Dans le cadre du projet, les entrepreneuses b?n?ficient d'une formation dans les secteurs de l'industrie alimentaire et du pr?t-?-porter, qui leur permet de produire, sans nuire ? l'environnement, des produits concurrentiels ? l'?chelle mondiale. Ce projet permet aux productrices, en leur facilitant la mise en r?seau avec des organismes dans l'Union europ?enne, d'acc?der aux march?s mondiaux.

Le projet concerne deux secteurs importants: le secteur de l'industrie alimentaire et celui du pr?t-?-porter. Avec la suppression des quotas dans le secteur du pr?t-?-porter ? compter du 1er janvier 2005, des efforts suppl?mentaires ont ?t? n?cessaires pour conserver les parts de march? existantes et acc?der ? de nouvelles parts. Dans le secteur de l'industrie alimentaire, l'augmentation de la faible part de l'Inde sur le march? mondial est susceptible d'accro?tre l'emploi rural et de donner un coup de fouet ? la croissance ?conomique.

?

4.5 Liens avec les documents de référence

Un manuel en deux parties pour les praticiens - La promotion de l'entrepreneuriat f?minin (Direction suisse du d?veloppement et de la coop?ration)

D?veloppement de l'entrepreneuriat f?minin (WED) de l'OIT et (WED) Capacity Building Guide

IFC's Women in Business Program et Exemples de cas WIN (La Soci?t? financi?re internationale et Women In Business)

DFID/IDPM's Women's ICT Based Enterprise for Development manuels d'orientation pratique (Department for International Development et University of Manchester's Institute of Development Policy and Management)

World Bank ICTs for Women's Socio-economic empowerment

http://www.womenictenterprise.org/manworkshop.htm pour un certain nombre d'?tudes de cas pr?sent?s ? l'atelier de 2006 sur Women's ICT-based enterprise for development

Journal of Community Informatics (http://ci-journal.net) sur Gender in Community Informatics (juillet 2010)

5 Lignes directrices à l'intention des ministères, des autorités chargées de la réglementation et du secteur privé

?

Dans le pr?sent chapitre est donn?e une s?rie de listes de v?rification dont le but est de garantir que les hommes et les femmes ont les m?mes chances d'employer les TIC, d'en b?n?ficier et de participer aux centres communautaires TIC. Le chapitre pr?sente une liste r?capitulative que les planificateurs de projets peuvent employer en vue d'examiner les opportunit?s qui auraient pu leur ?chapper. La premi?re partie de ces listes de v?rification contient des questions li?es ? l'int?gration de la sexosp?cificit? dans le cycle des projets de mise en place d'un centre communautaire TIC. La deuxi?me partie passe en revue les questions sexosp?cifiques qui apparaissent dans les projets et les ?l?ments employant les TIC. La troisi?me partie donne des liens avec un choix d'outils et de lignes directrices accessibles en ligne.?

5.1 Analyse et évaluation de la problématique hommes-femmes dans la mise en place d'un centre

Identification des besoins et conception

•??????????? Quels sont les besoins sp?cifiques des hommes et des femmes, s'agissant des TIC li?es au projet? Les besoins tant des hommes que des femmes ont-ils ?t? pris en compte lors de la d?finition des objectifs du projet? Ont-ils tous deux, les hommes comme les femmes, particip? ? l'?tablissement des objectifs et des attentes?

•??????????? Quelle est la r?partition du travail en fonction du sexe dans la population vis?e par le projet? Les TIC employ?es dans le projet peuvent-elles renforcer la productivit? et l'apprentissage des hommes et des femmes, ou leur acc?s aux ressources et le contr?le de celles-ci?

•??????????? Quelles sont les contraintes qui pourraient emp?cher les hommes ou les femmes de participer ?quitablement au centre? Y a-t-il des obstacles ou des contraintes qui pourraient influer sur l'acc?s des hommes ou des femmes aux opportunit?s, aux ressources et ? la prise de d?cision?

•??????????? L'incidence du projet sur la s?gr?gation sexuelle dans la population vis?e a-t-elle ?t? examin?e? Le projet pourrait-il nuire ? la situation des femmes? Si des retomb?es n?gatives sont escompt?es, le projet peut-il ?tre adapt? de fa?on ? les ?viter?

Pr?paration du projet

•??????????? Les repr?sentants des femmes, les organismes et les membres de la communaut? œuvrant pour l'?quit? entre les sexes ont-ils ?t? consult?s au cours du processus de planification du projet?

•??????????? L'?quipe de conception du projet et le personnel charg? de sa mise en œuvre, en particulier les fournisseurs des TIC, sont-ils soucieux d'?quit? entre les sexes? S'ils ne le sont pas, pourraient-ils b?n?ficier d'une formation les sensibilisant ? l'?quit? entre les sexes?

•??????????? Des efforts ont-ils ?t? faits en vue d'un recrutement paritaire du personnel et des consultants?

•??????????? Y a-t-il un expert en questions sexosp?cifiques dans l'?quipe du projet?

Mise en œuvre du projet

•??????????? Le projet comporte-t-il des mesures visant ? assurer aux hommes et aux femmes les m?mes opportunit?s et acc?s?

•??????????? S'il appara?t que les femmes seraient sous-repr?sent?es dans les activit?s du projet, existe-t-il des mesures sp?cifiques pour les cibler?

•??????????? Les institutions qui fournissent des services dans le cadre du projet sont-elles soucieuses d'?quit? entre les sexes?

•??????????? Les hommes et les femmes ont-ils un acc?s ?quitable aux ressources TIC du projet, notamment le cr?dit, la formation et les services?

•??????????? Des partenariats peuvent-ils ?tre ?tablis pour renforcer la communication et am?liorer l'acc?s afin de garantir l'?galit? des sexes?

•??????????? Des consultations r?guli?res sont-elles tenues avec l'ensemble des principales parties int?ress?es?

Suivi et ?valuation du projet

•??????????? Quelles sont les mesures pr?vues pour recueillir les r?actions des hommes et des femmes en tant qu'usagers?

•??????????? Les donn?es de suivi du projet seront-elles ventil?es selon le sexe?

•??????????? Des indicateurs pouvant ?tre mesur?s ? l'aide de donn?es ventil?es selon le sexe ont-ils ?t? identifi?s?

•??????????? L'analyse de la probl?matique hommes-femmes fait-elle partie du mandat de l'?quipe d'?valuation?

•??????????? La participation des hommes et des femmes est-elle ?quilibr?e au sein de l'?quipe d'?valuation?

•??????????? Des donn?es et des indicateurs ventil?s selon le sexe seront-ils recueillis et analys?s?

Mesure des r?sultats

•??????????? Des r?sultats positifs en mati?re de sexosp?cificit? sont-ils escompt?s? Parmi ceux qui pourraient ?ventuellement d?couler des projets TIC, on peut citer:

–???? l'am?lioration des possibilit?s pour les hommes et les femmes d'acc?der aux TIC, de les utiliser et d'en tirer profit;

–???? l'encouragement du contr?le partag? des prises de d?cision et sur des ressources li?es aux TIC;

–???? l'am?lioration du revenu des femmes r?sultant de l'emploi des TIC dans le projet;

–???? l'augmentation gr?ce au projet du nombre de femmes employant les TIC;

– ? ? le renforcement de l'acc?s aux informations pertinentes pour les femmes et les hommes.

5.2 Lignes directrices à l'intention des autorités chargées de la réglementation

?

Lib?ralisation du secteur

•??????????? La lib?ralisation du secteur est-elle encourag?e en vue d'attirer les investissements et de r?duire les prix pour l'utilisateur final, rendant ainsi les t?l?communications et les TIC plus abordables pour les hommes et les femmes?

•??????????? Est-il envisag? de r?duire les droits de douane ?lev?s sur les t?l?phones portables et sur l'?quipement informatique, qui dissuadent les femmes utilisatrices, susceptibles d'avoir moins de revenus disponibles que les hommes?

•??????????? L'autorit? nationale charg?e de la r?glementation incite-t-elle les acteurs du secteur priv? ? traduire dans les faits les objectifs sociaux et sexosp?cifiques, tels que l'acc?s universel?

•??????????? En ?change de la d?livrance des licences, l'autorit? charg?e de la r?glementation oblige-t-elle les fournisseurs de services ? fournir des services dans les zones mal desservies o? les femmes sont les plus nombreuses?

•??????????? L'autorit? charg?e de la r?glementation finance-t-elle la recherche, le d?veloppement et les essais de la technologie qui sera mise au service des femmes?

•??????????? Le traitement ?quitable des sexes fait-il partie des obligations auxquelles sont soumis les op?rateurs de t?l?phonie mobile assurant des services communautaires?

Cadres r?glementaires

•??????????? Les autorit?s charg?es de la r?glementation autorisent-elles la revente des services de t?l?phonie mobile, que les femmes pourraient transformer en activit?s commerciales rentables?

•??????????? Dans le cadre r?glementaire, a-t-il ?t? envisag? de r?duire les redevances pour les licences, les divers prix et les taxes d'interconnexion de mani?re ? rendre les TIC plus accessibles aux femmes?

Licence

•??????????? A-t-il ?t? envisag? de r?duire la redevance pour les t?l?communications, la fourniture de services Internet et les licences pour les services mobiles de mani?re ? rendre les co?ts plus abordables aux femmes et aux pauvres?

•??????????? A-t-il ?t? envisag? de d?livrer des licences sp?ciales aux op?rateurs en zones rurales ou aux op?rateurs des centres communautaires TIC, en particulier ceux qui sont exploit?s par et pour les femmes?

•??????????? L'attribution des licences est-elle soumise ? des conditions visant ? encourager l'analyse et la prise en compte syst?matique de la probl?matique hommes-femmes au sein de la soci?t? b?n?ficiant de la licence?

Acc?s universel

•??????????? Les politiques concernant l'acc?s universel insistent-elles sur les points d'acc?s public en tant qu'alternatives aux choix plus on?reux (une ligne par foyer), et garantissent-elles que l'emplacement des points d'acc?s public tient compte de la probl?matique des femmes (par exemple que les points d'acc?s ne sont pas seulement situ?s dans des bars ou des magasins d'?quipement automobile mais aussi dans des ?coles, des dispensaires et dans des march?s couverts)?

•??????????? Lorsque l'acc?s aux TIC est examin?, on doit se demander si les femmes y ont acc?s. Dans la n?gative, quelles sont les mesures pouvant ?tre prises afin qu'elles aient acc?s?

Obligations en mati?re de service universel

•??????????? Lorsque les autorit?s charg?es de la r?glementation demandent l'?tablissement de t?l?centres dans des zones mal desservies, dans le cadre des obligations de service universel du d?tenteur de licence, les diff?rents besoins des hommes et des femmes dans les communaut?s concern?es ont-ils ?t? examin?s?

•??????????? La fourniture de services propos?e dans les zones mal desservies tient-elle compte de la r?partition g?ographique hommes-femmes au sein de la population?

•??????????? Les femmes d?favoris?es et/ou rurales, telles que les m?res c?libataires, les veuves ou les femmes handicap?es b?n?ficient-elles d'une quelconque priorit? en ce qui concerne le service, les subventions ou une tarification sp?ciale??

?

Facteurs responsables du co?t trop ?lev? des t?l?phones portables pour les femmes[45]

Outre le co?t d'achat ?lev? des combin?s, les utilisatrices pauvres sont susceptibles de gaspiller de l'argent en tentant de se connecter dans des zones o? la couverture de signal est mauvaise. Elles risquent d'?tre factur?es m?me quand elles n'ont pas r?ussi ? se connecter. Par ailleurs, lorsque les cartes de t?l?phone expirent rapidement (par exemple dans les 15?jours), elles doivent souvent payer un compl?ment apr?s l'expiration de cette p?riode. De m?me, lorsqu'une femme doit utiliser le seul argent qui lui reste pour appeler des membres de sa famille et leur demander de lui faire un versement, mais que son message ne passe pas ? cause d'une mauvaise couverture, elle peut n?anmoins ?tre oblig?e de payer cet appel. La tarification de certains fournisseurs de services ne tient pas compte du fait que certains appels n'aboutissent pas.

?

[45]Rural women’s use of cell phones to meet their communication needs: a study from northern Nigeria, Kazanka Comfort and John Dada in Buskins and Webb 2009 (ibid)

5.3 Liste de vérification à l'intention des fournisseurs de contenus et des formateurs

Cours et formation concernant les TIC

•??????????? Y a-t-il des femmes instructrices ou formatrices?

•??????????? Le mat?riel de formation est-il accessible aux populations analphab?tes et aux personnes parlant un dialecte local?

•??????????? Lorsque les populations analphab?tes cherchent ? acqu?rir des comp?tences en TIC, leur analphab?tisme est-il aussi pris en compte, par exemple au moyen d'une formation en ligne?

•??????????? Est-ce qu'un soutien ou un am?nagement suppl?mentaire est n?cessaire pour les femmes, par exemple un service d'accueil pour les enfants?

•??????????? Les activit?s de formation, les heures d'acc?s et les lieux sont-ils compatibles avec les emplois du temps quotidiens des femmes et les ?ventuelles restrictions de d?placement?

Projets TIC et projets ?ducatifs

•??????????? Des efforts ont-ils ?t? consentis pour garantir que les femmes et les jeunes filles aient un acc?s ?quitable aux TIC dans des ?coles et dans d'autres ?tablissements d'enseignement?

•??????????? La programmation de l'acc?s et de la formation tient-elle compte des t?ches m?nag?res qui incombent aux jeunes filles et aux femmes?

•??????????? Existe-t-il des probl?mes d'ordre culturel ou social qui exigent que l'instruction sur les TIC soit dispens?e s?par?ment aux femmes et aux hommes?

Syst?mes d'apprentissage et de formation

•??????????? Les femmes ont-elles un acc?s ?gal ? la formation technique?

•??????????? Des efforts ont-ils ?t? faits pour que des femmes soient pr?sentes parmi les b?n?ficiaires de la formation, lorsque sont introduits le mat?riel informatique et les syst?mes informatiques?

•??????????? La participation des femmes et des jeunes filles a-t-elle ?t? facilit?e par des am?nagements tenant compte de leurs r?les multiples et des contraintes culturelles?

•??????????? Existe-t-il des sch?mas permettant aux femmes d'acc?der ? ces domaines et ? ces programmes de formation ou d'?tre des mod?les pour les jeunes filles?

•??????????? Existe-t-il des possibilit?s de formation sur l'emploi des TIC, destin?es non seulement aux techniciens mais aussi aux non-techniciens?

•??????????? Des tentatives ont-elles ?t? faites pour trouver et s?lectionner des femmes participantes?

Projets d'apprentissage ? distance

•??????????? Les donn?es sur les apprenants/utilisateurs sont-elles ventil?es par sexe (en vue de montrer les ?ventuelles diff?rences de participation entre les sexes des utilisateurs)?

•??????????? Les besoins d'information et d'apprentissage tant des hommes que des femmes sont-ils pris en compte dans l'?laboration des programmes?

•??????????? Le contenu des programmes convient-il aux hommes comme aux femmes?

•??????????? Les femmes participant aux cours sont-elles soumises ? des contraintes (les cours destin?s aux fonctionnaires sont-ils par exemple dispens?s ? des moments qui conviennent aux femmes)?

•??????????? L'apprentissage ? distance permet-il une certaine souplesse dans la programmation et le lieu, pour r?pondre aux besoins tant des hommes que des femmes?

•??????????? Les sujets et les comp?tences techniques diff?rent-ils selon les sexes, exigeant des mesures visant ? y rem?dier ou ? en tenir compte?

•??????????? Existe-t-il, parmi les b?n?ficiaires cibl?s, des diff?rences en fonction des sexes pour ce qui est des aptitudes pour les langues? Par exemple, si les cours sont donn?s en anglais, les femmes sont-elles moins susceptibles de ma?triser cette langue?

•??????????? Le texte du contenu du cours tient-il compte de la sexosp?cificit? (par exemple dans l'administration publique)?

Projets de mise au point de contenu TIC

•??????????? Les informations ou le contenu sont-ils dispens?s de mani?re ? ?tre facilement accessibles aux femmes et aux hommes ? des niveaux variables d'alphab?tisation, d'?ducation et de statut ?conomique?

•??????????? Les informations sont-elles mises ? disposition de tous les utilisateurs, ind?pendamment de leur classe, de leur race ou de leur sexe?

•??????????? Des occasions sont-elles donn?es aux femmes de d?battre des informations re?ues et des fa?ons de surmonter les obstacles socio-?conomiques auxquels elles se heurtent?

•??????????? Quelles ont ?t? les mesures prises pour prot?ger les connaissances traditionnelles des femmes, en particulier celles qui concernent les cultures et les plantes, de mani?re ? les pr?server, ? les utiliser sans les exploiter, et ? les breveter le cas ?ch?ant?

Mise au point des syst?mes d'information (notamment dans le secteur de la sant?, dans le secteur juridique et dans le secteur financier)

•??????????? Les femmes disposent-elles d'un acc?s ?quitable aux informations du syst?me?

•??????????? Les informations r?pondent-elles ? leurs besoins?

•??????????? Les hommes et les femmes ont-ils un acc?s ?quitable ? la formation n?cessaire pour employer le syst?me?

•??????????? Des tentatives ont-elles ?t? faites, le cas ?ch?ant, pour incorporer les connaissances autochtones des femmes?

Le Guide de la Commission ?conomique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), fond? sur l'exp?rience malaisienne, pr?sente un ensemble de facteurs de r?ussite qui peuvent guider la mise en place de centres communautaires TIC. Ils sont ?num?r?s ci-apr?s.

Pour information: Facteurs de r?ussite pour les centres informatiques communautaires (CIC) en Malaisie

•??????????? Se concentrer sur la population, l'organisation, le contenu et les processus plut?t que sur les technologies

•??????????? Rechercher les besoins r?els et les objectifs socio-?conomiques de la communaut?;

•??????????? Fournir les TIC et les services, r?pondant aux besoins de la communaut?, par le biais des CIC

•??????????? Rep?rer les personnalit?s locales qui peuvent motiver et mobiliser la communaut?

•??????????? Tirer parti des forces et des ressources locales au cours du d?veloppement (planification, mise en œuvre, exploitation, ?valuation et suivi) des CIC

•??????????? Mettre au point des plans d'action et des mod?les viables garantissant la persistance et la croissance des CIC

•??????????? Assurer l'?valuation et le suivi permanents de la performance des CIC

•??????????? Encourager et d?velopper des partenariats avis?s (gouvernement, industrie, ONG et communaut?) en vue d'?laborer des strat?gies et de mettre en application les objectifs des CIC

•??????????? Continuer ? former et ? ?duquer le personnel des CIC et la communaut?

?

Source: *Guidebook on Developing Community E-Centers in Rural Areas: Based on the Malaysian experience*, CESAP, 2006

5.4 Liens avec les documents de référence, les outils en ligne et les guides

Connecting the first mile: investigating best practice for ICTs and information sharing for development[46]

Guidebook on Developing Community eCenters in Rural Areas (Based on Malaysian experience, UNESCAP, NY 2006) http://www.ictregulationtoolkit.org/en/Publication.3372.html

Telecottage handbook: How to establish and run a successful telecenter (June 2006, UNDP Europe and the CIS) http://www.is-watch.net/node/758

Training telecenter managers, staff and users (2001, Commonwealth of Learning, Bill Murray and Cathy Murray Small World Connections, UK Simon Brooks Staffordshire County Council and Training Director, UK Telework, Telecottage and Telecenter Association (TCA)) http://www.col.org/SiteCollectionDocuments/chapter%2018.pdf

Sustainable Telecenters: Public policy for the Private Sector. (2003, World Bank) http://rru.worldbank.org/Documents/PublicPolicyJournal/251Welle-121302.pdf

ITU/InfoDev ICT Regulation Toolkit (2004) http://www.ictregulationtoolkit.org/en/index.html
?

[46]*Surmaya Talyarkhan, David J. Grimshaw, Lucky Lowe (Intermediate Technology Development Group – ITDG)*

[47]Ce rapport, qui est un guide pratique pour le travail ?lectronique ? domicile, ainsi qu'une source utile d'exp?riences acquises et d'enseignements tir?s, a ?t? ?tabli par des membres du mouvement teleh?z. L'exp?rience hongroise est utilis?e comme r?f?rence tout au long du rapport. La publication vise des professionnels des TIC, des professionnels du d?veloppement communautaire et des administrateurs publics qui souhaitent am?liorer la fourniture des services sociaux ? l'?chelle locale et qui sont conscients que les t?l?centres peuvent ?tre mis au service de la r?duction de la pauvret? au niveau individuel, local et communautaire.?
?

6 Cadres politiques sexospécifiques internationaux et régionaux

?

En appelant "les jeunes filles et les femmes ? participer et ? s'int?resser activement aux prises de d?cisions li?es ? l'?dification de la soci?t? de l'information", le Sommet mondial sur la soci?t? de l'information (SMSI) a reconnu l'importance d'une plus grande pr?sence des femmes. Le lien est fort entre les femmes, les TIC et les Objectifs du Mill?naire pour le d?veloppement (OMD). Les TIC peuvent par exemple faciliter la r?alisation de l'OMD 3, visant ? promouvoir l'?galit? des sexes et l'autonomisation des femmes.

Plusieurs exemples montrent que les TIC sont des outils de plus en plus importants pour l'autonomisation des femmes, les femmes ?tant les principales ? utiliser les TIC ? des fins de d?veloppement. Malgr? les probl?mes sexosp?cifiques importants qui peuvent se poser aux femmes en tant qu'utilisatrices et employ?es, notamment le grand nombre de femmes qui travaillent dans les centres d'appel et comme entrepreneuses, la recherche sur les probl?mes sexosp?cifiques li?s aux TIC reste minimale. Cela n?cessite une attention renouvel?e. Il est essentiel pour la r?alisation d'un certain nombre de trait?s et d'objectifs internationaux d'œuvrer ? renforcer l'acc?s des femmes aux TIC. Bien que la liste ci-apr?s ne soit pas exhaustive, elle mentionne quelques-uns des cadres les plus importants.

6.1 Cadres politiques internationaux

La pr?sente section d?crit les principaux accords et conventions au niveau international, qui concernent le traitement ?quitable des sexes et portent sur la r?glementation, les politiques et les services TIC.

Convention sur l'?limination de toutes les formes de discrimination ? l'?gard des femmes (CEDAW)

La Convention d?finit la discrimination ? l'?gard des femmes comme "toute distinction, exclusion ou restriction fond?e sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de d?truire la

reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes … des droits de l'homme et des libert?s fondamentales dans les domaines politique, ?conomique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine". Les TIC sont un ?l?ment essentiel qui permet aux femmes de b?n?ficier de leurs droits fondamentaux dans ces sph?res et elles sont donc essentielles pour une application concr?te de la Convention.

http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw

Les Objectifs du Mill?naire pour le d?veloppement

Les Objectifs du Mill?naire pour le d?veloppement (OMD) sont un ensemble, accept? par tous, d'objectifs cl?s qui doivent permettre de relever les principaux d?fis en mati?re de d?veloppement dans le monde. Ils ont ?t? adopt?s par l'Assembl?e g?n?rale des Nations Unies en 2000. Ils sont au nombre de huit et se d?composent en 21 objectifs quantifiables qui peuvent ?tre mesur?s ? l'aide de 60 indicateurs. L'ONU recommande que tous les indicateurs soient ventil?s selon le sexe. Mais en fait, l'UIT et les autres institutions de l'ONU charg?es des indicateurs OMD ont beaucoup de mal ? recueillir des donn?es fiables ventil?es selon le?sexe, en particulier dans les pays en d?veloppement. M?me si tous les OMD tiennent compte syst?matiquement de la probl?matique hommes-femmes, l'OMD 3 concerne plus particuli?rement l'autonomisation des femmes:

OMD 3: Promouvoir l'?galit? des sexes et l'autonomisation des femmes

Les TIC sont un excellent moyen pour cr?er des opportunit?s dans les secteurs de l'?ducation, de l'emploi et de l'acc?s aux informations, et elles ont le pouvoir de neutraliser en majeure partie la discrimination ? laquelle les femmes doivent traditionnellement faire face. La souplesse d'emploi des TIC dans les secteurs de l'?ducation et du travail permet aux femmes d'assurer ?quitablement leurs responsabilit?s familiales et sociales et peut aider ? surmonter les probl?mes de d?placement. Pour l'essentiel, les TIC augmentent la capacit? des femmes ? agir de mani?re autonome et leur permettent de mieux b?n?ficier de leurs droits. Les TIC peuvent en particulier contribuer ? atteindre la cible de l'OMD 3 qui est de: "?liminer les disparit?s entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire … et ? tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard." Elles peuvent aussi jouer un r?le important dans l'am?lioration des trois indicateurs de l'OMD 3:

> 3.1??????? La proportion des filles par rapport aux gar?ons dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire

3.2??????? La proportion des femmes employ?es dans le secteur non agricole

3.3??????? La proportion des femmes parlementaires

Les TIC sont directement concern?es par ces objectifs, aussi bien comme cause que comme effet. C'est-?-dire que le renforcement de l'acc?s des femmes aux TIC contribuera ? atteindre ces objectifs, et que la r?alisation de ces objectifs permettra aussi de renforcer l'acc?s des femmes aux TIC. L'UIT est l'institution d'ex?cution de l'ONU, charg?e des indicateurs li?s aux TIC.

OMD 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le d?veloppement

Les TIC sont aussi directement concern?es par l'OMD 8f: "En coop?ration avec le secteur priv?, faire en sorte que les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et de la communication, soient ? la port?e de tous." Les TIC contribueront ? am?liorer les trois indicateurs de l'OMD 8, notamment:

8.14????? Accro?tre le nombre de lignes t?l?phoniques fixes

8.15????? Accro?tre le nombre d'abonn?s ? la t?l?phonie mobile

8.16????? Accro?tre le nombre d'utilisateurs de l'Internet

La date cible pour la r?alisation des OMD est 2015. L'am?lioration de l'acc?s des femmes aux TIC est mentionn?e dans sept OMD sp?cifiques, et figure elle-m?me comme un objectif au sein du huiti?me objectif.

http://www.un.org/millenniumgoals/

Cibles du Sommet mondial sur la soci?t? de l'information

Le Sommet mondial sur la soci?t? de l'information (SMSI) est une initiative de l'Union internationale des t?l?communications (UIT).?Son objectif est d'"?laborer le cadre d'une soci?t? de l'information ouverte ? tous et ?quitable" et de rechercher des mani?res d'employer les TIC pour atteindre les objectifs de d?veloppement, tels que ceux qui sont contenus dans la D?claration du Mill?naire.

http://www.itu.int/wsis/index.html

Documents de strat?gie pour la r?duction de la pauvret?

Les documents de strat?gie pour la r?duction de la pauvret? (DSRP) sont des sch?mas devant permettre de r?duire la pauvret? dans les pays en d?veloppement, ?tablis par les gouvernements en collaboration avec la soci?t? civile et b?n?ficiant d'apports de la Banque mondiale et du Fonds mon?taire international. Ils mettent l'accent sur les indicateurs sociaux et sur le renforcement de la capacit? des agents de l'Etat ? r?guler l'?conomie. Dans les 29?DSRP analys?s en 2003, 12 pays (Albanie, Azerba?djan, Cambodge, Cameroun, Gambie, Ghana, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda, Sri Lanka et Tchad) ont d?fini et class? les TIC comme ?tant un ?l?ment strat?gique dans la r?duction de la pauvret? et les ont examin?es de fa?on ind?pendante dans leurs DSRP.

http://www.imf.org/external/np/exr/facts/prsp.htm

6.2 Cadres politiques régionaux

L'infrastructure des TIC tend ? ?tre r?gionale, en raison des fronti?res impos?es par les technologies hertziennes et les technologies ? fibres optiques, ce qui explique pourquoi les cadres politiques des TIC ont souvent les m?mes fronti?res r?gionales.

Secr?tariat de la Communaut? des Cara?bes (CARICOM)

La strat?gie en mati?re de TIC de la CARICOM est un instrument permettant de renforcer la connectivit? et le d?veloppement en vue de promouvoir une plus grande prosp?rit? et une plus forte ?volution sociale entre les ?tats membres et en leur sein, et le reste du monde. Dans la CARICOM, on continue ? privil?gier la prise en compte des activit?s et du d?veloppement des TIC en vue d'atteindre les Objectifs du Mill?naire pour le d?veloppement, en particulier ceux qui concernent la r?duction de la pauvret?, l'?ducation et la sant?, l'environnement et le traitement ?quitable des sexes.

http://www.caricom.org/jsp/projects/projects_ict.jsp?menu=projects

Association des nations de l'Asie du Sud-Est

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est r?gie par le Cadre e-ASEAN 2000 et par la r?union annuelle des ministres des t?l?communications, d?nomm?e TELMIN. L'ASEAN a fait un certain nombre de d?clarations et a ?tabli des plans d'action sur les TIC. Concernant les t?l?centres pour femmes, il faut mentionner la D?claration de Siem Reap sur le renforcement de l'acc?s universel aux services TIC dans l'ASEAN (2007), o? sont pris des engagements visant ? renforcer l'acc?s aux

services TIC de mani?re que les communaut?s rurales et les zones recul?es de la r?gion de l'ASEAN puissent disposer d'une connectivit? et d'un acc?s ?gaux ? un prix abordable.

http://www.aseansec.org/6267.htm

Nouveau partenariat pour le d?veloppement de l'Afrique

La Commission e-Africa du Nouveau partenariat pour le d?veloppement de l'Afrique (NEPAD) est la branche TIC du NEPAD. Elle travaille sur des solutions ? long terme pour le d?veloppement du secteur des TIC en Afrique. Elle cr?e des partenariats et collabore avec les gouvernements, les soci?t?s et les populations locales en vue de faire ?voluer positivement le secteur des TIC.

http://www.eafricacommission.org/

Union africaine

Le Plan d'action de l'Union africaine sur l'?conomie du savoir vise ? construire une r?gion b?n?ficiant pleinement des services TIC d'ici ? 2015. Il invite l'Union africaine et les pays de la r?gion ? adopter une d?marche tenant compte de la probl?matique hommes-femmes afin de permettre aux femmes de disposer d'un meilleur acc?s aux TIC.

http://www.commit4africa.org/declaration/african-regional-action-plan-knowledge-economy-arapke-framework-action

http://www.uneca.org/aisi/docs/ARAPKE%20version%20of%20September%202005.pdf

Organisation des Etats am?ricains et la D?claration de Saint-Domingue

La D?claration de Saint-Domingue est un engagement, pris par 34 ministres des affaires ?trang?res de l'Organisation des Etats am?ricains, ? appliquer toutes les mesures n?cessaires pour d?velopper les TIC dans leurs pays. La d?claration reconna?t l'importance de la sexosp?cificit? et la n?cessit? de renforcer l'acc?s ?quitable des femmes aux b?n?fices des TIC. Elle vise aussi ? assurer que les TIC deviennent un outil essentiel pour l'autonomisation des femmes et la promotion de l'?galit? des sexes. Les politiques, les programmes et les projets doivent tenir compte des in?galit?s entre les sexes, s'agissant de l'acc?s aux TIC et de leur emploi.

http://www.realinstitutoelcano.org/materiales/docs/997/DECSANTODOMe04.pdf

7 Observations finales

?

En fait, les TIC ne sont plus une technique en option pour d'autres services. L'emploi de l'Internet, de la t?l?phonie mobile et des sites de r?seaux sociaux deviennent aussi courants que la t?l?vision, les journaux et la radiodiffusion. En cons?quence, ne pas avoir acc?s ? ces technologies est une forme d'analphab?tisme en soi. Pratiquement toutes les institutions internationales et tous les gouvernements sont d'accord sur ce fait. L'Objectif du Mill?naire pour le d?veloppement 8 contient des cibles sp?cifiques concernant les TIC, et la prochaine s?rie de cibles, qui seront ?tablies ? partir de 2015, insistera encore plus sur le r?le central des technologies de la communication et de l'informatique pour le d?veloppement international.

En parall?le, un nombre croissant de gouvernements et d'organisations internationales reconnaissent qu'il est important de rendre les femmes et les jeunes filles autonomes. L'autonomisation des femmes est, et doit ?tre ? l'avenir, principalement un objectif qui vise ? faire respecter les droits. Les femmes et les jeunes filles repr?sentent la moiti? de l'humanit?, et toutes les strat?gies politiques et ?conomiques doivent reconna?tre explicitement ce fait. L'importance de l'autonomisation des femmes pour le d?veloppement social et ?conomique est ?galement plus largement reconnue.

Les programmes visant ? employer les TIC comme outils afin de rendre les femmes autonomes sont donc directement li?s ? deux des d?fis majeurs en mati?re de d?veloppement du d?but du XXIe si?cle: renforcer l'acc?s aux TIC et rendre les femmes autonomes. Ces deux objectifs sont aussi li?s ? de multiples autres objectifs en mati?re de d?veloppement. Les recherches concr?tes men?es dans tous les coins du globe montrent que l'autonomisation des femmes contribue ? r?duire la pauvret?, la morbidit? et la mortalit? infantile, et ? favoriser la scolarisation des enfants. Comme l'a d?clar? M. Ban Ki-moon, Secr?taire g?n?ral des Nations Unies: "Investir dans les femmes n'est pas simplement l'attitude correcte ? prendre, c'est l'attitude intelligente ? avoir.[48]"

Ainsi que le montre la s?lection d'?tudes de cas contenus dans le pr?sent module, l'?tablissement de centres communautaires TIC peut contribuer de fa?on importante ? ce que les femmes disposent d'un acc?s aux TIC et ? ce que cet acc?s se g?n?ralise. Mais, ?tablir simplement le centre et supposer que les femmes vont y venir et l'utiliser n'est pas suffisant. Comme pour tout projet de d?veloppement, les

b?n?ficiaires eux-m?mes (dans ce cas les femmes ? l'?chelle locale) doivent ?tre impliqu?s, d?s la phase de conception. En outre, le centre doit correspondre aux besoins quotidiens des femmes qu'il dessert. Il doit ?tre entretenu sur le plan technique et doit ?tre conforme aux normes socioculturelles de la soci?t? au sein de laquelle il est exploit?.

Amartya Sen[49]?d?fend la th?se selon laquelle le r?le des femmes est central dans la soci?t? du savoir. Selon lui, le savoir n'est pas destin? uniquement ? la croissance ?conomique, mais devrait avant toute chose ?tre exploit? pour rendre autonome et d?velopper toutes les couches de la soci?t?, afin que celles-ci puissent comprendre et utiliser leurs connaissances pour am?liorer leur qualit? de vie et promouvoir le d?veloppement social. Il ajoute qu'une soci?t? du savoir solidaire rend autonome l'ensemble de ses membres et leur permet de produire, de recevoir, de partager et d'utiliser leurs informations et leurs connaissances pour leur d?veloppement ?conomique, social, culturel et politique. Il est en cons?quence imp?ratif du point de vue des femmes et des TIC que l'accent soit prioritairement mis sur les relations entre les sexes dans les secteurs de la communication et de l'apprentissage. Si nous proc?dons ainsi, nous verrons que la soci?t? de l'information n'est pas une fin en soi mais constitue un progr?s pour tout le monde.

?

?

?

[48]Secretary General speaking on women’s day, March 8th 2008, at UN Headquarters, New York. http://www.un.org/News/Press/docs/2008/obv684.doc.htm

[49]Sen, Amartya. (1999). Development as Freedom. New York: Anchor Books.

?

Credits

The Module on Community ICT Centres for the Social and Economic Empowerment of Women was drafted by Ms. Nidhi Tandon, Director, Gender Consultant & Trainer, Networked Intelligence for Development (NID), Toronto, Canada, an independent development consultancy that provides policy advice and adult-training and know-how on a wide range of human, social and economic development concerns offering a first-hand understanding of grassroots, small business and government-level policy planning. NID can be found at www.networkedintelligence.com

Clara-Luz Alvarez, a partner in the law firm of Villanueva Álvarez y Asociados in Mexico City, Mexico; Dr. Ghinwa Jalloul, CEO of Technology sarl, Lebanon and former member of the Lebanese Parliament; and Ned Lawton, Development Consultant, Ned Lawton Ltd., London, were also contributors to the module.

?

References

Ali, Mohammad (2003), 'ASPBAE Research on Information and Communication Technology', Bangladesh ICT Case Study, Dhaka Ahsania Mission, Asian South Pacific Bureau of Adult Education, sourced at http://portal.unesco.org/education/en/file_download.php/1bb1630e3ed7c4a90ca0eec2f15c7a7cICT+EDUCATION+CASE+STUDY.pdf

AMREF/NCK/Accenture (2005), 'The Kenya Nurse Upgrading Programme Using eLearning', AMREF, Kenya, sourced at http://www.amref.org/info-center/amref-courses--training-programmes/elearning-programme

Arid Lands Information Network (2007), Maarifa Centers, sourced at http://www.alin.net/?about_us

Association for Progressive Communications (2002), Gender Evaluation Methodology Women's Networking Support Programme, Association for Progressive Communications, sourced at http://www.apcwomen.org/gemkit/en/understanding_gem/index.htm

Bindé Jérôme (2005), 'Towards knowledge societies' UNESCO: France sourced at http://unesdoc.unesco.org/Ulis/cgi-bin/ulis.pl?catno=141843&gp=0&lin=1&ll=1

Boyd Stacey, Herring Louise (2005), IT Access for Everyone – Global Benchmarking Study, ITAFE Initiative, World Economic Forum, sourced at http://www.weforum.org/pdf/Initiatives/Global_Digital_Inclusion_Benchmarking_Study_Jan05.pdf

Buskins, Ineke and Webb Anne eds (2009), African Women and ICTs Investigating Technology, Gender and Empowerment, sourced at http://www.idrc.ca/en/ev-135944-201-1-DO_TOPIC.html

Chen, Derek H.C (2004), 'Gender equality and economic development: the role for information and communication technologies', Policy Research Working Paper Series, World Bank, sourced at http://pdfcast.org/pdf/gender-equality-and-economic-development-the-role-for-information-and-communication-technologies

Cho Jung Ah, Eun Huh Jung (2006), 'Socio- Economic Empowerment of Women and IT: The Practices & Lessons from the Provincial Government', Republic of Korea, sourced at

http://wgc.womensglobalconnection.org/conf06proceedings/Cho,%20Ah.Socio%20economic%20Empowerment.pdf

Commonwealth of Learning 2004: ICT and Literacy: Who Benefits? http://www.col.org/resources/publications/consultancies/Pages/2004-09-ICT.aspx

Dighe Anita, Reddi Usha Vyasulu (2006), 'Commonwealth of Learning. Women's Literacy and Information and Communication Technologies: lessons that Experience has Taught Us', The Commonwealth of Learning, sourced at http://www.cemca.org/cemca_womens_literacy.pdf

Dutton, William H (2004), *Social Transformation in an Information Society: Rethinking Access to You and the World*, UNESCO, Paris.

Echeverria Cuchie (2010), Blog Post on 'Philippine Commission on ICT unveils online courses for telecenter managers', Commission on ICT, Telecenter.org, sourced at http://www.telecenter.org/profiles/blogs/philippine-commission-on-ict-1

European Commission (2009), 'Code for Best Practices for Women and ICT', Information Society and Media, European Commission, sourced at http://ec.europa.eu/information_society/activities/itgirls/doc/code.pdf

GenARDIS (2009), 'Women in the Democratic republic of Congo: Confidence and a competitive edge through ICTs', sourced at http://genardis.apcwomen.org/en/node/135

Goyal Rakhee, Marquardt Marion, Venkatachallam Usha (2008), 'Making IT Our Own: Information & Communication Technology Training of Trainers Manual', Women's Learning Partnership for rights, development and peace, sourced http://www.learningpartnership.org/ictmanual

Green Lindsay (2009), 'Gender-based Issues and Trends in ICT Applications in Education in Asia and the Pacific', sourced at http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/ict/Metasurvey/2Regional29.pdf

GSMA and Cherie Blair Foundation for women (2010), *Women & Mobile: A Global Opportunity a study on the mobile phone gender gap in low and middle-income countries*, sourced at http://www.cherieblairfoundation.org/uploads/pdf/women_and_mobile_a_global_opportunity.pdf

Gurumurthy Anita (2004), *Gender and ICTs*, BRIDGE Development – Gender sourced at http://www.bridge.ids.ac.uk/reports/CEP-ICTs-OR.doc

Heyze Noeleen (2007), Foreword in 'Gender and ICT', by Angela M. Kuga Thas, Chat Garcia Ramilo, Cheekay Cinco, UNDP-APDIP and Elsevier, source at http://en.wikibooks.org/wiki/Gender_and_ICT/Foreward http://www.apdip.net/publications/iespprimers/eprimer-gender.pdf

Hidalgo Anna, Thas Angela M.Khuga (2004), 'Gender and ICT Policy Advocacy: Implications for the Women`s movement' Association for Progressive Communications, Women`s Networking Support Program, sourced at http://www.apcwomen.org/news/gender_and_ict_policy_advocacy%3A_implications_women%2526%2523039%3Bs_movement

International Commission on Workforce Development (2010), sourced at http://www.icwfd.org

ILO (2009), 'Skills and Entrepreneurship Bridging the Technology and Gender Divide', Digital Learning: Learning through ICT, sourced at http://www.digitallearning.in/articles/article-details.asp?articleid=2340&typ=DEVELOPMENT

International Labour Organization (2008), 'From Veil to Camera: Empowering Women through Skills Training', Communication and Public Information, sourced at http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Feature_stories/lang--en/WCMS_100390/index.htm

International Telecommunication Union (2003), 'Trends in Telecommunication Reform 2003 promoting universal access to ICTs-Practical tools for regulators', 5th Ed, sourced at http://www.itu.int/publ/D-REG-TTR.6-2003/en

International Telecommunication Union (2010), 'Measuring the Information Society', sourced at http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/index.html

International Telecommunication Union (2009), 'The World in 2009: ICT Facts and Figures', sourced at http://www.itu.int/ITU-D/ict/material/Telecom09_flyer.pdf

International Telecommunication Union (2007), 'Trends in Telecommunication Reform 2007: The road to next-generation networks' (NGN), 8th Ed, sourced at http://www.itu.int/publ/D-REG-TTR.9-2007/en

Jain Suman (2007), 'ICTs and Women's Empowerment: Some Case Studies from India', IFUW Conference, Manchester, International Federation of University Women-Empowering Women and Girls through lifelong Education, sourced at http://www.ifuw.org/seminars/2007/jain.pdf

Jalali Ali L (2006), 'Socio- Economic Impacts of Rural Telecenters in Iran', Women`s Economic Empowerment and the Role of ICT, World Bank seminar, sourced at http://siteresources.worldbank.org/INTGENDER/Resources/AliJalali.pdf

Juma Calestous, Cheong Lee Yee (2005), *Innovation: applying knowledge in development*, Task Force on Science, Technology and Innovation, Earthscan Publishing: London.

Kayode Olaoye Ismail (no date), 'Globalization, ICT and the Economic Empowerment of Women in Nigeria', Department of Economics and Financial Studies, Fountain University-Osogbo, sourced at http://globalization.icaap.org/content/v8.1/Kayode.pdf

Litho Patricia (2010), 'Do women's access to ICTs lead to empowerment? Looking at the CEEWA ICT project in rural Uganda', Changing the way you see ICT, genderIT.org, sourced at http://www.genderit.org/content/do-women%E2%80%99s-access-icts-lead-empowerment-looking-ceewa-ict-project-rural-uganda

Mayanja Meddie (2002), Uganda School-Based Telecenters: An Approach to Rural Access to ICTs, *TechKnowLogia-International Journal of Technologies for the Advancement of Knowledge and Learning*, July –September sourced at http://www.techknowlogia.org/TKL_active_pages2/CurrentArticles/main.asp?FileType=PDF&ArticleID=415

McConnell Scott (2001) 'Telecenters around the World: Issues to be Considered and Lessons Learned', CIDA's Canada –Thai Telecenter project sourced at http://portal.unesco.org/ci/en/file_download.php/053c2bb713f94903fc72a2a910a4e495Telecenters+around+the+world.pdf

Ministry of Works, Housing and Communication (2003), National Information and Communication Technology Policy, sourced at http://elearning-zambia.com/index2.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=2&Itemid=29

Mobile Telecenters (2009), 'MobileTelecenters Philippines – etrike', sourced at http://www.mobiletelecenters.com

Moon Ban K (2008), Speech on the observance of International Women's Day, Department of Pubic Information, United Nations: New York, sourced at http://www.un.org/News/Press/docs/2008/obv684.doc.htm

Morgan Sharon, Heeks Richard, Arun Shoba (2004), 'Researching ICT-Based Enterprise for Women in Developing Countries: *A Livelihoods Perspective'*, IDPM, University of Manchester, UK.

M S Swaminathan Research Foundation, http://www.mssrf.org

Nassali Sandra (2010), 'Kigali to Become a Wireless City', sourced at http://www.telecenter.org/profiles/blogs/kigali-to-become-a-wireless

Nyarko Emily (2010), 'Revolution in ICT infrastructure: Hope for the Ghanaian woman', Changing the way you see ICT, genderIT.org, sourced at http://www.genderit.org/content/revolution-ict-infrastructure-hope-ghanaian-woman

O?Hara Kieron, Stevens David (2006), Inequality.com: power, poverty and the digital divide, One World: Oxford.

Plan International (2009), 'Because I am a Girl: The state of the world's girls 2009", sourced at http://www.ungei.org/resources/files/BIAAG_Summary_ENGLISH_lo_resolution.pdf

PLAN International (2010), 'Because I am a Girl: Digital and Urban Frontiers.

Proliteracy Worldwide, 'Literacy and Women's Health', sourced at http://www.proliteracy.org/NetCommunity/Document.Doc?id=36

Ramilo Chat Gracia, Cinco Cheekay (2006), *Gender Evaluation Methodology for Internet and ICTs: A learning tool for change and empowerment*, Women's networking support, Association for Progressive Communications, sourced at http://www.apc.org/en/pubs/books/gender-evaluation-methodology-internet-and-icts-le

Republic of Ghana (2003), 'The Ghana ICT for Accelerated Development ICT4AD', A policy statement for the realization of the vision to transform Ghana into an information – rich knowledge – based society and economy through the development, deployment and exploitation of ICTs within the Economy and Society, sourced at http://www.ict.gov.gh/pdf/Ghana%20ICT4AD%20Policy.pdf

Shahkooh's Women Organization (2002), Shahkooh is the First Internet Village in Iran, Details sourced at http://www.shahkooh.com/zan_organization/women.html#education

SIL International (2010), Women and Literacy, sourced at http://www.sil.org/literacy/wom_lit.htm

The Global Knowledge Partnership (2006), 'ICT for Development Success Stories: Youth, Poverty and Gender', Changing the way you see ICT, genderIT.org, sourced at http://www.genderit.org/content/ict-development-success-stories-youth-poverty-and-gender

UNDAW (2002), 'Information and Communication Technologies and their impact on and use as an instrument forth advancement and empowerment of women', Seoul, Republic of Korea, sourced at http://www.un.org/womenwatch/daw/egm/ict2002/reports/EGMFinalReport.pdf

UNDP (2001), *Human Development Report 2001: Making new technologies work for human development*, Oxford University Press: New York

UNESCAP (2002), 'ICT for the social empowerment of the rural poor', Chapter VI in Sustainable Social Development in a Period of Rapid Globalization: Challenges, Opportunities and Policy Options, Social Policy and Population Section, sourced at http://www.unescap.org/esid/psis/publications/theme2002/SUSTN-C6.pdf

UNESCAP (2006), *Guidebook on Developing Community E-Centers in Rural Areas: Based on the Malaysian Experience*, sourced at http://www.unescap.org/pdd/prs/ProjectActivities/Ongoing/ICT/guidebook.pdf

UNESCO (2000), 'Education World Forum', Dakar, sourced at http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001211/121117E.pdf

UNESCO (2002), 'Contributing to peace and human development in an era of globalization through education, the sciences, culture and communication', Medium-Term Strategy 2002-2007: UNESCO Paris, sourced at http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001254/125434e.pdf

UNESCO Bangkok (2005), 'Mother Tongue-based Teaching and Education for Girls', sourced at http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001420/142079e.pdf

UNESCO (2006), 'Using ICT to Develop Literacy': Bangkok, sourced at http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/ict/ebooks/Literacy/Using_ICT_to_Develop_Literacy.pdf

UNESCO (2007), 'Mother Tongue-based Literacy Programmes: Case Studies of Good Practice in Asia', UNESCO Asia and Pacific Regional Bureau for Education Bangkok, sourced at http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001517/151793e.pdf

UNESCO (2007), 'Literacy Initiative for Empowerment' Institute for Lifelong learning (2006-2015), Vision and Strategy Paper 3rd ed: UNESCO France, sourced at http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001529/152921e.pdf

UNESCO (2007), 'ICT and Literacy', ICT in Education: Bangkok sourced at http://www.unescobkk.org/education/ict/online-resources/features/ict-and-literacy

UNESCO Communication and Information (2007), 'Open Training Platform', sourced at http://opentraining.unesco-ci.org/cgi-bin/page.cgi?d=1

United Nations (2005), 'Gender Equality and Empowerment of Women through ICT', Women 2000 and Beyond, Division for the Advancement of Women, United Nations, sourced at http://www.un.org/womenwatch/daw/public/w2000-09.05-ict-e.pdf

United Nations (2005), 'Women 2000 and beyond: Gender equality and empowerment of women through ICT', sourced at http://www.un.org/womenwatch/daw/public/w2000-09.05-ict-e.pdf

United Nations (2009), *The Millennium Development Goals Report* sourced at http://unstats.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2009/MDG_Report_2009_En.pdf

USAID (2005), 'Supporting Gender and ICTs: Opportunities for Women in Bangladesh', Greater Access to Trade Expansion Project, US Agency for International Development, sourced at http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/apcity/unpan038249.pdf

Wikibooks module (2007), 'Gender and ICT/Taking a Closer Look at Women's Realities' - Wikibooks, Collection of Open-content Textbooks, Wikibooks, sourced at http://en.wikibooks.org/wiki/Gender_and_ICT

World Congress on ICT for Development (2009), 'ICT4D and the United Nations Millennium Development Goals': Beijing.

World Bank Group (2009), *Information and Communication Technologies for Women's Socio-economic Empowerment*, Working paper, The World Bank: Washington D.C.

Yitamben Gisele, Tchinda Elise (2009), 'Internet use among entrepreneurs in the textile sector in Douala, Cameroon: self-taught and independent' in Buskens and Webb, *African Women and ICTs: Investigating Technology, Gender and Empowerment*, Zed Books, London, UK.

?

Annex I: Données chiffrées concernant l'usage de la technologie

?

TABLEAU I: Nombre de personnes employant l'Internet (en un lieu quelconque) au cours des 12 derniers mois, selon le sexe (en %), au cours de l'ann?e 2009 ou de la derni?re ann?e disponible

Nombre de pays	Derni?re ann?e	Sexe			?
		Masculin	?	F?minin	?
Australie	2009	75,1	?	73,4	?
Autriche	2009	78,8	?	68,3	?
Azerba?djan	2009	32	?	23	?
Belgique	2009	79,5	?	72,9	?
Br?sil	2009	40,6	?	37,9	?
Bulgarie	2009	47	?	43,1	?
Canada	2007	74,1	?	72,3	?
Chili	2006	36,5	?	32,6	?

Nombre de pays	Derni?re ann?e	Sexe			?
		Masculin	?	F?minin	?
Costa Rica	2008	33,8	?	30,8	?
Croatie	2009	55,4	?	46,1	?
Chypre	2009	53,3	?	46,6	?
R?publique tch?que	2009	66,4	?	62,5	?
Danemark	2009	87,9	?	85,8	?
Equateur	2008	26,6	?	24,9	?
El Salvador	2008	11	?	9,3	?
Estonie	2009	72	?	72,7	?
Finlande	2009	82,2	?	82,7	?
France	2009	70,8	?	72,3	?
Allemagne	2009	83,2	?	75,3	?
Gr?ce	2009	49,2	?	40	?

Nombre de pays	Derni?re ann?e	Sexe			?
		Masculin	?	F?minin	?
Honduras	2008	9,4	?	9,8	?
Hong Kong, Chine	2009	72,9	?	66,1	?
Hongrie	2009	63,3	?	60,5	?
Islande	2009	94,7	?	92,2	?
Irlande	2009	65,9	?	68,8	?
Isra?l	2008	62,7	?	56,2	?
Italie	2009	54,1	?	43,6	?
Japon	2009	81,2	?	74,8	?
Cor?e (R?p. de)	2009	85,9	?	77,1	?
Lettonie	2009	67,8	?	66	?
Liban	2005	12,5	?	7,9	?
Lituanie	2009	60,8	?	58,8	?

Nombre de pays	Derni?re ann?e	Sexe			?
		Masculin	?	F?minin	?
Luxembourg	2009	92,1	?	82,5	?
Macao, Chine	2008	51,5	?	47,1	?
Malte	2009	61	?	56,7	?
Maurice	2008	23,5	?	20,2	?
Mexique	2009	29,8	?	27	?
Pays-Bas	2009	92,4	?	86,9	?
Nouvelle-Z?lande	2009	79,8	?	79,6	?
Nicaragua	2006	9,6	?	10	?
Norv?ge	2009	94,8	?	89,3	?
Oman	2007	18,8	?	13,7	?
Autorit? palestinienne	2009	38,1	?	26,2	?
Paraguay	2008	15	?	13,5	?

Nombre de pays	Derni?re ann?e	Sexe			?
		Masculin	?	F?minin	?
P?rou	2008	34,5	?	26,8	?
Pologne	2009	61,1	?	57,1	?
Portugal	2009	52,8	?	43,9	?
Qatar	2009	80	?	78,3	?
Roumanie	2009	38,4	?	34,8	?
Serbie	2009	47,3	?	36,3	?
Slovaquie	2009	77,1	?	73,3	?
Slov?nie	2009	65,7	?	62,9	?
Espagne	2009	65,7	?	59,5	?
Su?de	2009	91,2	?	90,4	?
Suisse	2008	82,9	?	71,8	?
ex-R?publique yougoslave de Mac?doine	2009	54	?	49,5	?

Nombre de pays	Derni?re ann?e	Sexe			?
		Masculin	?	F?minin	?
Tha?lande	2009	19,8	?	20,4	?
Turquie	2009	46,8	?	26,3	?
Ukraine	2008	12,2	?	9,1	?
Royaume-Uni	2009	84,5	?	81,2	?
Etats-Unis	2009	67,9	?	68,8	?
Notes: Les tranches d'?ge varient selon les pays. 1) Au cours des 3 derniers mois. 3) Echantillons. 5) Au cours du dernier mois. 7) Au cours des 6 derniers mois.					

Source: Union internationale des t?l?communications, World Telecommunication/ICT Indicators database [50]

?

TABLEAU II: Possession et usage des t?l?phones portables en fonction de l'?ge des femmes dans les pays ? faible revenu et ? revenu interm?diaire[51]

Age	Personnel	Emprunt?	Sans
14 – 20	61	29	10

21 – 27	65	27	8
28 – 36	65	20	15
37 – 49	60	20	20
50 – 74	50	25	25

?

Il ressort d'une enqu?te de la Cherie Blair Foundation de 2010 que, parmi les femmes, c'?taient les jeunes filles et les jeunes femmes ?g?es de 14 ? 27 ans dont le taux de possession d'un t?l?phone portable ?tait le plus ?lev?.

?

[50]International Telecommunication Union. (2010). Measuring the Information Society. (http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/index.html) http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/idi/2010/Material/MIS_2010_without%20annex%204-e.pdf

[51]Women & Mobile: A Global Opportunity A study on the mobile phone gender gap in low and middle-income countries, Cherie Blair Foundation 2010

Annex II: Case Studies: Community ICT centers and ICT applications that cater to women's needs

List of Case Studies

I. Advancing Learning and Employability for a Better Future (ALEF) in Morocco

II. CISCO Systems Networking Academy

III. Datamation Gender Resource Center, India

IV. Guanabanet – The Taiguey Foundation in the Dominican Republic

V. IKRAA - Computer Based Software for Illiteracy Eradication in Lebanon and Egypt

VI. Rural Knowledge Centers in India

VII. School-Net Uganda - Inspiring Science for Girls Using ICTs in Uganda

VIII. Thai Telecenter Movement

IX. The Women's Technology Empowerment Center (W.TEC) – Nigeria

X. Modemmujer - ICT literacy and women's citizen participation in Mexico

Case Studies

- Case Study I. Education et formation pour l'emploi (ALEF) au Maroc
- Case Study II. Cisco Systems Networking Academy
- Case Study III. Datamation Gender Resource Center en Inde
- Case Study IV. Guanabanet – La Fundación Taigüey en République dominicaine
- Case Study IX. Women's Technology Empowerment Center (W.TEC) au Nigéria
- Case Study V. IKRAA – Logiciel informatique destiné à l'élimination de l'analphabétisme au Liban et en Egypte
- Case Study VI. Centres ruraux de savoir en Inde
- Case Study VII. SchoolNet Uganda – Sciences attrayantes pour les jeunes filles grâce aux TIC en Ouganda
- Case Study VIII. Mouvement Thai telecentre
- Case Study X. Modemmujer – Connaissances sur les TIC et participation citoyenne des femmes au Mexique